

fonction publique

CGFP
Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

numéro 230
novembre/
décembre 2013
45^e année
paraît 6 fois par an

Les dés sont jetés

Ce fut en janvier 49 avant J.-C. que Jules César franchit le Rubicon et marcha avec ses légionnaires sur Rome – un acte qui selon la législation romaine signifiait tout simplement une déclaration de guerre au sénat. Avant d'oser ce pas décisif, le généralissime aurait déclaré: «alea jacta est», «les dés sont jetés». Expression fataliste d'après laquelle l'individu est abandonné au hasard des circonstances dont il perd l'emprise, selon les uns, apologie du libre-arbitre de l'individu qui décide lui-même de prendre un risque en précipitant les événements, selon les autres.

Depuis l'assermentation du nouveau gouvernement le 4 décembre 2013, les dés ont également été jetés au Grand-Duché de Luxembourg. Sans vouloir parler de hasard ou de destin, on peut du moins s'étonner du coup de théâtre issu des élections du mois d'octobre: même si le parti chrétien-social a eu la majorité des votes avec 34%, trois partis avec des idées plutôt divergentes sinon opposées – e. a. libérales et socialistes – ont su constituer un accord de coalition sans différend manifeste. Comme le suggère la sentence de César, nous voilà confrontés à un fait accompli, à un programme gouvernemental manifeste – les dés sont jetés. D'un autre côté, nous avons bien sûr la liberté de faire valoir notre point de vue en politique comme syndicat, une mission qui aura un double but: soutenir l'évolution de la Fonction publique d'un côté et défendre les acquis sociaux de l'autre.

En effet, personne ne pourra contester la qualité des services publics luxembourgeois comme l'attestent les présidences européennes du Luxembourg et comme le démontre le dévouement quotidien des agents de l'État au service de la communauté et de chaque citoyen. Cette tâche exigeante et précieuse ne peut être accomplie que dans des conditions de travail optimales, si le fonctionnaire ou l'employé de

l'État reste indépendant et politiquement neutre grâce à son statut et s'il est décemment rémunéré grâce à une politique salariale continue. Pour ce faire, la CGFP, en tant que syndicat représentatif de la Fonction publique authentique, devra rester l'unique interlocuteur et partenaire social du gouvernement pour défendre les intérêts de toutes les personnes qui travaillent pour l'État, c'est-à-dire pour nous tous. D'ailleurs la CGFP a toujours témoigné de son sens de la responsabilité, et ce encore récemment en acceptant de retarder l'exécution de l'accord salarial pour alléger la situation économique et financière de l'État.

Le nouveau gouvernement est sans doute obligé de faire face à bon nombre de défis, mais, quoi qu'il en soit, il ne devra pas tirer trop sur la corde. En effet, la nouvelle coalition semble vouloir procéder à toute une panoplie de réformes (Conseil d'Etat, fête nationale, Constitution, santé, éducation ...) au point de donner l'impression que le Luxembourg est la victime d'un dysfonctionnement général ahurissant – ce qui n'est évidemment pas le cas. Même s'il faut juger l'esprit d'initiative comme une vertu, la CGFP considère que la fin suprême d'un gouvernement doit être avant tout le maintien de la paix sociale, donc la garantie que chaque personne puisse vivre et travailler au Luxembourg dans des conditions honnêtes et décentes.

Ainsi la CGFP s'oppose à toute augmentation excessive de la «taxe sur la valeur ajoutée» TVA, car à ses yeux elle aggrave le clivage social: en effet, les foyers modestes, qui sont obligés de dépenser la majeure partie de leurs revenus pour vivre, doivent donc payer cette taxe sur la quasi-totalité de leurs salaires et traitements, alors que les hauts revenus n'y sont soumis que pour la fraction qu'ils en dépensent effectivement. Dans ce même contexte, la CGFP lance un appel au nouveau gouvernement pour rétablir le mécanisme de l'indexation des



salaires – ce qui ne constitue guère une augmentation réelle du salaire mais une adaptation rétroactive à l'inflation. Vouloir introduire une tranche maximale de l'indexation – mesure d'ailleurs hautement antisociale – reviendrait à faire payer de nouveau les classes moyennes.

La cohésion sociale ne saurait être assurée que si nous nous occupons des plus faibles maillons de la société, à savoir les plus jeunes et les plus âgés: ainsi il ne faut pas laisser pour compte les retraités qui, durant toute leur vie, ont mis leurs efforts au service de la communauté, et ajuster régulièrement leurs pensions. Surtout pour les jeunes qui constituent l'avenir de notre société, l'emploi ne doit pas représenter une faveur mais un droit, et il faut éviter que le secteur privé abuse de la formation des apprentis pour se procurer une main-d'œuvre à bon marché. Que le nouveau gouvernement fasse finalement en sorte que la situation immobilière dans notre pays redevienne réaliste et que tout le monde puisse de nou-

veau acquérir une demeure à un prix décent!

Si un nouveau gouvernement vient de se constituer au Luxembourg, le mandat du bureau exécutif de la CGFP, comme tous les trois ans, s'achève. Ce mandat a été surtout marqué par des négociations longues et ardues autour de la réforme statutaire et salariale et le bureau exécutif tient à remercier tous les membres de la CGFP de leur confiance et de leur appui. Il s'agit maintenant de veiller à ce que le nouveau gouvernement, comme annoncé dans son programme, respecte l'accord salarial qui, indéniablement, forme un tout avec la réforme de la Fonction publique.

Voilà donc que les dés sont jetés, et ceci pour les cinq années à venir. Souhaitons au nouveau gouvernement qu'il ait la main heureuse et beaucoup de doigté pour sauvegarder et renforcer la paix et la cohésion sociales au Luxembourg!

Claude HEISER

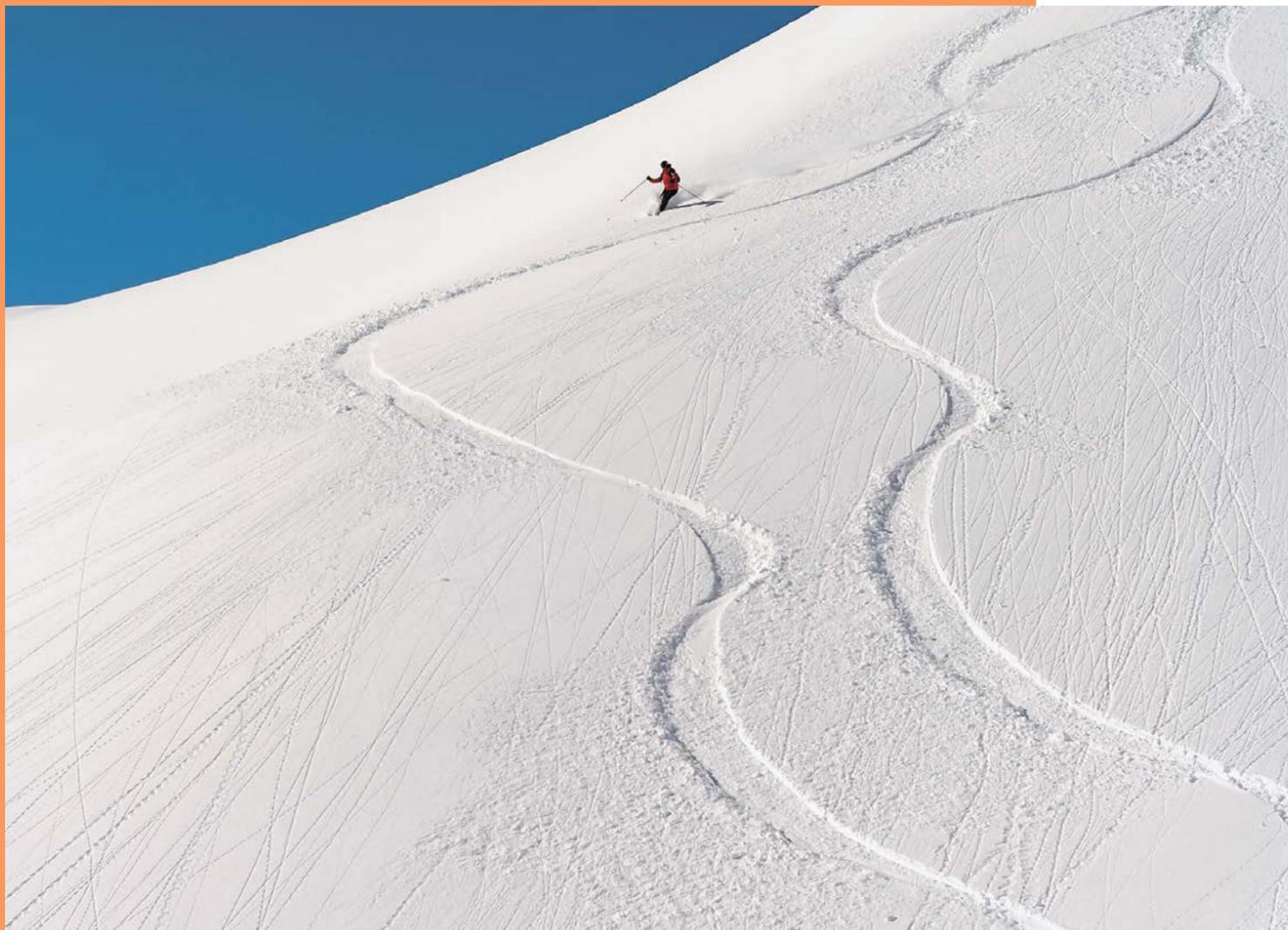
**fonction
publique**

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

CGFP

Éditeur: CGFP
488, route de Longwy,
L-1940 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27-1 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu
Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30
La reproduction d'articles, même
par extraits, n'est autorisée qu'en
cas d'indication de la source.
Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

CGFP-Nationalvorstand

CGFP-Führung bestätigt

Erste Analyse des nun vorliegenden Koalitionsabkommens

In seiner letzten Sitzung in diesem Jahr am Freitag, dem 13. Dezember 2013, bestimmte der CGFP-Nationalvorstand der mehr als 28.000 Mitglieder zählenden Confédération Générale de la Fonction Publique satzungsgemäß und nach geheimer Wahl die CGFP-Exekutive für die kommende dreijährige Mandatsdauer (2014-2016). Dabei wurde die CGFP-Führung in ihrer bisherigen Zusammensetzung wie folgt bestätigt:

- Emile Haag, Nationalpräsident
- Claude Heiser, Erster Vizepräsident
- Camille M. Weydert, Vizepräsident
- Romain Wolff, Generalsekretär
- Michel Cloos, Finanzverwalter

Dem Exekutivkomitee als solchem gehören des Weiteren an: Georges Dennewald, André Friden, Gilbert Goergen, Steve Heiliger, Thierry Ries und Claude Ruckert.

Zu Mitgliedern der Finanzkommission wurden gewählt: Jean-Jacques Betz, Fernand Muller und Jos Vesque.

Das erweiterte Exekutivkomitee umfasst zudem alle CGFP-Vertreter in nationalen und internationalen Gremien und Organisationen.



Die CGFP-Exekutive: CGFP-Nationalpräsident Emile Haag und CGFP-Generalsekretär Romain Wolff, umgeben von (v.l.n.r.) dem Ersten Vizepräsidenten Claude Heiser, Vizepräsident Camille M. Weydert und Finanzverwalter Michel Cloos

Neben der satzungsgemäßen Erneuerung der CGFP-Gremien befasste sich der CGFP-Nationalvorstand auch mit der vom neuen Staatsminister in der Abgeordnetenkammer vorgetragene Regierungserklärung. Dabei kam es zur Feststellung, dass die Gesamtsteuerlast offensichtlich noch mehr von den privaten Haushalten aufgebracht werden soll. Die Unternehmen hingegen

blieben wieder einmal weitgehend verschont, nicht zuletzt auch durch die Einführung von Sonderregelungen wie dem von der neuen Regierung begünstigten „mécanisme d'intérêt notionnel“, hieß es.

Dass die unsäglichen Index-Manipulationen über das Jahr 2014 hinaus fortgeführt werden sollen, war eine andere Erkenntnis.

Auch gehe im nun vorliegenden Koalitionsabkommen gleich mehrfach die Rede von Einsparungen, die Frage, wo genau die neue Regierung diese Einsparungen vornehmen wolle, bleibe aber vorerst offen, so ein weiteres Fazit vor dem jüngsten CGFP-Nationalvorstand.

Schließlich sprachen sich die Delegierten für eine planmäßige Umsetzung der mit der vorigen Regierung ausgehandelten Reformvorhaben für den öffentlichen Dienst aus. Dazu gehöre ebenfalls das im Jahre 2011 von der CGFP erzielte Besoldungsabkommen, das – nachdem es einmal verschoben wurde – nun termingerecht in Kraft treten müsse. Auch erneuerte der CGFP-Nationalvorstand in aller Deutlichkeit seine Forderung, den bedauerlicherweise noch immer in der Gesetzesvorlage vorhandenen Knackpunkt bezüglich der Berechnung der Entschädigungen für Anwärter zum Staatsdienst aus der Welt zu schaffen und den hinterlegten Entwurf so dem Verhandlungsergebnis anzupassen. Die CGFP-Führung jedenfalls werde es nicht verfehlen, kurzfristig eine diesbezügliche Unterredung mit dem neuen Beamtenminister wahrzunehmen. **s.h.**

47. CGFP-Vorständekonferenz

CGFP verteidigt Beamtenstatut

Wer sich am spezifischen Statut der öffentlichen Bediensteten vergreife, treibe damit die gesamte öffentliche Funktion auf die Barrikaden. Die Botschaft von CGFP-Generalsekretär Romain Wolff vor der diesjährigen CGFP-Vorständekonferenz war klar und deutlich: „Finger weg von unserem Statut!“ Und was für das beamtenspezifische Statut zähle, gelte in besonderem Maße auch für die Staatsbeamtenkrankenkasse. Auch wenn in dem nun vorliegenden Regierungsprogramm unter Anspielung auf eine vermeintliche Verwaltungsvereinfachung eine mögliche Fusion aller Krankenkassen zumindest erwähnt werde, sei eine solche Maßnahme mit der CGFP keinesfalls umzusetzen. „Unsere Kasse arbeitet zur vollsten Zufriedenheit ihrer Versicherten. Und eine Fusion würde weder zu Einsparungen noch zu Verbesserungen für die Beitragspflichtigen führen“, begründete Generalsekretär Romain Wolff die strikt ablehnende Haltung der CGFP. Die politischen Entscheidungsträger seien jedenfalls gut beraten, „die Finger von ihr zu lassen“, so die unmissverständliche Botschaft vor der jüngsten CGFP-Vorständekonferenz.

Der große Festsaal des „Parc Hôtel Alvisse“ in Dommeldingen war an diesem 9. Dezember bis auf den letzten Platz besetzt, als CGFP-Nationalpräsident Emile Haag die überaus zahlreich erschienenen Gäste und Delegierten zur 47. Vorständekonferenz der Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP willkommen hieß. Unter den statutarischen Organen der CGFP nimmt die „Conférence des Comités“, die Zusammenkunft der Vorstände der über 60 CGFP-Fachverbände, einen ganz besonderen Stellenwert ein, verabschiedet sie doch das aktualisierte Aktionsprogramm der CGFP und nimmt Stellung zu den brennenden Gegenwartsproblemen.

Nach einleitenden Begrüßungsworten von CGFP-Nationalpräsident Emile Haag, der bereits den Ton angab, und den Ausführungen des Ersten CGFP-Vizepräsidenten Claude Heiser zu den jüngsten politischen Entwicklungen im Lande trat CGFP-Generalsekretär Ro-



Überaus zahlreiche Gäste und Delegierte nahmen an der 47. Vorständekonferenz der Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP teil

main Wolff zu seiner programmatischen Standortbestimmung ans Rednerpult.

Dabei machte sich der Redner nicht nur, wie eingangs erwähnt, für den Erhalt des spezifischen Beamtenstatuts mit all seinen Besonderheiten stark, sondern rief zugleich in aller Deutlichkeit zu einer unverzüglichen Umsetzung der mit der vorigen Regierung ausgehandelten Reformvorhaben für den öffentlichen Dienst auf. Dazu zähle auch das von der CGFP erzielte Besoldungsabkommen für die öffentlichen Bediensteten, das, nachdem es aufgrund der finanziellen Situation des Staates um zwei Jahre verschoben worden sei, nun auch unter Berücksichtigung des vereinbarten Zeitplans umgesetzt werden müsse.

Dass bei dem Reformvorhaben noch immer ein Knackpunkt, nämlich die abweichende Haltung der Regierung zur Festlegung der Grundlage für die Berechnung der Entschädigungen während der „Stage“-Zeit, zu beseitigen sei, wertete Romain Wolff als „mehr als bedauerlich“. Aufgrund der Antworten auf die CGFP-Prüfsteine im Vorfeld der

vorgezogenen Parlamentswahlen habe man aber allen Grund, zuversichtlich zu sein, nun auch diese Hürde überwinden zu können. Die CGFP werde es jedenfalls nicht verfehlen, den neuen Beamtenminister schnellstmöglich mit dieser Angelegenheit zu befassen. Und Romain Wolff wörtlich: „Der Ball liegt bei der neuen Regierung. Von ihr ist nun schnelles Handeln gefragt!“

Hinsichtlich der Index-Diskussion sprach sich der CGFP-Generalsekretär noch einmal ganz deutlich für die Wiederherstellung des Index-Mechanismus in seiner altbewährten Form aus. Dabei gab Romain Wolff seiner Genugtuung Ausdruck, dass der sogenannte „gedeckelte Index“ endgültig vom Tisch sei, eine alles andere als soziale Maßnahme, sondern vielmehr eine populistische Absicht, deren Umsetzung zugleich der Anfang vom Ende des bewährten Index-Mechanismus bedeuten hätte.

Auch einer möglichen Erhöhung der Mehrwertsteuer stehe die CGFP eher kritisch gegenüber, handle es sich dabei doch um eine Konsumabgabe, welche

die Haushalte mit kleinem und mittlerem Einkommen unverhältnismäßig stark treffe. Die Mehrwertsteuer erweise sich demnach als eine wenig soziale Abgabe, die zudem auch noch eine direkte Auswirkung auf die Preisgestaltung habe. Insbesondere Haushalte mit bescheidenen Bezügen, die einen großen Teil davon in den Konsum investieren müssten, zahlten gewissermaßen auf ihren gesamten Einkünften Mehrwertsteuer, während dies bei Großverdienern nur für einen Teil ihrer Einkommen gelte, untermauerte der CGFP-Generalsekretär die diesbezügliche Haltung der CGFP mit einem konkreten Beispiel. **s.h.**

Erwähnen wir der Vollständigkeit halber, dass die im Anschluss an die Ausführungen des CGFP-Generalsekretärs der CGFP-Vorständekonferenz vorgelegte Resolution einstimmig angenommen wurde. In ihrer Januar-Ausgabe wird „fonction publique“ noch einmal ausführlich auf die 47. CGFP-Vorständekonferenz zurückkommen.



Mir maachenlech méi sécher.

Votre sécurité nous tient à cœur.
baloise.lu

 **Bâloise**
Assurances


Assurances

16, rue Érasme
L-1468 Luxembourg
tél.: +352 27 04 28 01
info@cgfp-assurances.lu

StandPunkte

Als die Namen der Mitglieder der Arbeitsgruppen zu den Koalitionsverhandlungen bekannt wurden, kam mir sofort ein Bericht im deutschen Fernsehen betreffend die Verstrickungen zwischen Wirtschaft und Politik in den Sinn. Es wurde über Personen berichtet, die alle aus dem gleichen, international aktiven Unternehmen kamen, nämlich der Investmentbank Goldman Sachs. In diesem Bericht wurde aufgezeichnet, wie Goldman Sachs es fertig bringt, eigene Spitzenleute in politische Führungspositionen der verschiedensten Länder zu bringen, um sie später wieder in ihren eigenen Reihen aufzunehmen. Die Beispiele zeigen, wie ein solches Unternehmen weltweit agiert, wie ein Spinnennetz den ganzen Globus unter sich begräbt und es interessierten (Wirtschafts-)Kreisen ermöglicht, immer nur in ihrem ureigenen Interesse zu handeln. Ein bekanntes Beispiel aus der jüngsten Vergangenheit, wo „Goldmänner“ in Führungspositionen gebracht wurden, war u.a. die Nominierung von Herrn Draghi an die Spitze der EZB. Sein Vorgänger Trichet, über die Goldman-Sachs-Herkunft von Draghi befragt, wollte keine Stellung dazu beziehen und auch keine Bewertung abgeben. Ein weiterer prominenter Fall: Herr Mario Monti, zunächst EU-Wettbewerbskommissar, dann bei Goldman Sachs tätig, um später italienischer Ministerpräsident zu werden. Die Liste könnte man beliebig fortführen, vom früheren amerikanischen Finanzminister Henry Paulson bis zum Berater der Bundeskanzlerin Merkel, Otmar Issing.

Ein weiterer kritischer Bericht betreffend die Verstrickung zwischen Wirtschaft und Politik rief meine Aufmerksamkeit hervor, als bekannt gemacht wurde, dass die verschiedenen Änderungen am Gesetzestext betreffend die Betreibung von Atomkraftwerken in Deutschland nicht von Gremien des Bundestages verfasst wurden, sondern von RWE frei Haus geliefert wurden!

Dies sind keine Einzelfälle – ganz im Gegenteil. Auch sollte man die vielen Lobbyisten, die sich in Brüssel, die Taschen mit Geld gefüllt, herumtreiben, um die Politik zu beeinflussen, nicht vergessen.

Vor diesem Hintergrund fällt es mir schwer, die Augen vor der Tatsache zu verschließen, dass die Wirtschaft als geballte Macht bei den Gambia-Koalitionsverhandlungen vertreten war. Kann man doch auch hier zumindest Ähnlichkeiten, wie vorher beschrieben, finden. Aus Goldman Sachs wurde Ernst&Young. Dabei handelt es sich laut Wikipedia um ein „globales Netzwerk rechtlich selbständiger und unabhängiger Unternehmen in den Bereichen Wirtschaftsprüfung, Steuerberatung und Unternehmens- bzw. Managerberatung“. Dass der luxemburgische Unternehmer des Jahres, von Ernst&Young erkoren, ebenfalls Mitglied der Verhandlungsdelegation war, ist wahrscheinlich ein Zufall? Dass ein weiteres Mitglied ebenfalls für Ernst&Young arbeitete, soll auch nicht unerwähnt bleiben. Und dass der Vorsitzende der CLC „Confédération luxembourgeoise du commerce“ ebenfalls mit am Tisch saß, ist eine weitere Feststellung, genau wie der Umstand, dass unser neuer Finanzminister zuletzt noch Generaldirektor der Luxemburger Handelskammer war.

Um Missverständnisse zu vermeiden: Ich mache hier lediglich Feststellungen, ohne mir eine Bewertung anzumaßen, komme aber nicht umhin, mir meine Gedanken über diese Konstellation zu machen, liegt das Credo der Wirtschaft, des Kapitals, doch nicht im sozialen Bereich, sondern in der Optimierung der Gewinne. Man muss sich demnach die Frage stellen dürfen, welche Interessen hier vertreten werden.

Goldman-Sachs-Methode einmal anders



Camille M. Weydert, CGFP-Vizepräsident

Die CGFP prangert Jahr für Jahr in ihrer Vorständekonferenz den fehlenden politischen Willen zur Bekämpfung der Steuerhinterziehung an. Aus welchem Grunde tut sich die Politik in dieser Beziehung schwer? Auch hier kann ich nur Vermutungen anstellen, muss aber zur Kenntnis nehmen, dass die Steuerlast immer mehr auf den Schultern der Privatpersonen ruht und nicht, wie man anzunehmen gedenkt, bei der Wirtschaft liegt. Zu befürchten ist allemal, dass sich dieser Trend fortsetzt, denn ich konnte in der Erklärung des neuen Premierministers keine Andeutung auf eine Wende erkennen, eher das Gegenteil war der Fall. Steuerhinterziehung ist eine Sache, und Steuergesetze erlassen, welche eine Flut von offenen oder versteckten Möglichkeiten bieten, um „Steuern zu sparen“, ist eine andere. Wer ist besser gestellt, diesbezüglich maßgeschneiderte Gesetzestexte auszuarbeiten, als diejenigen, die im „fiscal engineering“ Meister sind? Dies alles im Sinne der Kompetitivität der Unternehmen, der Attraktivität des Wirtschaftsstandortes Luxemburg für ausländische Betriebe usw.. Einer der größten Störfaktoren hinsichtlich der Wettbewerbsfähigkeit sind natürlich die Löhne der Angestellten und die Sozialabgaben. Ich kann die Meinung teilen, dass es in einer globalisierten Welt, die auch durch das Internet eng vernetzt ist und in der man Dienstleistungen in diesem Bereich von überall her beziehen kann, schwierig ist, die Kompetitivität zu verbessern. Es kann aber nicht angehen, dass wir ein Lohnniveau wie in Drittländern anstreben müssen, um mithalten zu können – und die Wirtschaft schöpft weiterhin schwindelerregende Gewinne ab.

Um den sozialen Frieden hierzulande zu erhalten, ist weit mehr gefragt als Aufrufe, die Probleme gemeinsam anzugehen, um unser Land fit zu machen für die Zukunft. Den Ruf höre ich, aber die Taten, die diesem folgen sollen, dürfen nicht unausgewogen sein und lediglich die Handschrift der Wirtschaftsbosse tragen. Denn diese predigen Wasser und trinken Wein, um mit einem gerne von einem leider allzu früh verstorbenen Freund und Journalisten benutzten Zitat zu schließen.

CGFP

- parteipolitisch unabhängig
- ideologisch neutral
- repräsentativ
- dynamisch
- erfolgreich
- 28 000 Mitglieder

Ihre Berufsvertretung

FAQ – Sie fragen, wir antworten

Muss jede Staatsverwaltung einen Gleichstellungsbeauftragten („délégué à l'égalité“) haben?

Ja!

In Verwaltungen ohne Personalvertretung ist der Ressortminister verpflichtet, einen Beamten zu ernennen, der das Amt des Gleichstellungsbeauftragten ausübt.

Sollte eine Personalrepräsentation vor Ort bestehen, so bestimmt diese, welches ihrer Mitglieder das Amt des Gleichstellungsbeauftragten ausübt.

Darf ein Beamter seinen Erstwohnsitz im Ausland haben?

Grundsätzlich besteht diese Möglichkeit, es sei denn, das Rahmengesetz der Verwaltung, in welcher der Beamte arbeitet, sieht andere Bestimmungen vor.

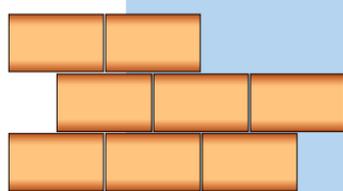
Laut Artikel 13 des Staatsbeamtenstatuts muss jedoch gewährleistet sein, dass der Beamte planmäßig seinen Dienst antreten kann.

Die Entfernung zwischen Wohnsitz und Dienststelle sollte also in jedem Fall angemessen sein.

CGFP-Baukredit



Ihr Vorteil



Ein **Direkt**-Abschluss
Ihres Bausparvertrages bei
der Oeuvre CGFP d'Épargne-
Logement, der Fach-Einrichtung
der Berufsorganisation der
öffentlichen Funktion, sichert
Ihnen den landesweit schnellsten
und günstigsten Kredit.

Für unverbindliche, vertrauliche
und kompetente Beratung:

Tel.: 47 36 51

CGFP  **Logement**

Trumpfkarte Luxemburgs:

Herausragende Qualität des öffentlichen Dienstes

Wenn man der neuen Regierung etwas mit auf den Weg geben könnte, dann ist es der wertvolle Rat, nicht zuzulassen – wie dies in den vergangenen Jahren leider immer wieder geschehen ist – dass die Kompetenz und der Einsatz der Diener unseres Staates herabgewürdigt werden durch bestimmte Lobbyisten und Journalisten, ja sogar durch schlecht beratene Parlamentarier. Alle verzerrten Darstellungen der am Sozialabbau interessierten Kreise können nämlich nichts an der Tatsache ändern, dass Luxemburgs öffentlicher Dienst zu den besten in Europa und damit in der ganzen Welt gehört.

Es wäre schicklich, wenn neben der CGFP auch der staatliche Dienstherr dies einmal öffentlich anerkennen und würdigen würde. Dies wurde jedenfalls in den letzten Jahren leider unterlassen, obschon die Patronatslobbyisten den gesamten öffentlichen Dienst in den Generalverdacht der Inkompetenz und der Trägheit gestellt haben.

Alle möglichen Think Tanks sowie unzählige hochbezahlte „Consultants“ und sonstige Theoretiker und Wichtigtuer aller Art vermissen in unserem Land eine ausreichende Qualitätsbewertung der Verwaltungsarbeit, überprüfbare und überprüfte quantitative Zielvorgaben, eine Bezahlung des Personals nach festgestellter Leistung und eine Menge ähnlicher hochtrabender, aber abwegiger Ideen.

Angesichts dieses permanenten Gesäusels gilt es für die politisch Verantwortlichen Luxemburgs, dafür Sorge zu tragen, dass der öffentliche Staatsapparat nicht lahmgelegt wird durch ständige Personal-Bewertungen und sons-

tige neue überflüssige Schikanen. Und durch ständig neue Forderungen nach Reformen des Personalstatuts oder gar durch sinnloses Gerede über die Notwendigkeit, staatliche Dienstleistungen durch nicht zweckmäßiges Personal aus der Grenzregion mit Interim-Statut erledigen zu lassen.

Etwaige verwaltungstechnische Verzögerungen und Komplikationen mögen entstehen, weil sich unser Gesetzgeber weiterhin wie in der Vergangenheit von einer übertriebenen Regulierungswut treiben lässt. Obschon die hochgepriesene „simplification administrative“ nun bereits seit Jahrzehnten auf der Tagesordnung der jeweiligen Regierung steht, bleibt sie leider weiterhin ein Loch-Ness-Monster anstatt sich in konkreten Maßnahmen niederzuschlagen.

Jahraus und jahrein werden neue Gesetze und Reglemente erlassen, die immer umfangreicher und komplexer ausfallen, mit immer zahlreicheren und detaillierteren Bestimmungen, die stets verworrener und kompliziertere Verfahren erforderlich machen mit immer lästigeren Auflagen. Allenfalls wird die Komplexität inzwischen vom Papier auf den Computer-Schirm geschoben.

Die Staatsbeamten und -angestellten sind, wie die Bürger des Landes, Opfer dieser politischen Fehlentwicklung. Sie sind es sogar doppelt, denn sie werden für den Verwaltungswust verantwortlich gemacht. Hier besteht eindeutiger Handlungsbedarf, nicht bei der Gängelung, der Benotung und der Überwachung der Beschäftigten des öffentlichen Dienstes, sondern bei der politischen Führung.

Eine gute Arbeit verlangt einen gerechten Lohn. Längerfristig steht und fällt die Qualität des öffentlichen Dienstes mit der Achtung, die der Arbeitgeber Staat seinem Personal zukommen lässt, bei der Entlohnung wie bei den sonstigen Arbeitsbedingungen. Fünf Jahre Finanzkrise, für deren Entstehung die Bediensteten nicht verantwortlich sind, ergaben fünf Jahre Lohnstopp. Angesichts des vorübergehenden Einbruchs der Staatseinnahmen waren die öffentlich Bediensteten bereit, sich der Decke nach zu strecken, wie alle es tun mussten. Ab jetzt aber, wo der Aufschwung unbestreitbar ist, sind weitere Verzögerungen nicht hinnehmbar. Pacta sunt servanda!

Der Staatsapparat ist kein Selbstzweck, er dient dem Land und seinen Einwohnern. Der vorherigen Regierung musste die CGFP in langwierigen Diskussionen klarmachen, dass der Staat keine monströse Reform des öffentlichen Dienstes lostreten kann, ohne tatsächlich einen echten Handlungsbedarf festgestellt und nachgewiesen und ohne die eventuellen Probleme klar lokalisiert zu haben und sie auch sachlich begründen zu können. Eine Therapie zu verordnen, ohne eine klare Diagnose gestellt zu haben, ist politischer, zielloser Aktionismus.

Was die Qualität unserer Verwaltungen anbelangt, konnte die CGFP in der Vergangenheit der Regierung und dem Land immer wieder konkret nachweisen, dass der Luxemburger öffentliche Dienst im internationalen Vergleich eine herausragende Stellung einnimmt, wenn es um das Vertrauen der Bürger und um ihre Zufriedenheit mit dem Staatsapparat geht. Nicht durch bloße Behauptun-

gen und Theorien und auch nicht etwa durch bestellte Studien und Umfragen, deren Ergebnis hätte beeinflusst werden können.

Zahlreiche grenzüberschreitend einheitliche und genormte Bürgerbefragungen, etwa jene des sogenannten „Euro-Barometers“ der EU-Kommission, belegten in der Vergangenheit wiederholt die überdurchschnittliche Leistung der Luxemburger Verwaltung. Untenstehend veröffentlicht „fonction publique“ heute das Ergebnis eines breiten Vergleichs der Bürgerzufriedenheit mit dem jeweiligen nationalen Regierungs- und Verwaltungsapparat für alle OECD-Länder, also für die Gesamtheit der Industriestaaten und der wirtschaftlich stark entwickelten Länder.

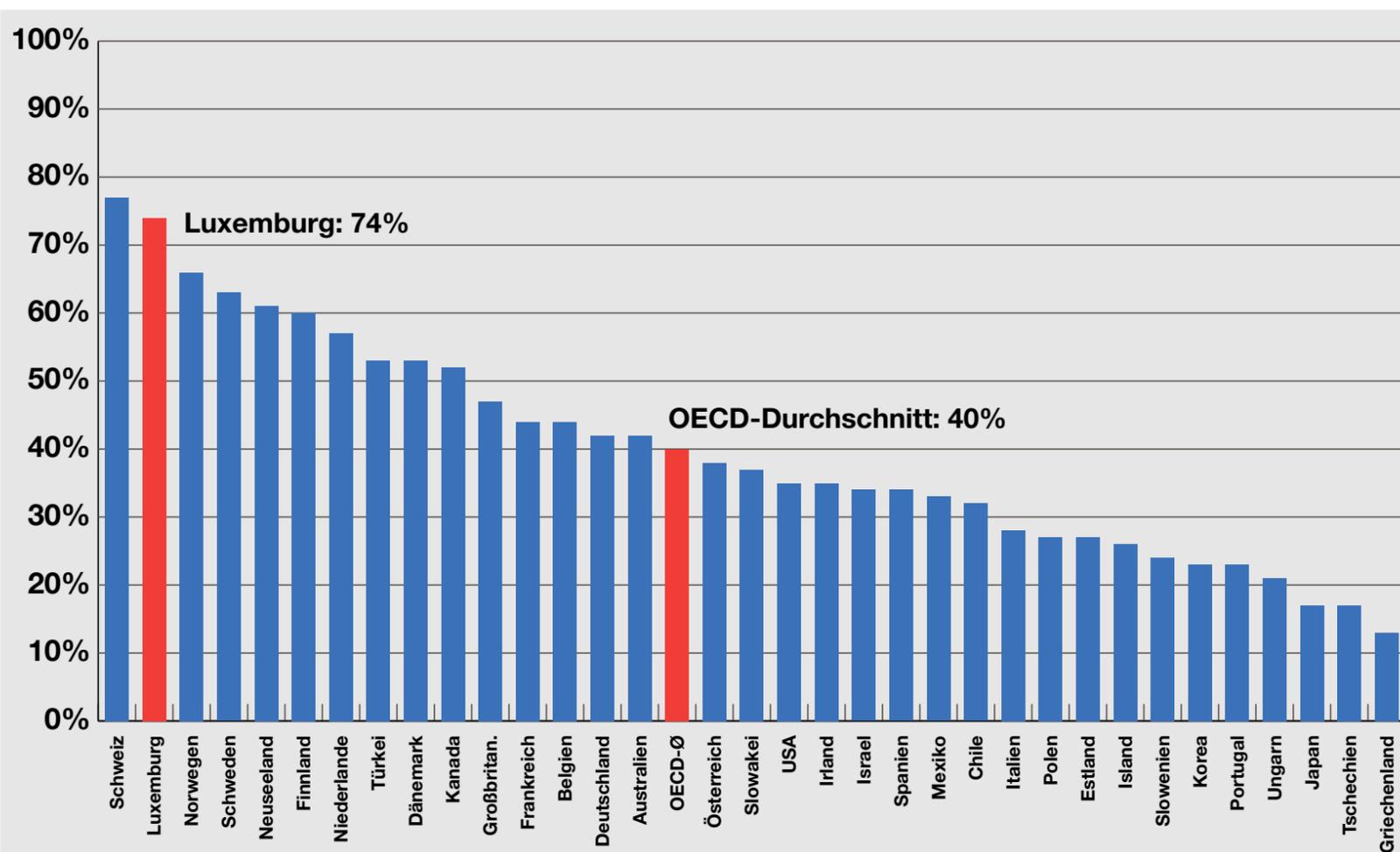
Die entsprechende Erhebung wurde vom weltweit wirkenden Meinungsforschungsinstitut Gallup vorgenommen in dem sogenannten „World Gallup Poll“ und ist in der soeben erschienenen OECD-Studie „Government at a glance 2013“ veröffentlicht worden. Alle angeführten Angaben beziehen sich auf das Jahr 2012, mit Ausnahmen jener für Deutschland, Großbritannien und Chile (2011). Während unsere drei direkten Nachbarländer mit 42%-44% Ergebnisse aufweisen, die leicht über dem OECD-Durchschnitt von 40% an zufriedenen Bürgern liegen, steht Luxemburg bei den positiven Antworten mit 74% auf dem Siegerpodium auf Rang 2, knapp hinter der Schweiz mit 77% und deutlich vor Norwegen mit 66%.

Die Fedil wird es mit Sicherheit nicht zur Kenntnis nehmen. Die Regierung aber sollte es.

C.G.

Zufriedenheit der Bürger mit ihrer nationalen staatlichen Verwaltung

(Prozentsatz der positiven Antworten in den OECD-Staaten nach „World Gallup Poll“)



Die unglaubliche Geschichte der Cargolux:

Flug durch den Nebel, ohne Piloten und Radar

Seit Oktober 2011 hat Cargolux 9 neue Frachtflugzeuge des Typs Boeing 747-8F in Betrieb genommen, 4 weitere sind noch in Bestellung. Derzeit bedient die Gesellschaft ihre Flugrouten mit 20 Jumbo-Jets und fliegt regelmäßig mehr als 90 Flughäfen an, wobei monatlich ein weiteres Ziel oder mehrere hinzukommen.

Fragen

Wer sich daran erinnert, dass vor 2 Jahren die Notwendigkeit verkündet wurde, die Flotte auf 12 bis 13 Flugzeuge abzusinken, und dass der Boss des damaligen Aktionärs Qatar Airways sogar nur 8 bis 10 für sinnvoll hielt, der fragt sich natürlich, wieso jetzt 20 im Einsatz sind. Wenn schließlich weniger alte Geräte außer Betrieb gesetzt als neue in Betrieb genommen wurden, dann liegt dies natürlich in erster Linie daran, dass das interkontinentale Frachtaufkommen kräftig zugelegt hat, anscheinend stellenweise bis 30%, aber auch, dass die Cargolux ihr weltweites Routennetz zielstrebig verdichtet.

Wieso hieß es dann aber in den vergangenen Monaten immer wieder, der Cargolux gehe es sehr schlecht? In erster Linie wurde dieses defätistische Krisengerede erzeugt im Zusammenhang mit den anhaltenden Verhandlungen um Sozialabbau bei Löhnen und Arbeitsbedingungen. Eine Kapitalerhöhung ist logisch und verständlich bei jedem Unternehmen, das hohe Investitionen vornimmt, während seine Branche eine weltweite Flaute erlebt. Wer also eine Kapitalaufstockung bei Cargolux auch nur im Entferntesten in die Nähe einer Staatshilfe bringt, der lädt damit die EU-Kommission offen ein, ihren Senf hinzuzugeben. Und schon ist der Luxemburger Staat nicht länger in der Lage, das zu tun, was im nationalen Interesse geboten ist. Es ist also recht seltsam, wie dieses Dossier ergehandelt wurde.

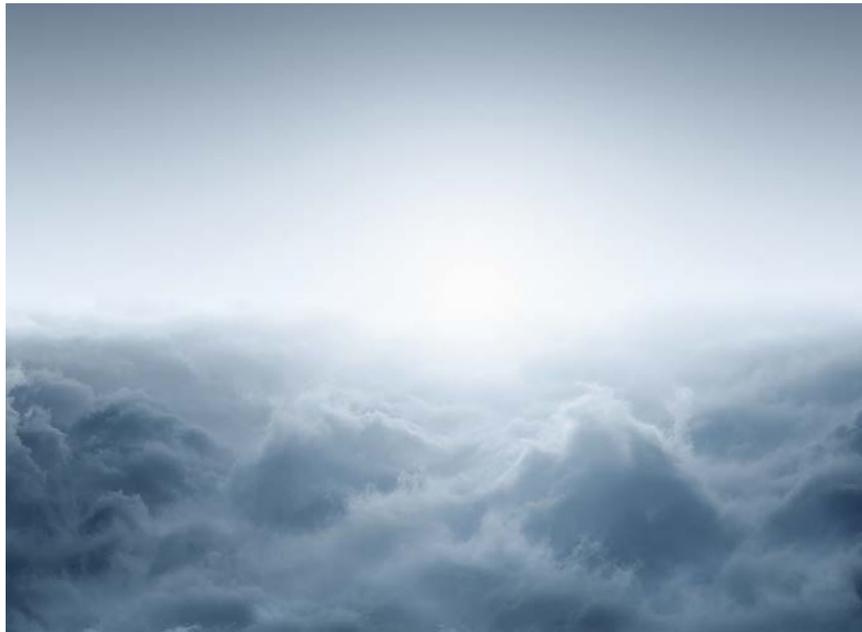
Auf beharrliches Nachfragen hin erfuhr man bestenfalls: Nein ganz so schlimm, wie man es letztes Jahr noch erwarten musste, ist es nun doch nicht. Doch „Der Patient ist ernsthaft krank“ reicht einfach nicht aus als Diagnose. Handfeste Zahlen über die Lage der Cargolux werden nur verspätet alle 12 Monate, mit dem Jahresbericht, vorgelegt. Und die Bilanz 2012 wurde sogar noch mit einer Verspätung zum vorgesehenen Zeitplan veröffentlicht. Zwischendurch aber ist einfach nichts Konkretes zu erfahren.

Zweifel

Erst in den allerletzten Tagen sickerte nun in der Presse durch, unbestätigt selbstverständlich, das Jahr 2013 werde ohne Verluste abgeschlossen, und für 2014 gebe es voraussichtlich einen Überschuss von 20 bis 30 Millionen Dollar. Von Oktober auf November stieg die Fracht um 27%. Wahrheit in kleinen Dosen also, Informationen mit Verspätung. „Un peuple mal informé juge mal et décide mal.“: Der Spruch des ehemaligen Staatsministers Gaston Thorn ist hier wohl angebracht.

Ja, das Frachtaufkommen hat sich erholt, aber die Preise, die Kosten, oje, oje ... Immerhin wird nun eingeräumt, nach monatelangen gegenteiligen Beteuerungen, die anstehende Kapitalerhöhung dürfe auch deutlich niedriger ausfallen als geplant.

Bei einem Stückpreis von über 350 Millionen Dollar für die neuen, leistungsfähigeren und verbrauchsärmeren Flugzeuge übersteigt der gesamte Wert aller neu in Betrieb genommenen oder demnächst in Empfang zu nehmenden Transporter immerhin gut 4,5 Milliarden Dollar. Diese Anschaffungen wurden auf vielfältige Art finanziert: Die Geräte sind zum Teil geleast, die amerikanische Exportbank gewährt günstige Kredite usw. Dennoch ist es sehr verwunderlich, dass der Cargolux im letzten Jahrzehnt, für ihre mehr als beachtliche Expansion, seitens ihrer Aktionäre nur 200 Millionen Dollar an neuen Mitteln zuflossen, und davon die Hälfte zudem nur als (hochverzinstes) Darlehen.



Gewiss stimmt es, dass das Unternehmen seit 10 Jahren keinen nennenswerten Gewinn mehr ausweisen konnte. Doch diese Zeit brachte für die gesamte Branche sehr schwierige Jahre, in denen Konkurrenzunternehmen reihenweise in Konkurs gingen. Bei den ausgewiesenen Verlusten der Cargolux ist zu beachten, dass die Gesellschaft, wegen Kartell-Ab-sprache-Verfahren in den USA, in der EU und anderswo auf der Welt, über 300 Millionen Dollar aufbringen musste für Strafen, Rechtsanwaltskosten und Schadenersatz-Zahlungen an Kunden, während zwei Cargolux-Spitzenmanager Gefängnisstrafen in den Vereinigten Staaten absaßen. Übrigens ist H. Ogiemann heute Chief Officer Cargo bei Qatar Airways, und sein Kollege ist erneut bei Cargolux beschäftigt.

Zickzack-Kurs

Wer, finanziell derart geschwächt, so ehrgeizige Investitionsvorhaben durchziehen muss, dem steht unbestritten eine Rücken-deckung durch die Besitzer zu. Somit muss sich die Luxemburger öffentliche Meinung heute die Frage stellen, ob das ganze (geschäftsschädigende!) Gerede über eine schwache und krisengeschüttelte Cargolux nicht vor allem ein Ablenkungsmanöver darstellt, um von der sträflichen Unfähigkeit und Untätigkeit der Aktionäre abzulenken, von deren offensichtlicher und tiefer Zerstrittenheit sowie vom Unvermögen, die Lage zu durchblicken und eine Perspektive zu erkennen und abzusichern.

Hinsichtlich ihrer Aktionäre ist Cargolux wahrhaftig nicht zu beneiden, jedenfalls was die sogenannten „professionellen“ oder „strategischen“ Partner betrifft, die im Laufe der Jahre einander mit hoher Frequenz abgelöst haben. Der Mitgründer Icelandair stieg einst aus, als er Luxemburg verließ, um von bevölkerungsreicheren Regionen Europas Passagiere nach Island und den USA zu fliegen.

Der Nachfolger Lufthansa war von Anfang an suspekt, weil man befürchtete, er wolle den Interkontinental-Verkehr von Luxemburg-Findel nach seinem eigenen Drehkreuz Frankfurt umsiedeln, um so 100% des Geschäftes abzuwickeln, statt nur mit 35% dabei zu sein. Als der deutsche Kranich dann andere Prioritäten festlegte, verkaufte er sein Cargolux-Aktienpaket an die Swissair.

Diese ging in Konkurs infolge der Pleite ihrer belgischen Tochter Sabena, und so war nun der größte Cargolux-Besitzer ein Schweizer Insolvenz-Verwalter. Dieser war außerstande, bei einer Kapitalerhöhung mitzuwirken, erlaubte aber auch den anderen Aktionären nicht, Cargolux eine Finanzspritze zu verabreichen, weil sich dadurch sein relativer Anteil und sein Einfluss verkleinert hätten. Gleichzeitig aber war der Konkursverwalter lange nicht bereit zu verkaufen, weil er in der damaligen Konjunkturlage eine schnelle Wertsteigerung des Aktienpakets erhoffte.

Schwächen

Als die Luxemburger Aktionäre den Schweizer endlich auszahlen durften, holten sie sich hurtig Qatar Airways an Bord, deren Obermufti nichts Besseres zu tun wusste, als sogleich in der internationalen Luftfahrt-Fachpresse zu verkünden, die Luxemburger seien Esel und verstünden nichts vom Cargo-Geschäft. Über den allseits bekannten miesen Charakter ihres neuen Partners hatten sich die Luxemburger Strategen und Unterhändler offensichtlich nicht informiert.

Heute geben alle Involvierten zu, dass der Schlachtplan, den die angeheuerten Consulting-Supermänner auf Geheiß der Katarer präsentierten, „in sich nicht schlüssig“ war. Wer auf diesem Punkt weiterbohrt und fragt, was diese schwammige Formulierung denn eigentlich bedeute, der erfährt schließlich, dass diese Pläne (totale Umstellung auf einen ganz anderen Flugzeugtyp, deutlich weniger Maschinen usw.) eigentlich einen ziemlichen Schwachsinn darstellten. Beziehungsweise, dass sie mehr den Interessen der Katarer dienten als der Zukunft der Cargolux.

Von denen, die Einsicht in die Dossiers hatten, verriet uns damals aber niemand diesen Sachverhalt. Und auch heute noch bemüht sich keiner von ihnen um eine nachträgliche Erklärung, Rechtfertigung oder Entschuldigung. Die Erfahrung dieses schändlichen Versteckspiels wirft bei so manchem Beobachter heute zwangsmäßig Zweifel auf, ob wir nicht vielleicht erneut von den verbündeten Geheimnisträgern in ähnlicher Weise verschaukelt werden.

Dabei geht es nicht nur um die 1.200 Cargolux-Mitarbeiter in Luxemburg (nebst ihren 400 Kollegen im Ausland), sondern auch um das Cargo-Center der Luxair und alle damit verbundenen Transport- und Logistikunternehmen, insgesamt 3.000 direkte (und viele tausend zusätzliche, indirekte) Luftcargo-Jobs in Luxemburg.

Wirrwarr

Obschon zu diesem Zeitpunkt bereits publik war, dass eine beachtliche Anzahl verantwortlicher Cargolux-Mitarbeiter sich ausdrücklich und nachdrücklich der Wahl des neuen künftigen chinesischen Aktionärs widersetzen (warum, das darf niemand uns sagen!), stimmte die neue, noch nicht eingeführte Regierung voll der Partnerwahl ihrer Vorgänger zu. Es drängt sich die Frage auf, ob hier nicht die Interessen der Cargolux einer allgemeineren politischen China-Strategie untergeordnet werden.

Denn auch nach dem schnellen Konsens aller Politiker widersetzte sich der Verwaltungsrat der Cargolux vorerst dem vorgelegten Deal, weil er juristisch unklar und schlecht formuliert sei. Was genau hier beanstandet wurde, dürfen wir ebenfalls nicht wissen. Der Betriebsrat („comité mixte d'entreprise“), dessen Anhörung

gesetzlich vorgeschrieben ist, sagte seinerseits Nein!

Dabei spielt wohl eine Rolle, dass den Chinesen auf die Sprünge geholfen werden soll in Bereichen, in denen sie früher oder später als unsere Konkurrenten auftreten können. Es reicht einfach nicht, eine Bestandsgarantie für die heutigen Tätigkeiten auf Findel abzugeben, wenn gleichzeitig alle Expansions-Perspektiven nach China wegrutschen dürfen.

Nach eingehender Analyse des ausgehandelten China-Deals erklärte sich immerhin auch eine spezialisierte amerikanische Beraterfirma „sehr reserviert“ (solche Einkerpele wissen sich bekanntlich vorsichtig auszudrücken) bezüglich der hieraus abzuleitenden Vorteile für Cargolux. Dass jährlich 65 Millionen Dollar gezahlt werden sollen für 200 Landungen in der chinesischen Provinzhauptstadt, sei eine Sache. Die anscheinend nicht abzuschätzenden Konsequenzen der vorgesehenen Auflagen für Cargolux aber seien eine ganz andere.

Dynamit

Bekanntlich geht es den Chinesen bei Partnerschaftsabkommen in erster Linie um einen sogenannten Know-How-Transfer. Es ist geplant, dass Cargolux die Chinesen beraten wird, wie sie den Luftfracht-Bereich ihres Flughafens optimieren können, und ihnen hilft, eine Anlage für Flugzeugwartung zu errichten und eine chinesische Cargo-Fluggesellschaft zu gründen (angeblich, um Verbindungen zu bedienen, für die Cargolux keine Landeermächtigungen erhalten kann). Die beiden letzten Punkte sind heikel, weil damit der Cargolux auf den Weltmärkten schlussendlich Konkurrenz gemacht werden kann. Rein juristische Barrieren würden sich hier als wenig hilfreich erweisen, wenn man sie vor chinesischen Gerichten einklagen muss.

Gewiss ist es am Staat, als dem vorübergehenden Träger des 35%-Paketes, und an den anderen Besitzern, in letzter Instanz über Verkauf, Preis und Käufer zu entscheiden. Doch wenn es um mögliche Synergien mit dem neuen chinesischen Partner geht, und um die erforderliche solide Standortabsicherung Luxemburgs gegenüber Asien, dann müssen doch ebenfalls – und vor allem – Leute mit am Verhandlungstisch sitzen, die konkret und aus langjähriger Berufserfahrung etwas von Cargo, Handling, Maintenance und Flugrouten verstehen. Politiker sind Alleswisser, die meistens in keiner Materie über Tiefgang verfügen.

Auf die Nachfrage hin, ob es denn nicht das Cargolux-Management sei, welches verhandle, heißt es lediglich, „das Management sei eingebunden“. In verständliches Deutsch übersetzt heißt dies aber lediglich: „Man hat die Manager davon informiert, dass es Verhandlungen gibt“.

Wiederholung?

Es ist ja wahrhaftig nicht ohne Grund, dass einen der Verdacht beschleicht, in diesem komplexen Dossier könnten sich unsere Politiker amateurhaft, chaotisch und naiv verhalten. Verdächtig ist dabei vor allem die dubiose Eile, die plötzlich an den Tag gelegt wird. Wenn die Kartoffel so heiß ist, dass man sie an eine neue Regierung übergeben musste, die es noch nicht gab, sollte man sie da nicht abkühlen lassen?

Erweisen sich nicht erfahrungsgemäß alle Deals, zu deren Unterschrift man überstürzt gedrängt wird, und die man nicht eingehend untersuchen, hinterfragen und überlegen kann, als gefährlich bis fatal? Legen die Luxemburger es hier von vorneherein darauf an, erneut über den Tisch gezogen zu werden?

Bei der Mésalliance mit den Katarern hat sich der Aktionär Staat ja nicht gerade mit Ruhm bekleckert. Denn da war ja nicht bloß die Außendarstellung des ganzen Manövers miserabel, auch in der Sache gab es peinliches Kompetenzgerangel und enorme Konfusionen mit ersten Folgen.

Angeblich glaubten damals alle, jemand anderer habe dem Scheich die Spielregeln erklärt, die dieser schließlich nie zur Kennt-

nis genommen hat. Wusste da immer die eine Hand, was die andere tat? Präziser gefragt: Stimmt es, dass mit den einsteigenden Katarern ein Einkaufspreis ausgehandelt wurde, der nicht dem Verkaufspreis entsprach, den sich die aussteigenden lokalen Kapitalisten hatten zusichern lassen? Und: Wer wohl durfte hier schließlich die Differenz begleichen?

Die vielen Dissonanzen, die heute aus der Cargolux heraus und aus ihrem Umfeld zu hören sind, deuten keineswegs darauf hin, dass nunmehr viel koordinierter vorgegangen wird. Hantieren nicht wieder zu viele Amateure im Cockpit herum, und sind da nicht die externen Lotsen auf einer anderen Frequenz als die Leute an Bord?

Künstlicher Nebel

Die offizielle Behauptung in der jüngsten Debatte war stets, der Cargolux gehe im März 2014 das Geld aus, wenn bis dahin keine weitere Kapitalerhöhung von 275 Millionen Dollar erfolge. Da sich aber hieran der neue Aktionär zu beteiligen habe, müsse inzwischen der Verkauf erfolgreich abgeschlossen sein. Die Berechnungen, die dieser These zu Grunde liegen, wurden allerdings bereits im Jahre 2012 erstellt und bis Anfang Dezember nicht öffentlich revidiert, obschon seit Herbst 2012 die Geschäfte deutlich günstiger liefen als vorausgesagt.

Trotz aller gegenteiligen Behauptungen wissen seit längerem die Insider sehr wohl, dass der Cargolux keine Insolvenz im 1. Trimester 2014 droht. Dieser Termin hat einen ganz anderen, hausgemachten Grund. Als die Regierung beschloss, selber die von den Katarern gehaltene 35%-Beteiligung an Cargolux zu übernehmen, wurde sie bei der EU-Kommission vorstellig, in vorausseilendem Europa-Gehorsam sozusagen, um zu erklären, dies sei keine illegitime Unterstützung für Cargolux, und sie gelobte, das Aktienpaket noch vor Ende 2013 wieder an einen Privataktionär zu veräußern.

Allein schon, weil dieses Aktiengeschäft der Cargolux keinen einzigen Cent einbrachte, ist beim besten Willen nicht zu erkennen, wo hier vernünftigerweise von einer Beihilfe an das Unternehmen die Rede sein könnte? Wenn wir richtig im Bild sind, zahlte der Staat den Katarern genau, was diese gezahlt hatten: Wo könnte dann eine EU-Behörde hier öffentliche Subsidien seitens des Luxemburger Staates feststellen?

Aktionärs-Poker

Wie bekannt, erbaten die Cargolux-Manager 2010 eine Kapitalaufstockung von 200 Millionen Dollar. Die Aktionäre gestanden ihnen aber vorerst nur 100 Millionen zu und versprochen, falls erforderlich, eine zweite Tranche für das nächste Jahr. 2011 aber unterließ die Geschäftsführung einen neuen Antrag, wohl weil ein eindeutiger Bedarf nicht zu belegen war. Der Jahresverlust von 2011 stellte nämlich mit 18 Millionen Dollar nur einen Bruchteil dessen dar, was man vorhergesehen hatte.

Als dann Ende 2012 diese zweite Tranche von 100 Millionen Dollar doch eingefordert wurde, nahmen die Alt-Besitzer keine Kapitalerhöhung vor, sondern gewährten Cargolux lediglich ein Aktionärsdarlehen in Form einer sogenannten Wandel-Anleihe. Für die Fluggesellschaft war dieses seltsame Vorgehen selbstverständlich ungünstig, denn neues Aktienkapital hätte ihr kostenfrei zur Verfügung gestanden. Auf dem gewährten Darlehen aber zahlt das Flugunternehmen inzwischen einen sehr hohen Zinssatz.

Wir hoffen natürlich, dass dies nicht geschah, um der Cargolux zur Rechtfertigung des Sozialabbaus weiterhin schlechte Zahlen zu beschern. Jedenfalls diene die Finanzoperation weder der Verbesserung des Ergebnisses noch jener der Bilanzstrukturen von Cargolux; sie verbesserte aber den Profit der Staatssparkasse.

Diese Transaktion führte zu soliden, internen Querelen im Staatsapparat, wobei die Machthaber der Sparkasse, so hört man allseits, eine wenig rühmliche Rolle spielten. Letztere haben bekanntlich längst vergessen, dass sie einen öffentlichen Dienst verwalten dürfen und dabei im Dienste des Gemeinwohls stehen. Beim Starren auf den auszuweisenden Jahresprofit der Bank verkümmert ihr Respekt vor den nationalen Interessen. In diesem Dossier jedenfalls hat es der Bankbesitzer Staat versäumt, für Zielstrebigkeit und für eine eindeutige, einheitliche Linie aller staatlichen Akteure zu sorgen.

Teure Spielchen

Das gewährte Darlehen ist zeitlich begrenzt, wobei die von Cargolux ausgegebenen Schuldverschreibungen spätestens Anfang 2015 in Aktien umgewandelt werden. Wenn dabei seine Beteiligung nicht unter 35% fallen soll, muss der neue Aktionär vorher auch einen Anteil an dieser Schuld in Höhe von 35 Millionen Dollar erwerben.

Je komplexer die Transaktionen, desto kostspieliger sind sie auch. Heutzutage sind die vielen firmeninternen Fachleute nicht mehr im Stande, solche Operationen allein mit einem Notar und den Aktionären vorzunehmen, ohne nationale und internationale Investmentbanker, Rechtsanwaltskanzleien, Buchprüferfirmen, Steuerexperten und sonstige „Consultants“ hinzuzuziehen und diesen dabei Honorare in Millionenhöhe zu zahlen. Und dann lässt man, wie gehabt, auch noch Experten prüfen, ob die Experten alles richtig gemacht haben.

Bezüglich der Cargolux-Finanzmanöver der letzten Jahre wird hinter vorgehaltener Hand von Beraterhonoraren in einem „achtstelligen Betrag“ geredet. Vielleicht hat ein Abgeordneter den Mut zu hinterfragen, was genau die Cargolux-Transaktionen seit 2010 an solchen Spesen gekostet haben, die Gesellschaft selbst und den Staat und seine Trabanten BCEE, SNCI und Luxair. Und gleichzeitig könnte man ja auch vielleicht ergründen, wie viel genau alle die Kartellverfahren gekostet haben, aufgedgliedert nach Strafen, Anwaltsgehältern und Kunden-Entschädigungen.

Wer um diese Geldverschwendungen weiß, für die niemand verantwortlich gemacht wird und die der Öffentlichkeit verborgen bleiben sollen, der hat einige Probleme zu begreifen, dass ein Sozialabbau bei den Lohn- und Arbeitsbedingungen bei Cargolux erforderlich sei oder die Schwierigkeiten lösen könnte. Offensichtlich liegt das Cargolux-Problem hauptsächlich beim Aktionariat.

Verantwortung

Dass alle diese eigenartigen Vorgänge zu Firmengeheimnissen erklärt werden, stellt eine Verhöhnung der souveränen Staatsbürger, der ehrlichen Steuerzahler, der mündigen Luxemburger Zivilgesellschaft und der Gewerkschaften dar, die alle ein Recht haben, dieses Getue zu hinterfragen und aufdecken zu lassen.

Derzeit gehört die Cargolux nämlich zu 56,6% dem Luxemburger Staat und dessen Banken SNCI und Sparkasse und zu 43,4% der Luxair. Diese aber wiederum gehört zu 60,85% dem Staat und der Sparkasse, zu 13,01% sich selbst (über eine Tochterfirma) und zu 13,14% der BIL, die wiederum dem Staat zu 10% gehört. Der Leser möge nun selbst zusammenrechnen, welcher Anteil an Cargolux ihm und den anderen Steuerzahlern gehört.

Aber wir haben anscheinend weniger hier mitzureden als beispielsweise die Brüsseler EU-Kommission! Und nun tut man uns zudem glauben, dass ohne eine schnelle

Finanzspritze aus der tiefsten chinesischen Provinz alles den Bach hinunter gehe.

„Suboptimal“

Indiskutabel ist auch die Tatsache, dass bei den staatlichen Anstrengungen zur wirtschaftlichen Diversifizierung unseres Landes – die generell ja sehr erfolgreich waren und sind, weil sie mit hohen Mitteln gut geplant und zielstrebig durchgeführt werden – hauptsächlich das Transportministerium in den letzten Jahrzehnten versagt hat. Lange vergessen ist bereits, dass vor vielen Jahren in Bettemburg Milliarden Franken in Eisenbahn-Anlagen gesteckt, die dann nicht nennenswert genutzt wurden. In der Folge wurden, während der Jahre der Planung und des Baus einer Flughalle, auf Findel viele Investitions- und Diversifizierungs-Chancen vergeben, weil allzu lange die zahlreichen potentiellen ausländischen Investoren in Luxemburg einfach keinen politischen Gesprächspartner fanden. Dies verbesserte sich erst in den letzten Jahren.

Der von einer bestimmten Seite eingebrachte Vorschlag, die Chinesen bei Cargolux einsteigen zu lassen, aber mit weniger als 33%, war natürlich unsinnig, weil niemand nirgendwo mit einem neunstelligen Dollar-Betrag als Aktionär einsteigt, ohne eine „minorité de blocage“ zu erhalten. Somit stellten sich konkret hier nur zwei Fragen, und zwar erstens, ob wir wirklich einen externen Aktionär brauchen, und zweitens, ob der vorgeschlagene Partner tatsächlich hilfreich und verlässlich ist.

Die erste Frage aber wurde sträflicher Weise gar nicht diskutiert, trotz der schlechten Erfahrungen mit allen bisherigen ausländischen Partnern. Dass man vermied, dies ehrlich und offen zu diskutieren, liegt wohl daran, dass man das klare Nein, das sich dann aufgedrängt hätte, gar nicht in Betracht ziehen wollte. Und die zweite Frage wurde ebenfalls nicht aufgeworfen, insofern alle übrigen Kandidaten bereits ausgeschieden wurden, bevor sie überhaupt antreten konnten. Es mag ja sein, dass diese allesamt nichts taugten. Aber warum durfte niemand sich davon überzeugen?

Risiko

Was nun die Chinesen betrifft, so hat Europa sich aus opportunistischen, merkantilen Erwägungen dazu entschlossen, den anhaltenden Völkermord in Tibet nicht zur Kenntnis zu nehmen, wodurch Handel und Wandel mit dem asiatischen Riesen offensichtlich in Ordnung sind. Während es aber einträglich ist, chinesische Banken in Luxemburg willkommen zu heißen, chinesische Flugzeuge auf Findel landen zu lassen und Import-Export-Geschäfte abzuschließen, ist es nicht unbedingt der Weisheit letzter Schluss, mit den Chinesen Joint Ventures einzugehen. Die allermeisten Unternehmen, die sich im Laufe der Zeit auf diese Schiene begeben haben, stellten nach spätestens 10 Jahren fest, dass sie von ihren Partnern gelinkt wurden.

Hoffen wir nun das Beste. Wenn sich herausstellen sollte oder herausstellen wird, dass die chinesische Karte ein Irrtum war,

dann wird die neue Regierung sich wohl damit herausreden, diesen schwarzen Peter hätten schon ihre Vorgänger gezogen. Ob sie aber damit beim Publikum durchkommen wird, angesichts der vielfältigen Widerstände und Warnungen, ist eine andere Frage.

Die Regierung muss wissen, dass ihre gesamte Logistik-Strategie mit den Jumbos der Cargolux und dem Cargo-Zentrum der Luxair steht und fällt. Nachdem der Staat, ganz zu Recht, Milliarden in die Hand genommen hat, um Banken des heimischen Marktes zu stabilisieren, nachdem er, ganz zu Recht, Milliarden investiert hat, um mit Glasfaser-Leitungen und Datacenter-Einrichtungen eine digitale Zukunft einzuläuten, begibt er sich nun offen in die Abhängigkeit einer chinesischen Provinzregierung, wenn es um die Zukunft im Logistik-Bereich geht. Und dies wegen ein paar hundert Millionen? Ist hier nicht der Sinn für die Größenordnungen verloren gegangen? Hat unser Staat tatsächlich so wenig Handlungsspielraum, dann muss er seine Strukturen für staatliche Beteiligungen rationaler, professioneller und zeitgemäßer gestalten.

Dass sich der Staat schlussendlich doch dazu entschlossen hat, im Kapital der Cargolux zu verbleiben, indem er von der Luxair deren Cargolux-Beteiligung von 8,41% kauft, ist natürlich vor allem für die Luxair wichtig, denn sie ist genauso knapp bei Kasse wie Cargolux, in einer Zeit, wo sie sich jedoch neue Flugzeuge anschafft.

Absicherung

Damit sind wir natürlich nun weit weg von den Zeiten, als noch die Tenöre der Privatfinanzen bei Luxair den Ton angaben, dort mit ruppigen Gebäuden eine Cargolux-Mehrheit anstreben und den Staat aus dem Flugwesen hinausdrängen wollten. Aber wir sind gleichzeitig auch beim Kern des Problems angelangt.

Viele Privatunternehmen sind derzeit sträflich unterkapitalisiert, wegen ihrer Profit- und Dividenden-Hysterie und wegen des Kultes der Shareholders Value, nach dem Motto „Maximaler Profit auf Grund von minimalem Kapital“. Dadurch sind sie extrem anfällig für Konjunkturschwankungen und für sonstige, selbst kleinere „Incidents de parcours“. In ihrer letzten Jahresbilanz wies Cargolux lediglich Eigenmittel in Höhe von 430 Millionen Dollar aus; dennoch bewegt sie Flugzeuge, die mindestens das 10- bis 15-fache davon wert sind.

Damit Luxair und Cargolux dauerhaft solide funktionieren können, müsste die öffentliche Hand schon die eine oder andere Milliarde über den Tisch schieben. Einen solchen Rat aber wird uns kein angelsächsischer Firmenberater geben, weil diese alle ihrer ultraliberalen Denkweise verhaftet bleiben und keinen Sinn haben für Themen wie Standort-Absicherung, sozialer Frieden oder längerfristige Nachhaltigkeit.

r.l.

Zum Staatsfonds

(aus „de Feierkrop“, Ausgabe Nr. 955 vom 22. November 2013)

(...)

<< Dabei hatten die Gambia-Koalitionäre in ihrem Wahlkampf allesamt die Schaffung eines Staatsfonds versprochen, „eine intelligente Struktur, die es erlauben soll, die gesteigerte Präsenz des Staates im Wirtschaftsleben sicherzustellen, ohne die öffentlichen Finanzen zu destabilisieren“, wie es das CGFP-Organ *fonction publique* (Nr. 8 / November 2013) in Erinnerung ruft.

Die CGFP hatte die Parteien im Wahlkampf mit dieser Forderung konfrontiert, und sowohl Doofpartei, als auch Lasep und Grünkernpartei hatten zugestimmt. Bei der DP klingt das so: „Nicht zuletzt die Cargolux-Affäre bzw. der Einstieg des Emirats Katar in das Kapital der Cargolux hat gezeigt, dass die strategischen öffentlichen Beteiligungen am Kapital von privaten Unternehmen mit erheblichen Schwierigkeiten verbunden sind (...) Wir werden deshalb alle staatlichen Anteile in einer Gesellschaft bündeln, die von Experten im Rahmen eines klaren öffentlichen Auftrags mit klaren und überprüfbaren Kriterien geführt werden.“

Die Grünen tönnten: „*déi gréng sind für einen „souveränen Fonds“*“. Und die Sozialisten versicherten hoch

und heilig: „*Die LSAP befürwortet die Gründung eines Staatsfonds, der alle staatlichen Beteiligungen bündelt und strategisch verwaltet. Die LSAP steht einem Beteiligungsinstrument für private und institutionelle Investoren offen gegenüber, sofern dies mit EU-Recht vereinbar ist.*“ Statt überstürzt zu handeln, wäre es im Dossier Cargojux geboten, diese Fragen zu klären. Laut CGFP hätte ein staatlicher Investitionsfonds vom Start weg ein Bilanzvermögen in Höhe von bis zu 15 Milliarden Euro und wäre damit ja auch in der Lage, sich das Geld für die Kapitalerhöhung bei der Cargojux auf den Finanzmärkten zu borgen, ohne die Staatsverschuldung zusätzlich zu steigern.

Aus der Verhandlungsdelegation der Gambia-Koalitionäre hört(e) man, dass es wegen Geldmangels keine budgetfinanzierte Lösung für die Cargojux geben könne, und dass der Deal mit den Chinesen alternativlos sei. Alternativ- und ideenlos aber sind nur die drei (...) Regierungsparteien, die nicht einmal selbst an ihre Wahlversprechen glauben.>>

Motivationsmanagement – Triebfeder zum Erfolg

CGFP-Gewerkschaftsdelegation nimmt an
Weiterbildungsseminar der „dbb akademie“ teil

„Menschen sind von Natur aus motiviert“, meint die Dozentin ganz zu Anfang des Seminars, es gehe nur darum, die Bedingungen so zu gestalten, dass die Motivation nicht gebremst, unterdrückt oder sogar abgetötet werde.

Ende Oktober hatte die CGFP wieder einen Lehrgang an der „dbb akademie“ in Königswinter organisiert. 15 Mitglieder der CGFP und verschiedener Fachorganisationen verweilten drei Tage lang in dem beschaulichen Örtchen im Siebengebirge am Rhein und nahmen an diesem Kurs teil, der von der Unternehmensberaterin und Dipl.-Kffr. Ricarda König aus Berlin geleitet wurde.

Mit ihren mehr als 1.200 jährlich durchgeführten Fortbildungsseminaren der gewerkschaftlichen, politischen und beruflichen Bildung stellt die „dbb akademie“ ihre Leistungsfähigkeit als wissenschaftliche Einrichtung des „dbb beamtenbund und tarifunion“ unter Beweis. Fachtagungen und Kongresse zu verwaltungs- und gesellschaftspolitischen aktuellen Themen bieten darüber hinaus Diskussionsforen in größerem Rahmen. Die Beteiligung an wissenschaftlichen Projekten im nationalen und europäischen Bereich gibt der „dbb akademie“ die Möglichkeit, Veränderungs- und Modernisierungsprozesse aktiv mit zu gestalten und die neuen Erfahrungen in die Bildungsarbeit einzubringen.

Thema dieses Seminars war also die Motivation, die dem Menschen den nötigen Antrieb gibt, um private und berufliche Ziele zu erreichen, trotz aller Hürden, die sich auf dem Weg dahin bieten könnten. Besonders für Mitarbeiter einer Gewerkschaft sei es wichtig, motiviert zu bleiben, meinte die Dozentin Ricarda König, da sie sich nicht nur freiwillig in ihrer Gewerkschaft einbringen, sondern auch tagtäglich für die Rechte ihrer Kollegen einsetzen und dabei auf viele Hindernisse stoßen würden.

Sinn, Werte und Ziele

In der Motivationsforschung unterscheidet man zwischen extrinsischer und intrinsischer Motivation. Ersteres bezeichnet Lern- und Arbeitsanreize (sei es materieller Art oder in Form von sozialer Anerkennung), die als Belohnung gelten oder negative Folgen vermeiden. Die Wirkung dieser Anreize nimmt jedoch mit der Zeit ab, folglich muss die Dosis ständig erhöht werden. Die intrinsische Motivation rührt aus einem selbst heraus und kann vom Arbeitgeber maßgeblich gefördert werden, indem der Mitarbeiter an Entscheidungsprozessen beteiligt wird und die Möglichkeit bekommt, sich langfristig zu entwickeln.

Hierbei spielen drei sogenannte Meta-Motivatoren eine große Rolle: Sinn, Werte und Ziele. In der Regel stellt sich ein Mensch drei Fragen, wenn er vor einer Aufgabe steht:

- Warum soll ich das machen? Wenn Arbeit einen Sinn ergibt, wird sie als wichtig empfunden.
- Will ich das überhaupt machen? Grundlage für alle Pläne, Entscheidungen und Handlungen sind die Wertvorstellungen des jeweiligen Menschen. Werden diese über einen längeren Zeitraum vernachlässigt, steigen Unzufriedenheit und Demotivation.
- Was ist der Weg zum Ziel? Attraktive und konkrete Ziele steigern den Willen, eine Aufgabe zu bewältigen.

Auf dem Weg zum Ziel gibt es eine ganze Reihe Alltagsmotivatoren, die der Arbeitgeber oder der Betroffene



selbst beeinflussen kann. Neben einem positiven Arbeitsklima, viel Gestaltungsmöglichkeiten und einer guten Arbeitsorganisation, wobei auch die nötigen Ressourcen garantiert sein sollten (dazu gehören auch lebenserhaltende Ressourcen wie Essen, Trinken und Schlafen), stehen das Selbstvertrauen und natürlich die Freude an einer Aufgabe.

Stärken und Schwächen erkennen und ausnützen

Eine tragende Rolle bei der Selbstmotivation spielen die eigenen Stärken und Schwächen. Dabei sei es aber wichtig, eine Schwäche nicht allzu negativ zu bewerten, hieß es. In jeder Schwäche stecke nämlich ein positiver Kern, dessen Vorhandensein man schätzen und entwickeln könne. Um dies zu verbildlichen, entwickelte der deutsche Psychologe und Philosoph Paul Helwig in den sechziger Jahren das sogenannte „Werte- und Entwicklungsquadrat“, das in nebenstehender Grafik erklärt wird. Dieses Schema hilft, Wertvorstellungen und persönliche Maßstäbe in Balance zu halten: Jeder Wert ist nur in ausgehaltener Spannung zu seinem positiven Gegenwert ein wirklicher Wert. In diesem Sinne kann beispielsweise eine Schwäche „Ich bin zu schüchtern“ umformuliert werden zu: „Meine zurückhaltende Art lässt anderen mehr Raum.“ Aus Ehrgeiz wird Zielgerichtetheit, aus Ängstlichkeit wiederum Vorsicht usw.

So kann jeder für sich entscheiden, welche seiner Schwächen er trainiert, um sie zu heben und Blockaden zu lösen, oder welche er in Zukunft gelassener akzeptieren will. Auch das regelmäßige Gespräch mit Außenstehenden sollte helfen, ein realistisches Bild von sich selbst zu entwickeln.

Andere motivieren – geht das überhaupt?

Hauptanliegen der Seminarteilnehmer war es, herauszufinden, wie sie andere Menschen, Mitarbeiter oder Außenstehende motivieren könnten, um sich in der Gewerkschaft mit einzubinden. Die Antwort war etwas anders als erwartet, nämlich sei es überhaupt nicht möglich, andere zu motivieren, so Dozentin Ricarda König. Man könne lediglich Demotivation verhindern, die Motivation rühre immer aus einem selbst heraus.

Belegt habe dies Dr. Reinhard K. Sprenger Anfang der Neunziger in seinem Buch „Mythos Motivation“. Kernaussagen darin: Wer glaubt, jemanden motivieren zu müssen, damit er gut

arbeitet, unterstellt ihm, dass er aus eigenem Antrieb nicht gewillt ist, seine Leistung zu erbringen. Ein Mensch, der jedoch von seinem Vorgesetzten als faul betrachtet wird, wird durch diese Kategorisierung demotiviert. Gleichzeitig werden sie durch die eingesetzten Motivationsmittel darauf „konditioniert“, für ihre Leistungen Belohnungen zu erwarten.

Trotzdem sollte man darüber nachdenken, was Mitarbeiter motiviert und demotiviert, denn die meisten Menschen seien zu Anfang motiviert und würden im Laufe ihrer beruflichen Laufbahn durch falsches Führungsverhalten demotiviert. Als Faktoren der Demotivation gelten beispielsweise Prämien: Wenn bestimmte Mitarbeiter belohnt werden, wird der Neid derjenigen erweckt, die leer ausgehen. Die Entwicklung eines Belohnungssystems, das allen gerecht erscheint, ist kaum möglich. Indem also ein Mitarbeiter motiviert wird, werden gleichzeitig neun andere Angestellte demotiviert. Unangemessenes Lob hat auch negative Folgen für die Motivation. Zu Unrecht erworbenes Lob fordert auf, die Dinge so zu belassen wie sie sind. Zudem erzeugt Lob ein Hierarchiegefälle; wenn Mitarbeiter das Gefühl haben, dass es ihnen nicht zusteht, ihre

Vorgesetzten zu loben, empfinden sie das Lob als von oben herab: Es entsteht das Bild des unmündigen Kindes, das brav war und gelobt wird.

Demotivation verhindern

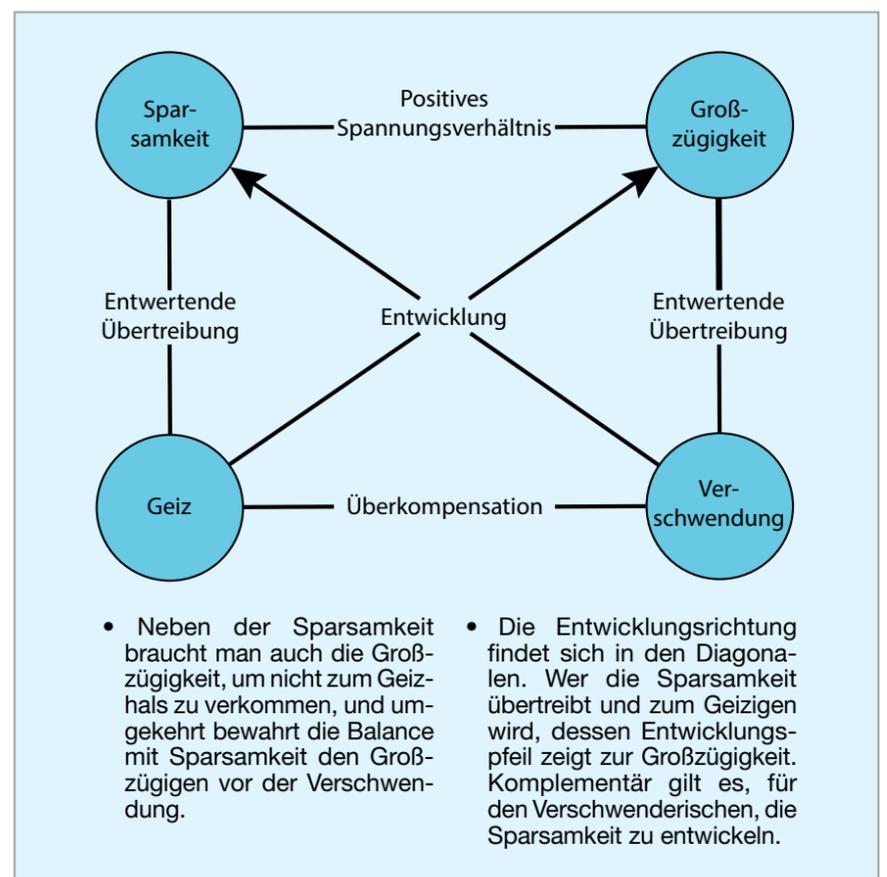
Eine gute Mitarbeiterführung setzt sich aus drei Komponenten zusammen. Erstens sollten die Aufgaben einer Führungskraft erfüllt werden, nämlich Delegieren, Feedback geben, Konflikte lösen usw.. Dazu können einige Führungsinstrumente eingesetzt werden, beispielsweise Motivations- oder Gesprächsführungstechniken. Sehr wichtig ist auch das Führungsverhalten, nämlich die Art und Weise, wie sich die Führungskraft gegenüber ihren Angestellten verhält.

Sinn und Zweck sowie die Ziele selbst sollten klar definiert werden, wobei genug Spielraum für die Selbstverwirklichung des Personals bleibt. Mitarbeiter sollten einen Teil der Verantwortung mit tragen und für ihre Arbeit angemessenes Lob oder Kritik bekommen. Auch Möglichkeiten zur Weiterbildung und Hilfestellung bei schwierigen Aufgaben tragen ihren Teil dazu bei, um Demotivation zu verhindern und die nötigen Voraussetzungen zu schaffen, damit die Motivation der Mitarbeiter aufrecht erhalten bleibt.

Kommunikation und Kontakte knüpfen

Als Angehörige verschiedener Mitgliedsorganisationen der CGFP hat man im Alltag selten die Möglichkeit, sich untereinander auszutauschen und besser kennen zu lernen. Auch deshalb war das dreitägige Seminar in Königswinter ein voller Erfolg. Hier wurden viele Parallelen gezogen, zu Problemen, mit denen die sektoriellen Fachverbände des öffentlichen Diensts konfrontiert sind, und teilweise beschlossen die Seminarteilnehmer, in Zukunft auf verschiedenen Punkten enger zusammen zu arbeiten. Auch dies wiederum ein Faktor, der dazu motiviert, mit der Gewerkschaftsarbeit weiter zu machen!

p.r.



Krankenkasse der Staatsbediensteten

Finger weg von unserer Krankenkasse

Die Einführung des Einheitsstatuts im Privatsektor am 1. Januar 2009 bewirkte tiefgreifende Umänderungen in den Verwaltungsstrukturen des sozialen Sicherheitswesens, u.a. durch den Zusammenschluss sämtlicher Kranken- und Pensionskassen aus dem Privatsektor. Neben einer nationalen Pensionskasse beinhaltet diese weitreichende Reform der sozialen Versicherungssysteme damals ebenfalls die Schaffung einer nationalen „Gesundheitskasse“ (Caisse nationale de santé – CNS), in welcher sämtliche, zu der Zeit noch bestehenden Krankenkassen des Privatsektors zusammengeschlossen wurden: Neben der Krankenkassenunion, der „Union des Caisses de Maladie“, handelte es sich um die Arbeiterkrankenkasse, die Privatbeamtenkrankenkasse, die beiden Kassen der Arbedbeamten und -arbeiter, die Krankenkasse der Freiberufler und diejenige der Landwirte.

Dass die Krankenkasse der Staatsbediensteten – neben derjenigen des Gemeindepersonals und der bei den CFL Beschäftigten – nicht in diesem Verbund vertreten ist, kommt nicht von ungefähr. Die Fusion der Kassen des Privatsektors war bekanntlich eine direkte Folge der im Jahre 2006 in der Tripartite beschlossenen Einführung des Einheitsstatuts. Und dieser Beschluss wurde damals ausschließlich für den Privatsektor getroffen. Umso erstaunlicher ist es daher auch heute noch, dass immer wieder Stimmen laut werden, die den Ausschluss des öffentlichen Sektors bemängeln und dessen Einbindung fordern.

So richtig konfus wird die Angelegenheit aber erst dann, wenn diese Einwände ausgerechnet aus Kreisen kommen, die in der Tripartite mit am Tisch gesessen haben (ob Regierungs-, Patronats- oder gar Salariatsvertreter) und eigentlich wissen müssten, dass der öffentliche Dienst niemals im Gespräch und schon gar nicht Antragsteller für eine solche Regelung war, dies aufgrund des besonderen Dienstverhältnisses, das integraler Bestandteil des öffentlich-rechtlichen Statuts ist und demnach ein eigenständiges Sozialversicherungswesen für die öffentliche Funktion bedingt.

Fast 5 Jahre nach dem Inkrafttreten des Einheitsstatuts im Privatsektor wird eine solche Einbindung der „Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics“ (CMFEP) in die CNS allerdings von höchster politischer Stelle erneut thematisiert. Wir zitieren aus dem am 3. Dezember 2013 publik gemachten Programm der Dreierkoalition von DP, LSAP und Déi Greng: „*Dans l'intérêt d'une simplification administrative et d'une meilleure utilisation des ressources, le Gouvernement entend discuter les avantages et les inconvénients éventuels d'une intégration de toutes les caisses de maladie dans la CNS*“.

Das Auftauchen dieser geschickt formulierten Textpassage im Koalitions-



Ist die vermeintliche Polemik um die Renovierungskosten nur ein politisches Vorspiel, um die Krankenkassen des öffentlichen Sektors in die CNS einzubinden, um in der Folge sogar das partikulare Statut der öffentlichen Bediensteten in Frage zu stellen?

abkommen deutete sich bereits am vergangenen 13. November an, als das Führungsgremium der CNS ihren Haushalt für das Jahr 2014 gutheißen sollte. Wie es die legalen Bestimmungen vorsehen, befinden sich die Einnahmen und die Ausgaben dabei im Gleichgewicht. Für das Jahr 2014 konnte dieses Gleichgewicht, auch wenn es als prekär gewertet wird, hergestellt werden, ohne dass es zu nennenswerten Verschlechterungen bei den Leistungen oder zu Anpassungen bei den zu zahlenden Beiträgen kommen musste.

Von langer Hand vorbereitet?

Wenn sich die Arbeitgeberseite bei der Abstimmung am 13. November enthalten hat, tat sie das in erster Linie aufgrund von buchhalterischen Bestimmungen in Zusammenhang mit den Ausgaben für im Ausland erbrachte Leistungen, bei denen die Abrechnungen die Gesundheitskasse sehr häufig mit Verzögerungen von bis zu zwei Jahren erreichen. Bereits bei einer ersten Vorstellung der Haushaltsvorlage, zwei Wochen vor dem eigentlichen Votum, war der Vorschlag unterbreitet worden, diesen Aufwendungen mit Rücklagen zu begegnen, um auf diese Weise den in einer Buchführung gängigen Praktiken gerecht zu werden.

Die Arbeitnehmerseite hingegen hat ihre Stimmenthaltung damit begründet, dass die Ausgaben zur Finanzierung der „assurance maternité“ noch nicht vollends vom Staat zurückerstattet worden seien. Die Kosten der Mutterschaftsversicherung fallen bekanntlich in den Zuständigkeitsbereich der Nationalen Gesundheitskasse. Als Gegenleistung erhält die CNS jährlich einen festen Betrag aus der Staatskasse, der allerdings die Ausgaben für die „assurance maternité“ nicht mehr deckt. Ungeachtet davon, vertraten bestimmte Salariatsvertreter die Ansicht, dass gewisse Verwaltungskosten der „Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics“, insbesondere diejenigen, die in direktem Bezug zum Unterhalt ihrer Immobilie stehen, aus den Eigenmitteln der CMFEP beglichen werden müssten. Es sei in diesem Zusammenhang daran erinnert, dass seit Inkrafttreten des Gesetzes vom 27. Juli 1992, durch welches die Krankenversicherung und der gesamte Gesundheitssektor reformiert worden sind, nur noch ein einziger Haushaltsplan für die Krankenversicherung in ihrer Gesamtheit besteht.

Nachdem die Arbeiter- und Privatbeamtenkrankenkassen mit der damaligen Krankenkassenunion fusioniert hatten, fielen sämtliche Immobilien dieser beiden Kassen in den Besitzstand der

parallel dazu neugeschaffenen CNS. Aufgrund der Tatsache, dass die CGFP den Fortbestand der „Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics“ sichern konnte, wurde deren Immobilie konsequenterweise nicht von der CNS übernommen. Wenn die Verwaltungskosten und die für den Unterhalt besagten Gebäudes der CMFEP erforderlichen Ausgaben im Gesamthaushalt der Krankenversicherung enthalten sind, dann nur, weil Artikel 28 (3) der Gesetzgebung über die Sozialversicherungen dies so vorsieht. Hierzu heißt es im Wortlaut: „*le budget global de l'assurance maladie-maternité est établi par la Caisse nationale de santé en intégrant les budgets relatifs aux frais d'administration et aux frais de gestion du patrimoine des caisses des maladies visées à l'article 48*“ – darunter also auch die CMFEP!

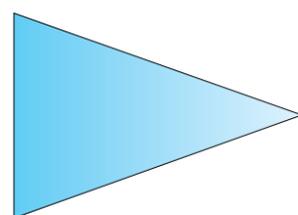
Es stellt sich demnach die Frage, wieso diese vermeintliche Polemik um die Rückerstattung der Unterhaltskosten für die Immobilie der CMFEP ausgerechnet von bestimmten Salariatsvertretern aufgeworfen wird – dies, nachdem diese Verfahrensweise seit nahezu 20 Jahren gängige Praxis ist.

Man kann sich jedenfalls des Eindrucks nicht erwehren, dass hier völlig bewusst versucht wird, die Krankenkasse der öffentlichen Bediensteten und ihr Verwaltungsgebäude in die Nationale Gesundheitskasse einzubinden. Einer Vereinheitlichung der unterschiedlichen Dienstrechte beider Sektoren – Privatwirtschaft und öffentlicher Dienst – durch die Abschaffung des Beamtenstatuts etwa wüsste sich die CGFP jedenfalls mit aller Entschlossenheit entgegenzustellen.

Wenn sich die CGFP als Vertretung aller öffentlich Bediensteten von Anfang an gegen eine Beteiligung der Staatsbeamtenkrankenkasse an dem erwähnten Zusammenschluss der Krankenkassen aussprach, dann hat sie das sicherlich aus gutem Grunde getan. Auch heute, nach Bekanntwerden des Koalitionsabkommens der neuen Regierung, hat sich an dieser grundsätzlichen Haltung jedenfalls nicht das Geringste geändert. Die CGFP vertritt auch heute noch die Ansicht, dass eine entsprechende Maßnahme weder zu Einsparungen, noch zu einer Reduzierung des Verwaltungsaufwands für die Kassen führt.

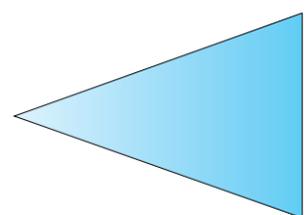
Erwähnen wir der Vollständigkeit halber, dass die Konten sämtlicher Einrichtungen der Krankenversicherung alljährlich von der „Inspection générale de la sécurité sociale“ geprüft werden. Seit ihrer Gründung im Jahre 1951 bis Ende 1993 hatte die Krankenkasse der öffentlichen Bediensteten regelmäßig einen Überschuss auf der Einnahmenseite zu verzeichnen, der dann anderen defizitären Kassen zufließt, so dass die Solidarität ihrer Beitragspflichtigen gegenüber dem gesamten Versicherungswesen kaum noch unter Beweis gestellt werden muss.

Claude Geimer



- **Actualités**
- **Prestations**
- **Services**

- **Documents**
- **Le Journal**
- **Audio news**



CGFP

Visitez notre site Internet:
www.cgfp.lu

DKV
Luxembourg

Sonderkonditionen für CGFP-Mitglieder

Wählen Sie noch heute eine Gesundheitsvorsorge, die die immer größer werdende Versorgungslücke zu den stetig sinkenden Leistungen der gesetzlichen Krankenkasse schließt und profitieren Sie im Gegenzug von der besten medizinischen Versorgung, die auf dem neuesten Stand der Forschung und Entwicklung basiert! Seit 1981 ist die DKV Luxembourg leistungsstarker und zuverlässiger Partner ihrer Versicherten in Luxemburg und ermöglicht lebenslange Absicherungen.

Für alle CGFP-Mitglieder besteht die Möglichkeit, im Rahmen der Kooperation mit der DKV Luxembourg zu besonders günstigen Konditionen eine Gesundheitsvorsorge zu treffen – und das zu einem besonderen Angebot:

10 % Rabatt

Über den aktuell offerierten Wartezeiten-erlass (noch bis 31.12.2013) gewährt die DKV Luxembourg allen CGFP-Mitgliedern 10 % Rabatt auf die Versicherungsbeiträge ab 01.01.2014. Dieser Rabatt gilt sowohl für Vertragsneuabschlüsse als auch für bereits bestehende Verträge. Die bestehenden Verträge werden ab 1. Januar 2014 vom ursprünglich 8%igen Rabatt in die neue Rabattstufe umgestellt.

Eine Zusatzkrankenversicherung – warum?

Leistungsbeispiele aus dem Tarif EASY HEALTH

Eine Familie: Mann (40 Jahre) | Frau (37 Jahre) | 2 Kinder (12 und 10 Jahre) haben



für das Jahr 2012 einen Jahresbeitrag von 1.926,60€ zzgl. 4 % Versicherungssteuer zu zahlen. Bisher wurden nachfolgende Restkosten, die bei der Familie verblieben, nachdem die CNS einen Teil der Kosten übernommen hat, bei uns eingereicht:

- 480,00€ Zahnkrone für die Frau
- 3.280,00€ Zahnspange für das Kind (12 J.)
- 500,00€ Brille für den Mann

Dazu kamen weitere Kosten, die die CNS nicht übernimmt:

- 150,00€ professionelle Zahnreinigung je 1x für die Frau und den Mann
- 487,20€ 5-tägiger Krankenhausaufenthalt der Frau als Patientin „1. Klasse“ mit Unterbringung im 1-Bettzimmer

In der Summe wurden allein in den ersten acht Monaten dieses Jahres 4.897,20€ von der DKV Luxembourg erstattet, die ohne den Ergänzungstarif EASY HEALTH von der Familie selbst hätten getragen werden müssen.

Eine 60-jährige Frau hat seit 2 Jahren Probleme mit dem Knie. Sie zahlt monatlich 103,72€ zzgl. 4 % Versicherungssteuer für ihren Versicherungsschutz bei uns, also einen Jahresbeitrag von 1.244,64€. Die bisherigen Behandlungen in Luxemburg führten nicht zum gewünschten Erfolg. Eine Operation am Meniskus war unumgänglich. Die Frau entschied sich für die Behandlung in einer Spezialklinik in Strassburg. Die CNS hat die Kostenübernahme für diese Operation im Ausland abgelehnt. Die DKV Luxembourg S.A. übernahm die gesamten Behandlungskosten in Höhe von 6.628,00€ und zahlte der Frau zusätzlich 80,00€ Krankenhaustagegeld für 4 Tage Aufenthalt aus. Allein für diesen einmaligen Eingriff wurden 6.708,00€ von der DKV Luxembourg erstattet. Ohne den Ergänzungstarif EASY HEALTH hätte die Frau den Eingriff selbst zahlen müssen oder diesen gar nicht machen lassen können.

Extra für die Mitglieder der CGFP hat die DKV Luxembourg eine Hotline und eine eigene E-Mail-Adresse, die eine sofortige Bearbeitung Ihrer Anfrage garantiert, eingerichtet. Nehmen Sie bei Interesse Kontakt auf: Telefon: 42 64 64-755 oder E-Mail: cgfp@dkv.lu

GRATIS!

CGFP-Website

www.cgfp.lu

Abonnieren Sie
jetzt
die CGFP-
Newsletter

Immer
topaktuell
unter
www.cgfp.lu



Der Aufschwung widerlegt die Pessimisten

Der Wahlkampf war noch überschattet von düsteren Wirtschafts- und Finanzprognosen. Dann klärte sich der Himmel von einer Minute zur anderen auf, als man dem „Formateur“ ein Papier mit drastisch verbesserten Perspektiven vorlegte. Schlagartig verdoppelte sich für 2013 das reale Wirtschaftswachstum von +1,0% auf +2,0%, während für 2014 nun mit +2,7% und für 2016 mit +3,6% gerechnet wird. Auf der ganzen Linie übertrifft Luxemburg somit das doppelte Tempo der durchschnittlichen EU-Einnahmenentwicklung (2013: -0,3%; 2014: +1,2%; 2016: +1,6%).

Dies aber widerspricht diametral dem, was die vorgeblichen Experten, alle Lobbyisten und die Mehrheit der Politiker in der vergangenen Zeit unaufhörlich behauptet haben: nämlich, dass Luxemburg künftig nie wieder in der Lage sein werde, deutlich schneller zu wachsen als seine Nachbarn und Konkurrenten. Zudem widerlegt die nun festgestellte Entwicklung nicht nur die amtlichen Prognosen und die Patronatsthesen, sondern sie widerspricht auch all jenen politischen Kreisen, die sich als fleißige Nachbeter dieser irrigen Behauptungen betätigt haben. Widerspruch kam praktisch nur von CGFP und „fonction publique“. Einmal mehr aber lagen allein letztere bei den Einschätzungen richtig.

In den vergangenen 12 Monaten entstanden in Luxemburg +8.000 neue zusätzliche Arbeitsplätze, was einer deutlichen Beschleunigung entspricht. Seit Ausbruch der Finanz- und Wirtschaftskrise im Herbst 2008 wurden somit über +34.000 zusätzliche Jobs geschaffen, ein Zuwachs demnach um +9,6%. Im gleichen Zeitraum wuchs die Zahl der Arbeitsplätze in Deutschland um +4%,

während sie in Frankreich rückläufig war. In der gesamten EU schrumpfte die Zahl der Erwerbstätigen um -2,4%, beziehungsweise um -5,5 Millionen Menschen.

Wie von der CGFP vorhergesagt, übertrafen die Staatseinnahmen in den ersten 10 Monaten des Jahres die Einkünfte des Vorjahres sehr deutlich, und zwar um +650 Millionen Euro oder beachtliche +6,7%.

Dabei war im Gesamtjahr 2012 bereits eine Einnahmensteigerung von +390 Millionen oder +3,4% erzielt worden. 2013 erreicht die Steigerung bisher +12,1% bei der Steuerlast der Haushalte, +13,1% bei der Mehrwertsteuer und +15,2% bei der Taxe d'abonnement. Hingegen sind die Einkünfte aus der Körperschaftsteuer rückläufig, obgleich die Profite der Banken nun wieder schnell wachsen. **r.l.**

Die rasant expandierende MwSt schafft erst 2019 ernste Probleme

Zu erwähnen ist ferner, dass der Ertrag an Mehrwertsteuer auf dem elektronischen Handel derzeit weiter um +30% im Jahr zulegt, auf insgesamt über 900 Millionen Euro in diesem Jahr, und somit wohl auf rund 1,2 Milliarden im nächsten. Weil ab 2015 deutlich höhere Steuersätze zur Anwendung kommen (jene des jeweiligen Kundenlandes), werden die Bruttoeinnahmen an MwSt dann voraussichtlich – wenn dann keine Abwanderung der Internet-Unternehmen erfolgt, die sich auch nicht abzeichnet – zwischen 2 und 3 Milliarden Euro liegen, wenn nicht gar noch höher, wovon Luxemburg 30% für sich behalten darf, also wohl mindestens 600 Millionen und möglicherweise weit über 1 Milliarde Euro.

Ist somit die unsoziale TVA-Erhöpfung per 2015 nicht unnötig und unsinnigerweise angeregt worden? Für 2017, wenn Luxemburgs Anteil an der Brutto-MwSt von 30% auf 15% sinkt, verhält es sich ähnlich, es sei denn, bis dahin breche das Wachstum des e-Commerce drastisch ein. Umso dramatischer aber wird das „dicke Ende“ im Jahre 2019 aussehen, wenn wir schließlich bei 0%, also bei 0 Euro landen. Dann gibt es für die Staatskasse einen Milliarden-Euro-Ausfall, also einem Mehrfachen des jetzt fälschlicherweise angedrohten Rückgangs von 2015. Vier Jahre hinter der harmlosen Vogelscheuche kommt ein wahres Monster. Aber das ist dann nach den nächsten Wahlen.

CGFP-Hilfswerk spendet für Philippinen-Katastrophe

CGFP-Soforthilfe auch nach dem verheerenden Taifun Haiyan

Seit der Gründung der „Fondation CGFP de Secours“ vor über 30 Jahren konnten in der Dritten und der Vierten Welt dank der Großzügigkeit zahlreicher CGFP-Mitglieder viele Hilfsprojekte unterstützt werden. Durch ihre Spendenfreudigkeit haben die öffentlichen Bediensteten immer wieder bewiesen, dass ihnen das Wohl jener Menschen, denen es nicht so gut geht wie uns, nicht gleichgültig ist – Menschen, die in großer Armut leben oder – wie jüngst auf den Philippinen geschehen – das Opfer schwerer Naturkatastrophen wurden.

Seit nahezu zehn Jahren schon finanziert die „Fondation CGFP de Secours“ über den Weg der eigens zu diesem Zweck ins Leben gerufenen „Oeuvre CGFP d'Aide au Développement“ eigene Entwicklungshilfeprogramme im westafrikanischen Togo, einem der ärmsten Länder der Welt. Die Schwerpunkte liegen dabei in den Bereichen Landwirtschaft und Trinkwasserversorgung sowie in der medizinischen Betreuung und in weiterbildenden Maßnahmen. Wie in der November-Ausgabe von „fonction publique compact“ nachzulesen, belaufen sich die Gesamtaufwendungen alleine für die abgeschlossenen Entwicklungsprojekte im Togo auf mittlerweile bereits mehr als drei Millionen Euro.

Dieses Langzeitengagement hindert das CGFP-Hilfswerk allerdings nicht daran, zusätzlich dazu spontane Hilfe zu gewährleisten, wenn dies erforderlich ist. Erinnern möchten wir beispielsweise an die CGFP-Soforthilfe für Haiti vor knapp vier Jahren. Nur wenige Tage nach der verheerenden Erdbebenkatastrophe hatte die „Fondation CGFP de Secours“ eine Dringlichkeitshilfe zugunsten der Erdbebenopfer und der notleidenden haitianischen Bevölkerung in Höhe von 25.000 Euro beschlossen. Am 13. Januar 2010 hatte ein schweres Erdbeben der Stärke 7,0 auf der Richterskala den Karibikstaat erschüttert und mehr als 200.000 Opfer gefordert.

Ähnlich schnell reagierte das CGFP-Hilfswerk nun auch nach dem folgen-

Auf den Philippinen bot sich den Helfern ein Bild der Verwüstung. Rund zwei Millionen Menschen sind seit dem Taifun Haiyan obdachlos geworden.



schweren Wirbelsturm auf den Philippinen: Wie aus den Medien bekannt, traf einer der schwersten Stürme aller Zeiten die Inselgruppe. Das Ausmaß der Zerstörung durch Taifun Haiyan ist mehr als besorgniserregend: Rund zwei Millionen Menschen sind seitdem obdachlos, mehrere Tausend haben dabei ihr Leben verloren. Hinzu kommt die Gefahr von Seuchen und Plünderungen.

Vor dem Hintergrund der Schwere dieser erneuten Naturkatastrophe hat die „Fondation CGFP de Secours“ auch diesmal eine Soforthilfe in Höhe von 25.000 Euro beschlossen, die sie unter vier luxemburgischen Hilfsorganisationen, die vor Ort im Einsatz sind, aufgeteilt hat. Durch die direkte Arbeit in dem Katastrophengebiet versuchen die Mitarbeiter der Hilfsorganisation, den

Menschen Hoffnung auf ein besseres Leben zu geben.

Dass auch diese Soforthilfe nur dank der Unterstützung zahlreicher öffentlicher Bediensteter möglich wurde, verdient besonders hervorgehoben zu werden. Es gereicht der öffentlichen Funktion jedenfalls zur Ehre, dass sie bereits seit mehreren Jahrzehnten auf konkrete und überzeugende Weise ihre Generosität mit den Hilfsbedürftigen dieser Welt immer wieder zum Ausdruck bringt. Auf diese Weise versetzt sie das CGFP-Hilfswerk in die Lage, nicht nur ihre eigenen Hilfsprogramme in minderbegünstigten Regionen der Welt durchführen zu können, sondern auch im Katastrophenfall – wie auf Haiti und nun auf den Philippinen geschehen – spontan eine Soforthilfe zu gewährleisten.

Auch künftig will die „Fondation CGFP de Secours“ ihrem Auftrag gerecht werden und ihr Wirken im Dienste der Dritt- und Viert-Welt-Länder sowie bei schweren Schicksalsschlägen fortsetzen. Deshalb möchte sie einmal mehr dazu aufrufen, weiterhin gezielte Solidarität mit den Notdürftigen dieser Welt zu bekunden.

Bankverbindungen:

CCPL: IBAN LU46 1111 0733 4614 0000

BCEE: IBAN LU57 0019 1000 2060 6000

Stellvertretend für all diejenigen, denen Sie damit helfen, bedankt sich das CGFP-Hilfswerk ganz herzlich für die vergangene und zukünftige Hilfe.

s.h.

Das Radio 100,7 als Spiegelbild der kulturellen Vielfalt

Vor über 20 Jahren ging das Soziokulturelle Radio als erste und bislang einzige öffentlich-rechtliche Sendeanstalt in Luxemburg erstmals auf Sendung



„Das Publikum ist unser Auftraggeber“, sagt 100,7-Direktor Jean-Paul Hoffmann in Anlehnung an das Selbstverständnis des Schweizer Rundfunks. Der Anspruch sei, ein vielfältiges Programm in unterschiedlichen Formaten anzubieten. Fotos: Steve Heiliger

„Wie alle Medien, haben wir zunächst einmal einen Informationsauftrag. Dann sollen wir die kulturelle Aktivität und Kreativität in Luxemburg widerspiegeln. Und schließlich wollen wir eine Plattform zur Verbreitung musikalischer Ereignisse in Luxemburg sein, dies in Zusammenarbeit mit einer ganzen Reihe von renommierten Partnern.“

Dass das Radio 100,7 als einzige öffentlich-rechtliche Rundfunkanstalt in Luxemburg einem äußerst umfangreichen Lastenheft gerecht werden muss, weiß Direktor Jean-Paul Hoffmann als Nachfolger des langjährigen Leiters Fernand Weides nur allzu gut. Im August 2013 hat er den Posten des Direktors von Radio 100,7 übernommen. Fast zeitgleich feierte der Anfang der 90er Jahre mit der Liberalisierung der Radiolandschaft in Luxemburg unter der Bezeichnung „Soziokulturelles Radio“ gegründete Sender in diesem Jahr sein 20-jähriges Bestehen. Und schließlich zog die Radiomannschaft im Juli 2013 auch noch in neue und vor allem zweckmäßige Räumlichkeiten um, vom Stadtzentrum aufs Europaplateau, genauer gesagt auf Nr. 21a an der hauptstädtischen Avenue J.-F. Kennedy, von wo aus seitdem das 24-Stunden-Programm ausgestrahlt wird. Gründe genug also für uns, einen Blick hinter die Kulissen des Radio 100,7 zu werfen, um zu erfahren, wie ein typischer Tagesablauf bei einem Radiosender aussieht.

Eine politische Initiative

Dass „Radiomachen“ heute kaum noch vergleichbar ist mit den Anforderungen der Anfangsjahre, weiß auch Jean-Paul Hoffmann. Zu dieser Entwicklung habe zweifelsohne auch das Internet beigetragen. Zwar werde das Radio 100,7 auch heute noch seiner Bestimmung gerecht, zusätzlich zu seinem Informationsauftrag auch Plattform zu sein für zahlreiche Vereinigungen und Organisationen, denen Ausdrucksmöglichkeiten gegeben würden, indem ihnen zweckmäßigen Sendeplatz eingeräumt werde, doch stamme dieser Gedanke noch aus der Zeit, bevor es das Internet gegeben habe. „Wir befinden uns Ende der 80er Jahre. Und viele dieser Einrichtungen haben eine Ausdrucksmöglichkeit gesucht. Das war ein entscheidendes Element zur Gründung eines öffentlich-rechtlichen Radiosenders.“

Die Idee zur Schaffung des Soziokulturellen Radios müsse man im Kontext der Liberalisierung der Rundfunkfrequenzen Anfang der 90er Jahre sehen, erklärt Jean-Paul Hoffmann. Piratenradios seien damals aufgetreten und hätten die Liberalisierung mit begünstigt, nicht nur in Luxemburg, sondern vor allen Dingen in unseren Nachbarländern Belgien und Frankreich, wo die Szene der Piratensender sehr dynamisch gewesen sei.

Insbesondere aber gehe die Entstehung des Soziokulturellen Radios auf eine politische Initiative zurück, an deren Wiege der damalige Kulturminister Robert Krieps und der damalige Regierungschef Jacques Santer standen. Robert Krieps sei es vordergründig darum gegangen, das Konzept des öffentlich-rechtlichen Rundfunks umzusetzen und gesetzlich zu verankern. „Das gab es zu dem Zeitpunkt in Luxemburg nicht“, erinnert sich 100,7-Direktor Jean-Paul Hoffmann, der die Entwicklungen seinerzeit als Berufsjournalist der Wochenzeitung „d'Lëtzebuerger Land“ aus nächster Nähe verfolgte. Stattdessen habe das Luxemburger Modell auf einem „hybriden“ Konzept basiert, das einem kommerziellen Radio- und Fernsehsender – RTL – über ein Lastenheft vorschrieb,

auch öffentlich-rechtliche Aufgaben zu übernehmen.

Andere Zielvorgaben

Dass ein solches Modell an seine Grenzen stoße, liege in der Natur der Sache. „Ein kommerzieller Sender arbeitet profitorientiert.“ Ein öffentlich-rechtliches Radio hingegen verfolge andere Zielvorgaben. Und gerade auch diese Überlegungen hätten letztlich zur Schaffung des Soziokulturellen Radios geführt. Dieses habe zunächst einmal seinen Platz finden müssen und sei im ersten Anlauf etwas halbherzig als eine Art „Komplementärsender“ zu RTL aufgebaut worden.

Anfangs sendete das Soziokulturelle Radio aus den RTL-Studios auf dem Kirchberg, dies mit einem Halbtagsprogramm. Unter dem Impuls seines Vorgängers im Amt, Fernand Weides, sei es dann aber sehr schnell zu einem Ganztagsprogramm mit gleichzeitiger technischer Abnabelung von der CLT, der Betreibergesellschaft der RTL-Programme, gekommen. Aus heutiger Sicht wirke die Vorstellung seltsam, dass sich Luxemburg als wohlhabendes Land kein öffentlich-rechtliches Radio leisten wollte. Was einst zögerlich begonnen habe, hätte dann schnell seinen Lauf genommen. Und mit der Zeit sei es all dem, nach einem langjährigen Entwicklungsprozess, „eben genau das geworden, was heute hier steht.“

„Das, was heute hier steht“, lässt sich allemal zeigen – davon konnte sich „fonction publique“ bei einem Besuch überzeugen. Modern eingerichtete Studios für Nachrichten und Unterhaltung sichern den Mitarbeitern erstklassige Arbeitsbedingungen. Neben Sende-, Nachrichten- und Aufnahmestudios bietet ein weitaus geräumigeres Studio im Untergeschoss auch die Möglichkeit für Rundtischgespräche zu aktuellen Fragen. Es findet heute kaum noch eine Pressekonferenz in Luxemburg statt, bei der nicht auch das Radio 100,7 vertreten ist. Darüber hinaus kam es in jüngster Vergangenheit immer wieder vor, dass die Nachrichtenredaktion mit einem wahren Scoop aufwartete. Darauf ist 100,7-Chef Jean-Paul Hoff-

mann natürlich besonders stolz und kann auch gleich mehrere Beispiele nennen, von der Akte Cargolux über die SREL-Enthüllungen bis hin zur Frisoni-Nachfolge auf dem Chefsessel in der Abtei Neumünster. Allein daraus gehe deutlich hervor, dass es sich beim Radio 100,7, auch als öffentlich-rechtliche Einrichtung, keinesfalls um ein sogenanntes „Regime“-Radio handle, sondern um einen Radiosender, der in völliger Unabhängigkeit seine Arbeit verrichte.

Zwar erreichten – und das belegten die Statistiken – die Nachrichtensendungen die höchsten Einschaltquoten, doch verstehe sich das „100,7“ keinesfalls als ein „Generalistenradio“. Vielmehr wolle das Radio 100,7 ein sogenanntes „radio d'offres“ sein mit – über die Woche verteilt – Beiträgen, die auf unterschiedliche Zielgruppen ausgerichtet seien. Es müsse genauso etwas im Angebot sein für denjenigen, der klassische Musik mag, als für denjenigen, der an philosophischen Beiträgen, Worldmusic, Jazz oder Informationen zu Kulturereignissen interessiert sei. Sendebeiträge, die sich an ein breites Publikum richten, blieben dabei aber nicht völlig aus: Zwar finde man keine Kochsendung im eigentlichen Sinne des Wortes im Wochenprogramm, dafür aber z.B. Ernährungsforen oder Beiträge, die einen direkten Bezug zur Landwirtschaft hätten. Aber auch bei diesen Sendungen wolle man dem Qualitätsanspruch der Zuhörer gerecht werden, durch die Vermittlung einer Menge Hintergrundinformationen beispielsweise. Während der Woche spreche das Programm demnach unterschiedliche Zielgruppen an. Und so wie der Leser einer Tageszeitung diejenigen Seiten umblättern könne, die ihn nicht unbedingt interessierten, wüssten auch die Zuhörer des Radio 100,7 ganz genau, an welchem Wochentag und zu welcher Uhrzeit eine Sendung ausgestrahlt werde, die sie besonders anspreche.

Das Publikum als Auftraggeber

Eine derartige Programmphilosophie könne man freilich nur dann verfolgen, wenn es prioritär nicht darum

Aufgrund der Tatsache, dass das Radio 100,7 Luxemburg in der Europäischen Rundfunkunion EBU vertritt, hat es die Möglichkeit, Konzertaufführungen des OPL und anderer Ensembles in den Verteiler der EBU einzuspeisen, um so in zahlreichen europäischen Ländern mehrere Millionen Zuhörer zu erreichen. Unser Bild entstand anlässlich des Eröffnungskonzertes zum Auftakt der 100-Jahr-Feiern der CGFP im Jahre 2009.

Foto: Christof Weber





geht, die Einschaltquoten und Werbeeinnahmen zu maximieren. Ein rein kommerzieller Sender könne kaum nach dieser Grundeinstellung arbeiten. „Wir sind nicht in erster Linie nur auf eine Maximierung der Hörerzahlen aus. Wir wollen auch in die Breite gehen“, erklärt Jean-Paul Hoffmann das Konzept. Er lehnt sich gern an das Selbstverständnis des Schweizer Rundfunks an: „Das Publikum ist unser Auftraggeber.“ Der Anspruch sei, ein vielfältiges Programm mit Informationen, Hintergrundberichten, Magazinbeiträgen und Kultursendungen in unterschiedlichen Formaten anzubieten, angefangen bei Kultur- und Nachrichten, über Rezensionen bis hin zur integralen Live-Übertragung von Konzerten.

Aufgrund der Tatsache, dass das Radio 100,7 Luxemburg in der Europäischen Rundfunkunion („European Broadcasting Union“), kurz EBU, vertrete, habe es die Möglichkeit, Konzertaufführungen des OPL und anderer Ensembles, die in der Philharmonie oder in anderen Sälen aufgezeichnet werden, auch in den Verteiler der EBU einzuspeisen, live oder zeitversetzt. „Da bekommt der kleine Sender aus Luxemburg eine völlig andere Dimension“, sagt Jean-Paul Hoffmann mit berechtigtem Stolz und fügt hinzu: „Während wir in Luxemburg mittlere Einschaltquoten von um die fünf Prozent erreichen, sind wir mit solchen EBU-Beiträgen in zahlreichen europäischen Ländern bei mehreren Millionen Zuhörern präsent.“

Und genau darin sieht Jean-Paul Hoffmann einen weiteren Auftrag, dem das Radio 100,7 gerecht werden wolle: „Aufführungen luxemburgischer Ensembles bringen wir nicht nur einem Luxemburger Publikum nahe, sondern sorgen für deren Bekanntmachung weit über die Landesgrenzen hinaus.“ Innerhalb von anderthalb Jahren seien nicht weniger als 177 solcher Anträge seitens der EBU an das Radio 100,7 herangetragen worden, untermauert der 100,7-Direktor die Bedeutung dieses Aspektes mit einer konkreten Zahl. Bei den Partnerschaften steche in der Tat die Kooperation mit der Philharmonie besonders hervor, nicht zuletzt aufgrund der Tatsache, dass auch das OPL direkt daran gekoppelt sei. Darüber hinaus sei das Radio 100,7 mit allen professionellen Orchestern in Luxemburg wie den „Solistes Européens“, dem Kammerorchester oder der Militärmusik Partnerschaften eingegangen. Ferner bestünde eine enge Zusammenarbeit mit einer ganzen Reihe von Festivals: Syrdall, Vallée de l'Alzette, Bissen, Burglinster, Marnach, Echternach,

Wiltz und dem „Concert Actar“ im hauptstädtischen Musikkonservatorium. „Wir verstehen uns demnach auch ein wenig als verlängerter Arm der Kulturszene in Luxemburg. Das Radio soll Spiegelbild der kulturellen Vielfalt in Luxemburg sein.“

Unabhängigkeit als Voraussetzung

Wenn ein Unternehmen einen neuen „Chef“ bekommt, ändert sehr häufig auch die Strategie des Hauses. Auf diese Frage angesprochen, hält sich Jean-Paul Hoffmann erst einmal bedeckt. „Ein Radio ist wie ein Supertanker, der einen Kurswechsel nur langsam vollziehen kann“, zieht er den Vergleich. Und so ändere man auch ein Radioprogramm nicht „einfach so über Nacht“. Das habe damit zu tun, dass die Programmelemente von langer Hand vorbereitet würden. Hinzu komme, dass auch die Zuhörerschaft ihre Gewohnheiten habe, die man nicht von heute auf morgen über Bord werfen könne. Nichtsdestotrotz sei ab Januar mit Änderungen an der Programmstruktur zu rechnen, die dann auch die Handschrift des neuen Direktors trügen.

Eins sei dabei jedenfalls klar: Das größte Kapital eines Radiosenders sei dessen Ruf. Und der wiederum hänge weitgehend von der Programmqualität ab. Die Anforderungen an die Programmierer seien dabei alles andere als kompromissfähig. Eine weitere Voraussetzung, um beim Publikum, sprich den Radiohörern, glaubhaft zu bleiben, sei die Unabhängigkeit des Senders, die unbedingt gewahrt bleiben müsse, insbesondere bei einem öffentlich-rechtlichen Radio. Und schließlich müsse das Radio den Hörern auch zugänglich gemacht werden, und dies in allen Regionen des Landes. Um diesbezügliche Defizite, insbesondere im Norden und im Osten des Landes, wettzumachen, müsse beispielsweise eine zweite Frequenz genutzt werden. Das wiederum stelle die Frage nach zusätzlichen finanziellen Mitteln zum Betrieb dieser Frequenz.

Radio und Internet

Nicht zu vergessen sei dabei aber auch das Zusammenspiel zwischen Radio auf der einen Seite und Internet auf der anderen. Jean-Paul Hoffmann spricht von „einer neuen Galaxie“, die gerade im Entstehen sei. Anders als früher werde Radio heute neben dem mobilen Empfang im Auto oder dem herkömmlichen Radioempfänger in der Stube auch zunehmend über das Internet gehört. Der Wunsch nach „Radio-on-demand“-Angeboten im Internet werde zusehends größer. Das

online-Radiohören sei heute weit verbreitet, ob über PC, Smartphone oder Tablet – und dieser Entwicklung gelte es gerecht zu werden. Heute schon würden international über 60 Prozent der Internetnutzer Radio online hören. Für einen Programmanbieter sei es von entscheidender Bedeutung, mit diesen Tendenzen Schritt zu halten. „Wir dürfen diese Entwicklung nicht unterschätzen. Es hängt sehr viel davon ab.“ Und dabei gehe es nicht nur darum, den Nutzern das Radioprogramm live übers Internet zugänglich zu machen, sondern gleichzeitig auch die technischen Voraussetzungen zu schaffen, damit sie auf Archive und streaming-Programme zurückgreifen könnten, ganz nach den Prinzipien des eben bereits erwähnten „Radio-on-demand“. Parallel dazu befindet sich die gesamte Radio-Musik-Industrie derzeit in völligem Umbruch. Und wer mithalten wolle, müsse alles daran setzen, „einem interessierten Publikum einen möglichst einfachen Zugang zu diesen Audio-Dateien zu ermöglichen.“

Die Frage, ob das Radio 100,7 auch einmal Fernsehen machen wolle, verneint Direktor Jean-Paul Hoffmann und verweist darauf, dass man sich auf das Kerngeschäft konzentrieren wolle.

Ganz allgemein betrachtet, sieht Jean-Paul Hoffmann in Sachen internationale Zusammenarbeit Entwicklungspotenzial. „Wir haben Themen im Angebot, die für unsere Nachbarn von Interesse sind, und auch umgekehrt“, begründet der

über einen Mehrjahresplan geregelt sei, der eine längerfristige Planung zulasse. Bei einem Funktionshaushalt von 4,6 Millionen Euro im Jahr für ein 24-Stunden-Programm mit einer Mannschaft von 35 Mitarbeitern müsse man wohl eher von einem eng gestrickten Etat sprechen. Auch in finanziell schwierigen Zeiten dürfe die Frage nach der Finanzierung des Senders wieder zum Thema werden. Heute wie vor 20 Jahren stelle sich die Frage, was sich Luxemburg ein öffentlich-rechtliches Radio kosten lassen wolle.

Ein Schlusswort

Auf die Prioritäten der Zukunft angesprochen, fällt die Antwort ganz eindeutig aus: „Wir müssen auch künftig das breite Programmangebot und die öffentlich-rechtliche Programmqualität gewährleisten, die sich unser Publikum berechtigterweise erwartet. Nicht aus dem Auge verlieren dürfen wir dabei unseren Auftrag, Spiegelbild zu sein der komplexen und vielfältigen Luxemburger Realitäten mit all ihren Facetten, ob wirtschaftlicher, kultureller oder sozialer Natur. Und wir müssen relevant bleiben. Wir dürfen kein beliebiges Programmangebot haben, sondern müssen Themen behandeln, die für unsere Hörer von Belang sind, ganz nach dem Motto:

„Alles, wat wichteg ass, zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus.“

s.h.



100,7-Chef die angestrebte Kooperation mit ähnlich gelagerten Sendern in der Großregion. Dabei gehe es sicherlich nicht darum, ganze Programmteile von der einen oder anderen Rundfunkanstalt eins zu eins zu übernehmen, sondern vielmehr darum, punktuell zusammenzuarbeiten, angefangen beim Verkehrsfunk bis hin zur Ausstrahlung von gemeinsamen Radiosendungen, wie es beispielsweise schon bei den sogenannten „Schengener Gesprächen“ mit dem Saarländischen Rundfunk praktiziert worden sei. In puncto Kultur richte z.B. das Saarland den Blick recht häufig auf Luxemburg – viel häufiger als das umgekehrt der Fall sei. Das liege zumindest teilweise auch daran, dass das kulturelle Angebot in Luxemburg – Philharmonie, Rockhal, Theater – hinsichtlich Qualität und Vielfalt vielleicht attraktiver sei.

Stellt sich schließlich noch die Frage nach der Finanzierung des Senders: Als öffentlich-rechtlicher Rundfunk werde das Radio 100,7 derzeit vom Kulturministerium getragen, und zwar von Jahr zu Jahr. 100,7-Direktor Jean-Paul Hoffmann bedauert, dass die Finanzierung, anders als bei anderen öffentlichen Einrichtungen, nicht

Der neue Sitz des Radio 100,7, das sind:

- zwei Sendestudios
- ein Produktionsstudio
- eine Interviewkabine
- zwei Aufnahmekabinen
- 900 Quadratmeter Bürofläche für Redaktion, Verwaltung, Bibliothek, etc
- ein Serverraum
- ein großflächiges Studio für Rund-Tisch-Gespräche
- eine Nutzungsfläche von insgesamt 1.800 Quadratmetern

Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch eines jeden

BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit und zwar zu den allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:	mit:
Wohnungsbau/-kauf	Sofortkredit
Modernisierung	CGFP-Vorzugsdarlehen
Grundstückwerb	Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an: **OEL/CGFP** 

Oeuvre CGFP
d'Épargne-Logement
B.P. 595 - L-2015 Luxembourg

Baukredit: _____
(Name)

(Vorname)

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

Ich bitte um
unverbindliche
Beratung durch einen
CGFP/BHW-Berater

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2013

Baufinanzieren aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Épargne-Logement

BHW Dispo maXX

Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Épargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohntraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld. Für jene, die sofort mit dem Bauen anfan-

gen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenszinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenszinsen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Zudem sind die Zinserträge auf Bausparguthaben von der Quellensteuer befreit (ein CGFP-Erfolg). Das lohnt sich!

*Informieren Sie sich noch heute:
Tel.: 47 36 51.*



Neue Fliesen: Ganz schön clever



Sie sehen nicht nur gut aus, sondern haben richtig was drauf: Dank veredelter Oberfläche sind neue Fliesenmodelle hygienisch, pflegeleicht und sorgen für frische Luft.

Keine Chance den Keimen im Badezimmer! Neuartige sogenannte HT-Fliesen sind mit einer Glasur behandelt, die eine Reaktion zwischen Licht, Sauerstoff und Luftfeuchtigkeit auslöst – Bakterien werden zersetzt. Die Oberfläche kann man leicht reinigen: Wasser verteilt sich auf ihr als dünner Film, Schmutz wird unterspült und lässt sich so problemlos entfernen. Störende Gerüche wie Küchendunst oder Tabakrauch werden abgebaut. Die vielseitige Oberfläche nutzt sich dabei nicht ab – sie wird eingebrannt und hält das ganze

Fliesenleben lang. Neu sind auch Modelle, die durch ihre schlanke Silhouette beeindruckend sind: Fliesen mit einer Stärke von gerade fünf Millimetern – der Standard liegt bei acht bis elf Millimetern – sind im Kommen. Ralf Palm von der BHW Bausparkasse: „Bei der Sanierung eines Badezimmers lassen sich dünne Fliesen über die vorhandenen legen. Das spart viel Zeit und macht auch weniger Dreck als das Abschlagen der alten Fliesen.“ Weiterer Pluspunkt: Extradünne Fliesen lassen sich ideal mit einer Fußbodenheizung kombinieren, denn die Strahlungswärme stößt auf weniger Widerstand und breitet sich schneller im Raum aus. Kostenpunkt: circa 55 bis 70 Euro pro Quadratmeter.

Einbruchschutz aus der Ferne



Elektronische Systeme im Haus bieten vielfältigen Schutz gegen ungebetene Gäste und warnen auch vor Einbrechern, wenn die Eigentümer unterwegs sind.

Die Polizei rät, bei längerer Abwesenheit mithilfe von Nachbarn oder Technik das Haus bewohnt erscheinen zu lassen. Doch Vorsicht: Die Ganoven sind lernfähig. „Die klassische Zeitschaltuhr ist ein alter Hut und für Einbrecher allzu leicht zu durchschauen“, sagt Wohnexpertin Iris Laduch-Reichel von der BHW Bausparkasse. Sie rät dazu, mit intelligenter Technik neue Hindernisse in den Weg zu legen. „Mit KNX-Systemen können Eigenheimbesitzer Lichtschalter

und automatische Rollläden einfach vom Smartphone aus bedienen und so auch aus der Ferne Anwesenheit simulieren.“ KNX, das Europäische Standardsystem zur Gebäudeautomation, vernetzt per Funk oder Kabel elektrische Funktionen im Haus und macht sie übers Internet zugänglich. Auch die klassische Alarmanlage kann so per Mobiltelefon oder Tablet-PC überwacht werden. Zusätzlichem Schutz bieten auf dem Grundstück installierte Kameras, deren Bilder von unterwegs abgerufen werden können. Und wenn Diebe trotz dieser Vorkehrungen einen Einbruchversuch wagen? Dann sendet ein Bewegungsmelder dem Hausbesitzer eine SMS.

Logement et habitat durables

La Chambre des fonctionnaires et employés publics se prononce

Par dépêche du 19 juin 2013, Monsieur le Ministre du Logement a demandé l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de loi relative à la promotion du logement et de l'habitat durables. Nous publions ci-après l'essentiel de cet avis que la Chambre a adopté dans sa séance plénière du 10 octobre 2013.

1. Contexte général

Le projet de loi abroge la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (ci-après «loi de 1979»), et se situe dans le cadre d'une nouvelle politique voulant se préoccuper aussi bien d'un logement que d'un habitat plus durables.

Selon les auteurs du projet de loi, «l'habitat» constitue une notion plus large que celle du «logement» du fait qu'elle comprend le lieu de vie dont le logement fait partie, tout en englobant les activités commerciales et les équipements de service public, les alentours, les infrastructures environnantes ainsi que les comportements et habitudes que génèrent les différents modes d'habitation.

Pour ce qui est du domaine du logement, il y a lieu de rappeler de prime abord que la Constitution luxembourgeoise ne retient pas explicitement un droit au logement.

Toutefois, un droit d'accès au logement est consacré dans divers traités et conventions auxquels l'État luxembourgeois a souscrit, notamment dans la Déclaration de Vancouver, adoptée en 1976 par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, par laquelle les parties prenantes ont déclaré que «disposer d'un logement et de services suffisants est un droit fondamental de l'homme et les gouvernements ont donc le devoir de faire en sorte que tous leurs ressortissants puissent exercer ce droit, en commençant par aider directement les couches les plus défavorisées de la population en instituant des programmes qui encouragent l'initiative personnelle et l'action collective.»

Garantir l'accès à un logement n'oblige donc pas l'autorité publique à fournir un logement à toute personne qui en fait une demande, mais elle doit, par ses politiques et programmes, promouvoir l'accès au logement de tous ses ressortissants et apporter une aide aux personnes qui, pour des raisons financières ou pour toute autre raison indépendante de leur volonté, ne trouvent pas de logement approprié.

L'État luxembourgeois y répond par le biais de sa participation aux activités de promoteurs publics et, dans une certaine mesure, de promoteurs privés, moyennant des aides financières publiques, ainsi que par des aides personnelles allouées principalement aux acquéreurs d'un logement (ce qui va bien au-delà du respect du simple droit d'accès) et, dans une moindre mesure, aux locataires.

Le projet de loi sous avis passe en revue les différentes aides étatiques dans le cadre d'une nouvelle politique favorisant le développement d'un logement et d'un habitat plus durables. Il s'agit en l'occurrence, dans la très grande majorité, d'aides individuelles à l'accès



à la propriété et d'aides écologiques ou énergétiques.

S'y ajoutent des aides pour le développement d'un habitat durable qui visent l'accroissement de l'offre de logements financièrement abordables, aussi bien sur le marché de l'accès à la propriété que sur le marché locatif.

Les aides individuelles en matière de location se limitent toutefois à une aide au financement de la garantie locative et à une subvention temporaire de loyer au bénéficiaire exclusif de ménages à faible revenu (projet de loi à part en cours de procédure législative).

Par contre, les autorités publiques subventionnent largement la construction de logements dits «sociaux» et destinés principalement à des locations à loyer modéré pour des ménages à faible revenu, et accessoirement destinés à la vente dans le cadre de la promotion de la mixité sociale.



2. Principales innovations et modifications introduites par le projet de loi

2.1. Aides socio-économiques

- Les conditions d'octroi de la garantie de l'État de bonne fin de prêts hypothécaires sont élargies;
- le principe de la subvention de loyer est ancré dans la loi;
- la prime individuelle pour frais d'infrastructures et d'honoraires est directement versée aux acquéreurs;
- le cercle des personnes éligibles pour une participation aux frais d'aménagements spéciaux de logements répondant aux personnes handicapées est étendu;
- une possibilité est introduite pour les demandeurs d'une aide de donner mandat au gestionnaire du dossier

de faire toutes les démarches administratives pour obtenir les certificats et renseignements nécessaires pour l'instruction du dossier.

Sont abolis:

- le cumul de la prime de construction avec la prime individuelle pour frais d'infrastructures et d'honoraires;
- le complément de prime pour frais d'architecte et d'ingénieur-conseil;
- l'aide d'épargne-logement pour nouveau-né;
- la bonification d'intérêt. (voir encadré en page 19)

2.2. Aides énergétiques et écologiques

- Les conditions d'octroi de la prime pour la construction d'un logement à performance énergétique élevée sont changées;
- les primes pour installations techniques valorisant les sources d'énergies renouvelables sont soumises à une nouvelle condition d'ancienneté;
- les ménages les plus défavorisés éligibles au prêt à taux zéro pour l'assainissement énergétique de leur logement peuvent bénéficier **gratuitement** de conseils d'un conseiller en énergie.

Par ailleurs, de nouvelles aides pour lutter contre la pauvreté énergétique sont également introduites, à savoir:

- un complément à la prime assainissement énergétique (augmentation jusqu'à 20% du montant de la prime si les ménages en bénéficiant répondent à certains critères socio-économiques);
- un prêt à taux zéro pour l'assainissement énergétique pour des ménages à très faible revenu;
- un complément à l'assainissement énergétique pour les ménages à faible revenu ne pouvant bénéficier du prêt à taux zéro pour l'assainissement énergétique;
- des nouvelles aides pour les matériaux de construction et des aides pour la certification de logements durables.

2.3. Aides pour le développement d'un habitat durable

Sont introduits:

- la prise en charge, par l'État, des charges d'intérêt des promoteurs qui remplissent certaines conditions;
- la participation financière de l'État à l'acquisition de terrains par des promoteurs publics et privés;
- l'institution de modalités de fixation des loyers des logements subventionnés destinés à la location avec également possibilité d'achat de ces logements par les locataires;
- la création d'un cadre légal à la gestion locative sociale, et extension des activités d'agence immobilière sociale à d'autres organismes œuvrant dans le domaine du logement locatif;
- l'actualisation de certains termes et références reprises des dispositions de la loi de 1979 sur l'assainissement par zones.

2.4. Critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité, d'habitabilité et de location

- Les critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité, d'habitabilité et de location sont précisés;
- les notions d'une «chambre meublée» et d'un «logement collectif» sont définies;
- la notion de «surface au sol» pour déterminer la surface habitable minimum pour une personne logée est précisée;
- les propriétaires et les exploitants-gérants sont responsabilisés et devront le cas échéant pourvoir au relogement des occupants.

3. Remarques générales

Au stade actuel, de nombreuses dispositions essentielles concernant les conditions d'octroi et de calcul des aides publiques sont définies dans des règlements grand-ducaux, surtout dans celui du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics a rappelé, à maintes reprises, que même si aux termes de l'article 36 de la Constitution «le Grand-Duc prend les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois», encore faut-il que la loi prévoie les principes et les grandes lignes en la matière, le règlement ne pouvant fixer que les questions de détail.

La Chambre constate qu'il a été partiellement tenu compte de cette remarque dans la mesure où une partie des conditions importantes contenues dans des règlements grand-ducaux ont été reprises dans le projet de loi sous avis.

Néanmoins, certaines des règles générales, définitions, conditions et modalités applicables à l'ensemble ou à une bonne partie des aides sont toujours abandonnées à des règlements grand-ducaux, alors que le projet de loi reste muet si les dispositions afférentes



LE DEPOT A TAUX PROGRESSIF
Fidélité récompensée !



SPUERKEESS
Äert Liewen. Är Bank.

actuelles seront reconduites ou si elles seront modifiées.

En outre, une révision des aides devrait être précédée d'une analyse approfondie de leur impact sur la situation et les prix du marché du logement. Cette analyse n'est fournie que de manière superficielle; l'exposé des motifs joint au projet de loi reste très approximatif et discret dans l'analyse des défaillances du marché à assurer à tous un logement à un prix abordable.

Ainsi, pour ce qui est de la capacité des ménages de financer l'acquisition ou la location d'un logement, le projet de loi se réfère à une étude de l'Observatoire de l'Habitat, dépassée par l'évolution, concernant l'impact du coût du logement sur le budget des ménages selon leur niveau de vie en 1996 et 2006, alors que des données plus récentes sont disponibles auprès du STATEC.

Il s'ensuit que les chiffres repris dans l'exposé des motifs ne font état que de manière très biaisée de la gravité de la situation.

Selon l'enquête EU-SILC de 2010, pour 17.686 ménages (sur un total de 192.000 ménages), le prix du loyer est devenu inabordable du fait que les coûts du logement (frais de loyers, d'intérêts sur des prêts immobiliers, d'énergie, d'eau, d'assurance obligatoire, etc.), dépassaient 40% de leur revenu disponible.

Pour ce qui est de la définition du prix abordable, la Chambre des fonctionnaires et employés publics a bien lu dans l'exposé des motifs qu'au Luxembourg un taux d'effort pour un logement est «communément considéré comme acceptable et raisonnable» aussi longtemps qu'il ne dépasse pas le tiers du revenu.

Or, la définition d'un prix abordable ne se retrouve nulle part dans un texte légal. Aussi le projet de loi sous avis ne prévoit-il pas de mesure spécifique lorsqu'un ménage doit faire face à un surcoût de logement dépassant le tiers voire 40% du revenu disponible.

Si l'on ajoute aux quelque 18.000 ménages confrontés à un surcoût de logement ceux qui vivent dans des logements indécents ou en surpeuplement, on se rend vite compte de la gravité de la situation.

En outre, il faudra s'attendre à ce que, dans les prochaines années, le nombre de ménages-locataires vivant avec un surcoût de logement grandira proportionnellement avec l'augmentation du risque de pauvreté, tandis que le nombre de ménages-propriétaires obligés de dépenser plus de 40% de leur revenu augmentera rapidement dès que les taux d'intérêt sur prêts hypothécaires croîtront.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics approuve donc que le projet de loi réaffirme l'objectif fixé dans le Paquet Logement et entend «se doter d'outils supplémentaires afin de persévérer dans une politique active du

La Chfep s'oppose à la suppression de la bonification d'intérêt

La bonification d'intérêt (réduction du taux d'intérêt débiteur d'un prêt hypothécaire de 0,75% par enfant à charge) ne figure plus dans la nouvelle loi.

L'exposé des motifs et le commentaire des articles restent muets sur les raisons qui sont à la base de l'abolition de cette aide, qui représente à l'heure actuelle une dépense budgétaire annuelle de 16,1 millions d'euros. Le fait de ne plus l'attribuer à de nouveaux bénéficiaires après l'entrée en vigueur de la loi correspond à une économie budgétaire immédiate de 300.000 euros l'an entre 2014 et 2016.

Toutefois, l'article 14bis de la loi de 1979, qui autorise l'État à accorder une bonification d'intérêt à des ménages ayant des enfants à charge, est maintenu en tant que disposition transitoire (article 61 du projet de loi sous avis), et le texte précise que les ménages qui, au moment de la mise en vigueur de la loi, profitent déjà de cette aide (21.817 en avril 2013), continueront à en bénéficier.

Selon la fiche financière annexée au projet de loi, aucun nouveau dossier émanant de la part de ménages qui acquerront leur logement après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi n'est plus accepté.

Le commentaire des articles précise néanmoins que toute personne propriétaire d'un logement avant la mise en vigueur de la loi sous avis pourra encore obtenir une bonification d'intérêt à l'avenir, en cas de naissance d'un enfant après la mise en

vigueur de la nouvelle loi. Cette disposition ne se retrouve toutefois pas dans la disposition transitoire (article 61 (3)) du projet de loi. Elle est par ailleurs discriminatoire vis-à-vis d'un ménage qui, avant la mise en vigueur de la loi, n'avait pas la chance d'être propriétaire d'un logement.

Or, comme l'article 14bis de la loi abrogée de 1979 concernant l'aide au logement est maintenu (à durée indéterminée), les conditions et modalités d'octroi de cette aide, reprises aux articles 46 à 50 du règlement grand-ducal du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement, restent également d'application, aussi longtemps que ledit règlement n'est pas abrogé.

L'article 46 dudit règlement grand-ducal dispose que «la bonification d'intérêt prévue à l'article 14bis de la loi est accordée au demandeur qui remplit les conditions suivantes: (...)». Il résulte donc du maintien de l'article 14bis que, même après la mise en vigueur de la nouvelle loi, la bonification d'intérêt doit être accordée à tout demandeur qui remplit les conditions requises.

Quoi qu'il en soit, la Chambre des fonctionnaires et employés publics s'oppose à la suppression totale de la bonification d'intérêt, mais propose de la lier à des conditions de revenu et de fortune (immobilière).

logement en vue de réaliser des lieux d'habitat offrant une grande qualité de vie dans un espace urbain et rural idéal, le tout à un prix plus abordable».

Il faut reconnaître que, depuis des décennies, les autorités publiques (État et communes) ont investi massivement dans le logement et ont mis en œuvre de nombreuses mesures d'encadrement, des actions (Paquet Logement / Pacte Logement) et des aides financières pour augmenter l'offre des logements et pour réduire le coût du foncier et de l'habitat.

Malheureusement, force est de constater que, malgré les programmes et les aides financières publiques allouées, le nombre de ménages confrontés à un surcoût du logement est en constante progression.

En plus, selon une étude du CEPS/INSTEAD, les ménages avec les revenus les plus faibles verraient leur taux d'effort augmenter en moyenne de 9,2% s'ils ne touchaient pas d'aides publiques.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics approuve donc que, selon l'exposé des motifs, «à part le complément de prime pour frais d'architecte et d'ingénieur-conseil (...) toutes

les aides socio-économiques prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 et les règlements d'exécution ont été reprises dans la nouvelle loi».

Force est toutefois de constater qu'en réalité le projet de loi n'abolit pas seulement le complément pour frais d'architecte précité, mais également l'aide d'épargne-logement pour nouveau-né, ainsi que la bonification d'intérêt.

(...)

La Chambre regrette qu'il n'existe pas au Luxembourg d'étude mesurant l'impact des aides publiques sur les prix du marché. La Chambre est néanmoins persuadée que les aides publiques incitent le marché à augmenter les prix.

Pour ce qui est des prix des terrains, l'exposé des motifs se réfère de nouveau à une étude obsolète de 2007, notamment celle du Conseil Économique et Social portant sur les prix de 1993 à 2004.

Même sans données sur la flambée des prix des terrains, il est évident que la rareté des terrains va, sans intervention déterminée de l'État, continuer à faire grimper les prix, ceci d'autant plus que les 2.701 hectares de terrains actuellement disponibles dans les zones d'agglomérations seront largement insuffisants pour couvrir les besoins futurs en logements.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics s'étonne dans ce contexte que les auteurs du projet de loi sous avis se réfèrent, pour l'évaluation de la future demande de logements, à une étude du STATEC de 2007 portant sur la période 2005-2020, alors que ce dernier a publié en 2011 une nouvelle estimation en la matière portant sur la période 2010 à 2030.

Selon ces projections, il faudrait, entre 2010 et 2030, 129.000 logements nouveaux, soit en moyenne annuelle près de 6.500 unités pour couvrir les besoins résultant de la croissance de la population (4.000), du renouvellement et du remplacement du parc résidentiel (2.300) et du maintien d'un taux frictionnel (200).

Or, au niveau de l'offre, en 2010, un peu plus de 2.800 logements ont été achevés, alors qu'en moyenne 2.787 logements ont été construits entre 2002-2010. Il s'ensuit qu'au rythme actuel, l'insuffisance de production de

logements sera beaucoup plus importante que celle sur laquelle ont tablé les auteurs du projet de loi.

Il est donc à craindre que l'augmentation de l'offre ne puisse, encore moins, suivre celle de la demande, avec comme conséquence une nouvelle hausse des prix, de plus en plus inabordable, pour une couche de la population de plus en plus grande.

L'autorité publique ne saura toutefois continuellement compenser les défaillances du marché en augmentant en permanence le nombre de bénéficiaires et le montant des aides publiques ainsi que le nombre de logements sociaux, mais devra à court terme intervenir sur le marché privé du logement, et plus spécifiquement sur la flambée des prix des terrains.

Finalement, la Chambre des fonctionnaires et employés publics déplore que, à une époque où il est partout et en permanence question de réforme et de simplification administratives, le projet sous avis prévoit une bonne vingtaine d'aides, de subventions, de primes, de participations et de compléments divers – dont certains, selon la fiche financière qui était jointe au projet, ne représentent que 10, 20 ou 30 mille euros par an! Voilà un dossier qui mériterait «simplification administrative»!

(...)

Ce n'est que sous la réserve expresse de toutes les observations, critiques et propositions qui précèdent, et tout particulièrement de son opposition ferme à la suppression de la bonification d'intérêt (voir encadré ci-dessus), que la Chambre des fonctionnaires et employés publics se voit en mesure de se déclarer d'accord avec le projet de loi lui soumis pour avis.

(voir également sous www.chfep.lu/avis/A2569.pdf. Cette page donne accès au texte intégral de l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de loi spécifié à l'intitulé)



Nous ne nous contentons pas de gérer vos avoirs. Nous vous délivrons un service de haute qualité et nos relations s'inscrivent dans le long terme. Nous prenons le temps de vous écouter, de vous connaître et de mériter votre confiance. Nous respectons vos besoins et vos préoccupations et nous vous proposons des solutions adaptées.

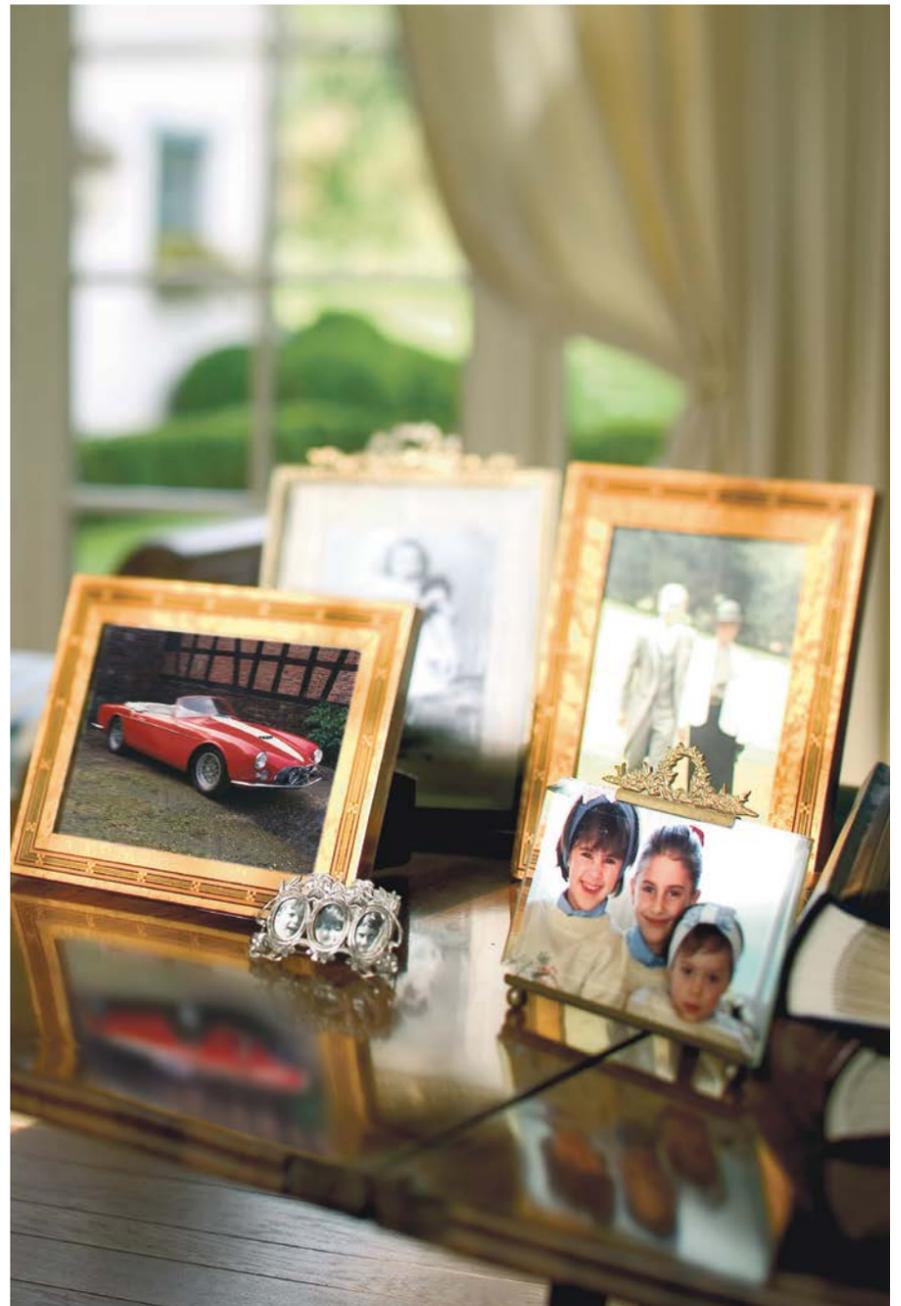
Nous faisons plus que parler investissements avec vous. Nous vous prenons en considération dans toutes vos composantes, nous abordons avec vous votre situation familiale et nous discutons de tous les problèmes liés à l'organisation et à la transmission de vos avoirs. Nous vous aidons à structurer votre patrimoine et à le préserver au moment de la transmission aux générations suivantes.

Vous êtes au centre de nos préoccupations.



AMSTERDAM | BRUXELLES | GENÈVE | LONDRES | LUXEMBOURG
MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS | VARSOVIE

WWW.KBL.LU



Découvrez le nouvel iMac chez LINEHEART CITY.

L'ordinateur de bureau dans sa forme la plus avancée.

Avec son superbe écran panoramique, les tout derniers processeurs quadricœurs Intel, des processeurs graphiques NVIDIA ultra-rapides, et bien plus, le nouvel iMac est totalement stupéfiant. Une magnifique technologie enchâssée dans un boîtier d'une incroyable finesse dont la tranche ne mesure que 5 mm.

www.lineheart.lu



TM et © 2012 Apple Inc. Tous droits réservés.

Rendez-vous chez votre expert Apple le plus proche.

LINEHEART CITY



Luxembourg-Ville

• Esch-sur-Alzette

• City Concorde

• Galerie Auchan

CGFP-Projet „Bonjour Bébé!“



D'Mme Speck schreibt vu Lomé am Togo iwwert de CGFP-Projet „Bonjour Bébé!“:

„Mir hu bis haut 307 Mammen an 310 Bebeë bei der Gebuert ënnerstëtzt a mir bekëmmern eis de Moment ëm weider 15 Schwangerschaften. An 80 Fäll hun dës Fraen a Puppelcher eng medizinesch Hëllef gebraucht, déi si ouni eis finanziell Ënnerstëtzung net kritt hätten: An den allermeeschte Fäll wier dat mat Sécherheet déidlech ausgaangen. Mir hu leider awer och 7 Doudesfäll ze mellen.“

Besicht eis Bëbeëen op der elektronischer Adress:

<https://www.facebook.com/bonjourbebetogo>

Duerfir braucht dir net bei Facebook ugemellt ze sinn, ausser dir wëllt selwer e Message hannerloossen.

**Spenden
auch Sie!**

Unterstützen auch Sie das CGFP-Hilfswerk.
Ihre Spende können Sie auf eines der beiden Konten
der „Fondation CGFP de Secours“ überweisen:

CCPL: IBAN LU46 1111 0733 4614 0000
BCEE: IBAN LU57 0019 1000 2060 6000

Ihre Spende ist im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen steuerlich absetzbar



snaidero

CUCINE PER LA VITA



KITCHEN Store

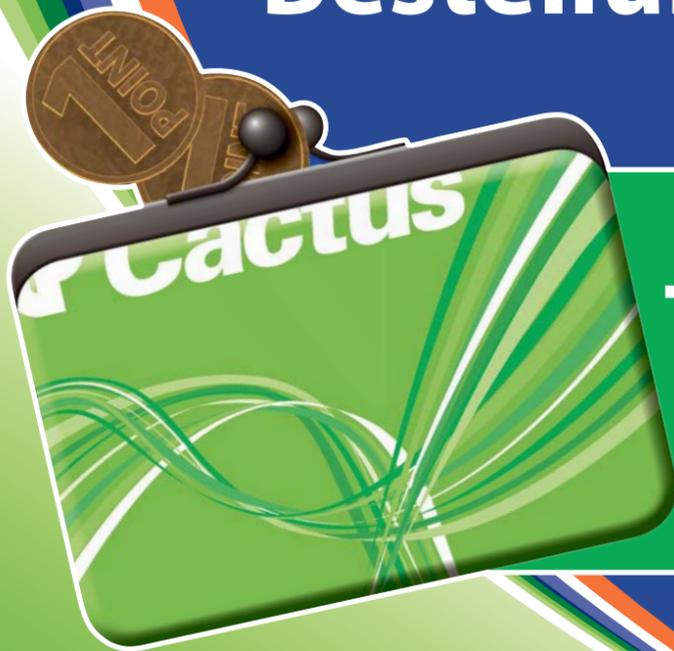
204, route d'Arlon • L-8010 Strassen
Tél.: (+352) 26 11 98 50 • www.kitchenstore.lu



**Eng Spullmaschinn + Schäffche mat
Pyrolyse + Inductionsplack vun der
Mark Siemens, offrèiert ab engem Kaf
vu 15 000 € fir Membere vun der CGFP.**

Conditions en magasin, offre non cumulable avec une autre offre passée, en cours ou à venir.

Sammelt Cactus-Punkte bei all Gulf Mazout- Bestellung ...



+250
Punkte
fir all 500 l
Mazout*

Info:
www.gulf.lu

 **92 92 92 -1**

*Dës Offer gëlt fir Lëtzebuerg. Déi éischt Liwwerung muss bor oder mat V PAY beim Chauffeur bezuelt ginn.



Cactus

Gewerkschaftsarbeit über die Grenzen hinaus

„Unabhängigkeit wahren“

CGFP-Generalsekretär und CESI-Präsident Romain Wolff zu Arbeitsgesprächen bei der ungarischen CGFP-Partner- und CESI-Mitgliedsorganisation MKKSZ

Die politischen Entwicklungen in den beiden EU-Staaten Ungarn und Luxemburg sowie die (zum Teil) unterschiedlichen Arbeitsweisen der Gewerkschaftsorganisationen in beiden Ländern waren die zentralen Themen eines dreitägigen Arbeitsbesuches von CGFP-Generalsekretär und CESI-Präsident Romain Wolff bei der CGFP-Partner- und CESI-Mitgliedsorganisation MKKSZ in Budapest. Begleitet wurde Romain Wolff dabei vom CGFP-Beauftragten für Öffentlichkeitsarbeit Steve Heiliger. CGFP und MKKSZ sind beide Mitgliedsorganisationen

der Europäischen Union der Unabhängigen Gewerkschaften (CESI) und arbeiten so auf europäischer Ebene bereits seit geraumer Zeit eng zusammen. Seit der Übernahme des CESI-Vorsitzes durch CGFP-Generalsekretär Romain Wolff im Dezember vergangenen Jahres hat sich diese ohnehin schon enge Zusammenarbeit noch weiter intensiviert. Hintergrund der Gespräche in Budapest waren die rezente Schaffung einer Berufskammer für öffentlich Bedienstete in Ungarn sowie die Zusammenlegung von lokalen Regierungsbüros in regionale Zentren.



CGFP-Generalsekretär und CESI-Präsident Romain Wolff beim Empfang am Hauptsitz der ungarischen Gewerkschaftsorganisation MKKSZ in Budapest

Hinsichtlich der politischen Situation in Ungarn sei zu bemerken, dass Viktor Orbán's Partei Fidesz 2010 in Ungarn die Macht übernommen hat und für ihre umstrittene Rechtsauslegung bekannt ist. Im März dieses Jahres hatte sich das Land mit einer viel diskutierten Verfassungsänderung laut Medienberichten „vom Rechtsstaat verabschiedet“. Große Hoffnungen setzen die Berufsorganisationen nun in die im kommenden Jahr in Ungarn stattfindenden Parlamentswahlen. Dabei steht vor allem eine Frage im Vordergrund: Wird Premier Orbán mit Fidesz seine 2010 errungene 2/3-Mandatsmehrheit behaupten können oder schafft die demokratische Opposition einen Macht- und Regierungswechsel?

MKKSZ: Lob für CESI-Arbeit

Mehr als zufrieden zeigte sich die Führungsspitze der MKKSZ in Ungarn mit der in diesem Jahr unter dem Vorsitz von CGFP-Generalsekretär Romain Wolff auf Ebene der CESI geleisteten Gewerkschaftsarbeit im Interesse von mehreren Millionen Beschäftigten. Die MKKSZ-Verantwortlichen sparten denn auch nicht mit Lob an die Adresse des CESI-Vorsitzenden. Besonders hervorgehoben wurde dabei das unlängst auf Initiative der CESI mit Luxemburger Beteiligung am Balaton Lake bei Budapest organisierte „Youth Camp“ als Auftaktveranstaltung einer ganzen Serie von Initiativen auf dem Gebiet der Jugendarbeit, die mittelfristig betrachtet vielleicht sogar zur Schaffung einer „CESI Jugend“ führen könnten. Bei den jüngsten Gesprächen in Budapest stimmten beide Seiten überein, dass Jugendarbeit wohl wichtig sei, gleichzeitig aber auch zaghaft angegangen werden sollte. Über die eigentlichen Zielsetzungen hinaus habe das „Youth Camp“ in Ungarn Jugendlichen aus weiten Teilen Europas die Gelegenheit gegeben, in Kontakt zueinander zu treten. Viele hätten diese Kontakte über soziale Netzwerke wie Facebook oder Twitter fortgeführt und stünden heute noch in engen Beziehungen zueinander, so ein Fazit.

Dass es gerade in unserer heutigen Zeit nicht immer einfach sei, junge Menschen für die Gewerkschaftsarbeit zu gewinnen, war eine andere Feststellung. Junge Leute sprächen in der Tat ihre eigene Sprache. Ihnen müsse immer wieder vermittelt werden, dass die sozialen Besitzstände von heute einst schwer erkämpft werden mussten, und es gelte, für deren Erhalt einzutreten.

Berufskammern und Gewerkschaften

Bei einer Unterredung mit dem Vorsitzenden der neugeschaffenen Berufskammer der öffentlichen Bediensteten in Budapest wurden insbesondere Parallelen zu den luxemburgischen Einrichtungen hergestellt, nach deren Vorbild die ungarischen Stellen arbeiten wollten. Es gelte vor allem, so CESI-Präsident Romain Wolff in seiner Eigenschaft als stellvertretender Vorsitzender der luxemburgischen Beamtenkammer, den Unterschied zu machen zwischen einerseits den Gewerkschaften und andererseits den Berufskammern. Jeder habe dabei spezifische Aufgaben wahrzunehmen. Es könne jedenfalls nicht angehen, dass Berufskammern die Gewerkschaften auf einmal ablösen. In Luxemburg jedenfalls habe sich dieses Modell bewährt: Die Gewerkschaften stünden ein für moralische, materielle und finanzielle Verbesserungen der Beschäftigten und die Berufskammern, als institutioneller Arm der Gewerkschaften, agierten als wahrhaft anerkannte Institutionen, indem sie beispielsweise Gutachten zu allmöglichen Gesetzesvorlagen und -entwürfen erstellten.

Dass die Zusammensetzung der Führungsgremien einer Berufskammer nur – wie in Luxemburg üblich – durch eine freie Wahl erfolgen könne, sei dabei eine Selbst-

verständlichkeit. Nur auf diese Weise könne die Unabhängigkeit der Kammer, auch gegenüber der Politik, gewahrt bleiben. Auch wenn die Mitgliedschaft in Berufsverbänden auf freiwilliger Ebene fuße, sei sie dringend ratsam, so Romain Wolff weiter, selbst dann, wenn parallel dazu Berufskammern entstünden.

Gefahren der Zusammenlegung

Am Beispiel der Region rund um Pécs, einer 200 km südlich von Budapest gelegenen ungarischen Universitätsstadt, die sich im Jahre 2010 zusammen mit Essen und Istanbul den Titel der Europäischen Kulturhauptstadt teilte, wurde den Besuchern aus Luxemburg die aufgrund einer unlängst in Ungarn durchgeführten Verwaltungsreform vorgenommene territoriale Neueinteilung des ungarischen Regierungsgebietes vor-

bergen könne, wurde bei den Gesprächen ebenso deutlich. Bedauerlicherweise wurde erst auf mehrfache Nachfrage hin erwähnt, dass parallel zur Einrichtung der regionalen Zentren im Lande zahlreiche lokale Stellen geschlossen werden müssten.

Auch verlieh CESI-Präsident Romain Wolff seiner Befürchtung Ausdruck, dass die Bündelung von Kompetenzen unter einem Dach sehr häufig mit Stellenabbau einhergehe, was aus gewerkschaftlicher Sicht völlig inakzeptabel sei. Nicht zu unterschätzen seien aber auch die häufig damit verbundenen infrastrukturellen Probleme und verkehrstechnischen Folgen, bedingt durch längere Zufahrtswege sowohl für die Beschäftigten als auch für die dort vorstellig werdenden Bürgerinnen und Bürger.

Aus Gewerkschaftssicht jedenfalls, so Romain Wolff weiter, sei es von absoluter Wichtigkeit, dass solche Reformen wie



Bei dem Gespräch mit dem Vorsitzenden der unlängst in Ungarn geschaffenen Berufskammer der öffentlichen Bediensteten ging es in erster Linie um Komplementarität und Kohärenz zwischen Berufskammern und Gewerkschaftsorganisationen

Augen geführt. In insgesamt 19 solcher regionalen Anlaufstellen, den sogenannten „government offices“, sollen die Bürgerinnen und Bürger fortan „alles aus einer Hand bekommen“, ob es sich dabei um Geburtsurkunden oder Anträge unterschiedlichster Art handle. Durch die Einrichtung von regionalen Büros und die Bündelung von Kompetenzen an einer und derselben Stelle habe die Koordination erheblich vereinfacht werden können, hieß es zur Begründung.

Dass die Zusammenlegung von Zuständigkeiten aber auch Gefahren in sich

die in Ungarn durchgeführten Zusammenlegungen in erster Linie den Bürgerinnen und Bürgern, gleichzeitig aber auch den Bediensteten dienen. Die für die Beschäftigten aus solchen Reformvorhaben erwachsenen Vorteile dürften dabei nicht nur punktuell greifen, sondern müssten sich über eine gesamte Laufbahn erstrecken, durch eine höhere Jobstabilität oder verbesserte Aufstiegsmöglichkeiten etwa.

s.h.



Am Beispiel der Region rund um Pécs wurde den Besuchern aus Luxemburg die aufgrund einer unlängst in Ungarn durchgeführten Verwaltungsreform vorgenommene territoriale Neueinteilung des ungarischen Regierungsgebietes vor Augen geführt

Eine Frage, die Sie sich stellen sollten:

Was wäre der öffentliche Dienst ohne CGFP?

Ein Nebeneinander von Einzelgruppierungen, ohne Kraft, ohne Gewicht, ausgeliefert, verschaukelt...

Die Probleme des öffentlichen Dienstes werden nicht durch Einzelgruppierungen gelöst, denen der Sinn für das Ganze, für die Gemeinschaft fehlt, und die den wahren Interessen der Staatsbeamten und -angestellten einen schlechten Dienst erweisen.

Denn was würde eine heillos zerstrittene öffentliche Funktion auf der gewerkschaftlichen Szene gegenüber den großen Verbänden und Blöcken des Privatsektors darstellen, für die die öffentlichen Bediensteten nur Ultrakorporatisten und Privilegierte sind?

Die öffentliche Funktion wäre zur Bedeutungslosigkeit degradiert – ein Schlachtfeld von sich gegenseitig überbietenden Einzelgruppierungen. Sie würde zum Spielball der parteipolitischen und ideologischen Auseinandersetzungen. Dem staatlichen Arbeitgeber hätte sie nichts entgegenzusetzen.

Die CGFP ist die vereinende Kraft, der gemeinsame Nenner aller Staatsbeamten und -angestellten und ihr gewerkschaftliches Zuhause. Eine Kraft, die den sozialen Besitzstand verteidigt und den Fortschritt gewährleistet.

Ja, was wäre der öffentliche Dienst ohne CGFP?



**die einzige gewerkschaftliche Kraft
innerhalb der öffentlichen Funktion**

Europäische Union der Unabhängigen Gewerkschaften (CESI)

„Wir brauchen mehr öffentlicher Dienst“

Jüngste CESI-Fachtagung mit Luxemburger Beteiligung fand in Hamburg statt zum Thema: Mitarbeitergewinnung und Mitarbeiterbindung im öffentlichen Dienst

Es gehe schlicht und ergreifend darum, Strategien des öffentlichen Dienstes aufzuzeigen, die es erlaubten, den wirtschaftlichen und sozialen Herausforderungen unserer Zeit gerecht zu werden, fasste der Vorsitzende der Europa-Akademie der CESI, Emilio Fatovic, Sinn und Zweck der jüngsten CESI-Fachtagung in nur wenigen Worten zusammen. Unter dem Titel „*Recruitment and Retention of Staff in Public Sector*“ befassten sich vom 9. bis 11. Oktober in Hamburg hochkarätige Redner vor einem engagierten Fachpublikum eben mit dem Thema der Mitarbeitergewinnung und Mitarbeiterentwicklung im öffentlichen Dienst. Dabei wurde vor allem eins deutlich, und zwar dass die Personalpolitik gerade im öffentlichen Sektor derart ausgerichtet sein müsse, dass das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger in die öffentlichen Dienstleistungen erhalten und gleichzeitig gefestigt werde.

Klar wurde aber auch, dass Reformen im öffentlichen Dienst, sollten sie denn zu erfolgreichen Ergebnissen führen, nur mit den Beschäftigten, will sagen von unten nach oben durchgeführt werden müssten und keinesfalls von oben auferlegt werden dürften. Es gehe schlicht und einfach darum, diesen Top/down-Ansatz zu vermeiden und stattdessen die Mitarbeiter zu motivieren, sich in die Reformvorhaben einzubringen.

Aufgrund der Tatsache, dass eine steigende Zahl von Mitarbeitern nicht mehr an ihrem Platz sitze, sondern ihre Arbeit vor dem Hintergrund neuer Arbeitsmodelle beispielsweise von zu Hause aus erledigten, entferne sich das sogenannte Middle-Management, die mittlere Führungsebene also, in der heutigen Zeit immer mehr von ihrer Weisungsaufgabe, hin zu einer reinen Koordinierungsfunktion. Dass sich die Verwaltung in unserer schnelllebigen Gesellschaft pausenlos verändere, sei nun mal eine Tatsache: Aus dem Telefon mit Wählscheibe von vor 30 Jahren sei, „das mobile Büro für unterwegs“ geworden. Und dieser rasanten Entwicklung gelte es, sich immer wieder neu anzupassen.

Aufmerksame Leser von „fonction publique“ wissen mittlerweile, dass die CESI-Akademie seit jeher ein besonderes Augenmerk darauf legt, dass Thema und Austragungsort einer Fachtagung in einem gewissen Zusammenhang zueinander stehen. So kam es auch nicht von ungefähr, dass für das jüngste CESI-Kolloquium Hamburg als Austragungsort ausgewählt worden war. Wie wir dem schriftlich hinterlegten Grußwort des Akademie-Vorsitzenden entnehmen, habe die Freie und Hansestadt Hamburg als europäische Großstadt im Jahre 2012 die Auszeichnung „*Career's Best Recruiter*“ Deutschlands für die beste Rekrutierungs-Qualität im Bereich öffentlicher Dienst erhalten. Die Stadt sei somit „der ideale Ort, um über die personellen Herausforderungen, mit denen der öffentliche Sektor heutzutage konfrontiert ist, zu diskutieren.“

Wie alle Mitgliedsorganisationen seien auch die CESI und die CESI-Akademie sich bewusst, wie wichtig es sei, einen starken, attraktiven und nachhaltigen öffentlichen Dienst aufrechtzuerhalten, der insbesondere seine Wettbewerbsfähigkeit gegenüber dem Privatsektor behauptet. Angesichts der zunehmenden Alterung der europäischen Bevölkerung und der andauernden Wirtschaftskrise erwiesen sich zwei Faktoren für die Zukunft des öffentlichen Dienstes als wesentlich: die Rekrutierung neuer Beschäftigter, aber auch die Mitarbeiterbindung, bei der gerade auch der Weiterbildung eine tra-



Unser Bild zeigt die Luxemburger Teilnehmer an der jüngsten CESI-Fachtagung in Hamburg zum Thema: „*Recruitment and Retention of Staff in Public Sector*“

gende Rolle zukommen müsse. Sinn und Zweck der jüngsten CESI-Fachtagung jedenfalls bestünden darin, „Licht auf die derzeitigen Veränderungen“ zu werfen und dazu beizutragen, „die Methoden zur Rekrutierung, Führung und Bindung von Mitarbeitern im öffentlichen Sektor in Europa weiterzuentwickeln“, dies im Dialog mit Angestellten und Führungskräften, im Austausch von Personalabteilungen mit Gewerkschaftsvertretern.

Business as usual jedenfalls funktioniert schon lange nicht mehr. Vor gut 20 Jahren hätten wir zaghaft damit begonnen, die Informatik zu nutzen, heute gehöre sie schlicht zum Alltag. Gerade wie junge Beschäftigte überlegten, werde in besonderem Maße von den neuen Technologien beeinflusst. Wegen dieser Entwicklungen müssten aber auch die Berufsverbände zu Veränderungen bereit sein. Zudem stelle die Alterung der europäischen Bevölkerung und insbesondere der Erwerbsbevölkerung die Europäische Union vor zahlreiche Herausforderungen, darunter in erster Linie die nicht unwesentliche Aufgabe, Antworten zu finden auf eine steigende Nachfrage nach personalorientierten Dienstleistungen.

So wie der öffentliche Sektor einerseits also auf die zunehmenden Bedürfnisse einer alternden Gesellschaft – Sozialdienstleistungen und Dienstleistungen in der Gesundheitspflege – reagieren müsse, müsse er gleichzeitig der Alterung der Mitarbeiter in den eigenen Reihen entgegenreten. Die Behörden stünden in der Tat europaweit vor dem Problem, dass innerhalb kurzer Zeit eine große Zahl erfahrener Mitarbeiter in den Ruhestand gingen. Aufgrund dessen müssten sie neue Mitarbeiter mit neuen Qualifikationen und Profilen finden und einstellen. Eine direkte Folge bestehe auch darin, dass wichtige Qualifikationen verloren gingen und der Ruhestand einiger Mitarbeiter in Schlüsselpositionen hinausgeschoben werden müsse. Zur Gewährleistung der Nachhaltigkeit und Wettbewerbsfähigkeit müssten die Behörden deshalb in Bezug auf die benötigten Mitarbeiter und Qualifikationen auf eine vorausschauende Bedarfsplanung setzen.

Eine Ansatzlösung könne darin bestehen, sogenannte „generationsübergreifende Paare“ zu bilden, zusammengesetzt aus einem älteren und einem jüngeren Beschäftigten. Die neue Generation bringe neue Kreativität und Lösungsvorschläge. Dafür bräuchten sie aber Zeit. Sie wollten Freiheit, aber Frei-

heit ohne Grenzen könne es nicht geben. Wir bräuchten demzufolge keine meterhohen Zäune, sondern ein sicheres Umfeld, in dem junge Menschen angeführt und in dem ihre Bemühungen belohnt würden, kurz: Grenzen, die stimulierten, nicht aber blockierten. Sonst entstünden sehr schnell Machtkämpfe und Generationskonflikte, die der Sache alles andere als dienlich seien.

Der öffentliche Dienst als attraktiver Arbeitgeber

Gerade in Krisenzeiten, in denen in vielen europäischen Staaten Einsparungsmaßnahmen und Haushaltszwänge auf der Tagesordnung stünden, würden in zahlreichen öffentlichen Behörden zum einen scheidende Mitarbeiter nur in beschränktem Maße ersetzt und zum anderen neue Stellen immer seltener ausgeschrieben. Auch in mitteleuropäischen Ländern wie beispielsweise im Gastgeberland Deutschland sei die Lage mit zwei Millionen öffentlich Bediensteter weniger als noch vor Jahren besorgniserregend, auch wenn der Stellenabbau nicht mit den dramatischen Entlassungswellen in Griechenland zu vergleichen sei. Dieser Umstand werde jedoch langfristig Probleme mit sich führen, insbesondere was die Attraktivität des öffentlichen Sektors als Arbeitgeber angehe. Und dabei müsste es vordergründig darum gehen, den öffentlichen Dienst gerade im Wettbewerb mit der Privatwirtschaft als attraktiven Arbeitgeber zu stärken. Voraussetzung dafür seien wiederum die Überwindung der Schuldenkrise und eine Anpassung der öffentlichen Dienstleistungen an den eben bereits erwähnten demografischen Wandel. Zudem müssten die beruflichen Rahmenbedingungen stimmen, wenn man Bedienstete längerfristig binden wolle und sicherstellen wollen, dass sie den Versuchungen des privaten Sektors widerstünden. Dazu gehörten auch Verbesserungen an der bestehenden Gesetzgebung. Das gelte insbesondere für Behörden wie die Steuerverwaltung, wo – wie am Beispiel Deutschland erläutert – den Bediensteten ganze Armeen von Steuerberatern und Steueranwälten gegenüberstünden. Die Wertschätzung könne aber auch durch gute berufliche Perspektiven erfolgen.

Auch Bereiche wie die Polizei und die Pflegeberufe stünden im direkten Wettbewerb zur Privatwirtschaft, die sehr häufig familienfreundlichere Arbeitszeiten zu bieten habe. Eine Stärke der öffentlichen Dienste liege derweil in deren Unabhän-

gigkeit, im Übrigen auch eine nicht zu unterschätzende Voraussetzung zur Überwindung der Schuldenkrise.

Insgesamt gesehen, benötige der öffentliche Dienst zunächst einmal eine verlässliche Mitarbeiterstruktur, um seinen vielfältigen Aufgaben gerecht zu werden. Die wiederum werde erreicht mit einem guten Mix aus jüngeren und älteren Beschäftigten. An die Stelle von reaktiven Personalbehörden müsse ein proaktives Personalmanagement rücken mit familienfreundlichen Arbeitszeitmodellen wie der Möglichkeit auf Teilzeitbeschäftigung, die es den Bediensteten ermögliche, Beruf und Familie besser zu vereinen.

Grundsätzlich gehe es um eine vernünftige Vorausplanung, um den Bürgerinnen und Bürgern auch künftig hochwertige öffentliche Dienste anbieten zu können. In Krisenzeiten gingen in der Tat zahlreiche Länder dazu über, Löhne und Gehälter erst einmal zu kürzen, auch im öffentlichen Dienst. Die Frage dränge sich demnach auf, wie bei gleichzeitigem Abbau zusehends Produktivität und *Capacity* verbessert werden könnten. Kontinuität in den öffentlichen Dienstleistungen sei aber von entscheidender Bedeutung, wenn es darum gehe, das Vertrauen der Bevölkerung zu erhalten. Wenn stattdessen zusehends Personal abgebaut werde, habe das auch negative Auswirkungen auf die Motivation der Beschäftigten. Bestimmte Dienstleistungen könnten auf einmal nicht mehr angeboten werden. Und deshalb sei äußerste Vorsicht geboten, wenn willkürlich Maßnahmen im öffentlichen Dienst ergriffen würden, zumal die daraus abgeleiteten Einsparpotenziale nur einen geringen Prozentsatz im Gesamthaushalt darstellten. Vielmehr sollten die Personalausgaben als Aktivkonten, sprich als eine Investition in die Zukunft, und nicht ausschließlich als reiner Kostenfaktor betrachtet werden.

In einem Punkt stimmten die Teilnehmer an der jüngsten CESI-Fachtagung in Hamburg dann auch weitgehend überein: Der öffentliche Dienst wird auch in Zukunft spannende und vielfältige Berufe bieten, so ein Fazit. Nur: Auch der öffentliche Arbeitgeber müsse sich in Zukunft verstärkt darum bemühen, seine Attraktivität nach außen darzustellen. Denn nur auf diese Weise werde es gelingen, auch weiterhin „kluge Köpfe“ für den öffentlichen Dienst zu gewinnen, die auch bereit seien, für das Gemeinwohl zu arbeiten.

s.h.

L'Europe de la justice, de la liberté et de la sécurité

Remettre le travailleur au cœur des futures orientations stratégiques

Depuis 1999, le Conseil européen adopte un programme pluriannuel visant à fixer des orientations stratégiques en matière de liberté, sécurité et justice. Depuis cette date, trois programmes ont vu le jour, successivement, celui de Tampere, de la Haye et le dernier en date, celui de Stockholm, toujours en vigueur à l'heure actuelle.

Ces différents programmes ont permis de construire un espace commun de liberté, de sécurité et de justice en facilitant notamment l'échange de données entre Etats membres et en renforçant les droits des citoyens européens.

Malgré ces avancées importantes, la CESI considère que nombre d'entre elles peuvent être améliorées, notamment en impliquant davantage les travailleurs des différents services de sécurité qu'ils soient policiers, pompiers, agents des douanes, juges, personnel pénitentier, ...

Ce sont les travailleurs qui garantissent concrètement et au jour le jour, la liberté, la sécurité et la justice dans l'espace européen.

Les impliquer signifie qu'ils soient pris en compte lors de l'élaboration de futures orientations stratégiques en les informant, en les consultant et en les protégeant des risques. Avec l'apport et le soutien des agents actifs sur le terrain, les futures orientations stratégiques en matière de liberté, sécurité et justice ne pourront s'en trouver que mieux appliquées.

Le programme de Stockholm arrivera à échéance au 31 décembre 2014. Selon l'article 68 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne, le Conseil européen devra proposer des orientations stratégiques pour y donner suite, tandis que, depuis le traité de Lisbonne, la coopération policière et judiciaire en matière pénale relève de la procédure législative dite ordinaire, qui associe Commission européenne, Conseil et Parlement européen.

La CESI, à travers cette résolution, a souhaité contribuer à ce débat pour que le point de vue des travailleurs du secteur puisse être entendu et permettre ainsi une meilleure mise en œuvre d'un projet aussi essentiel que celui de construire un espace européen de liberté, de sécurité et de justice.

Résolution de la Confédération Européenne des Syndicats indépendants

relative aux prochaines orientations stratégiques de la programmation législative et opérationnelle dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice

La Confédération Européenne des Syndicats indépendants,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et en particulier son Titre V *L'espace de liberté, de sécurité et de justice* et son article 68, ses articles 152 et 153;

vu la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, et en particulier ses articles 27 et 31;

vu le Programme de Stockholm, *une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens*;

vu le Plan d'action mettant en œuvre le programme de Stockholm *Mettre en place un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens européens* COM(2010) 171 final;

vu les conclusions de Conseil européen du 27 et 28 juin 2013, et en particulier le paragraphe 21 (EUCO 104/2/13)

vu la note de la présidence chypriote de l'Union européenne *Evaluation à mi-parcours du Programme de Stockholm* (doc. 15921/12)

vu la procédure d'initiative du Parlement européen *Examen à mi-parcours du programme de Stockholm 2013/2024* (INI)

après consultation des membres de la CESI lors d'un séminaire d'information soutenu par la Commission européenne;

Considérant ce qui suit:

- (1) Afin de garantir un espace de liberté ainsi que le respect des droits fondamentaux, les conditions nécessaires de sécurité doivent être réunies.
- (2) Le programme de Stockholm, précédé des programmes de Tampere et de la Haye, a permis de nombreuses avancées permettant de construire un espace européen de liberté, de sécurité et de justice. Toutefois les moyens de mise en œuvre de telles initiatives n'ont pas permis de finaliser cet espace commun. Une meilleure mise en œuvre des futures orientations stratégiques passera par une meilleure implication des employés du secteur ainsi qu'une meilleure communication sur le terrain.
- (3) Une diminution des ressources humaines et financières dans le secteur de la sécurité et de la justice peut entraîner des conséquences préjudiciables à long terme. Bien que les Etats membres de l'Union soient amenés à réduire leurs dépenses pour contenir leur dette publique, les coûts indirects liés à une diminution des services de sécurité et justice doivent également être pris en compte. Une augmentation de la criminalité future engendrerait effectivement un coût économique et social plus important.
- (4) Le dialogue social, l'information et la consultation des travailleurs facilitent la mise en œuvre d'actes législatifs. Le dialogue social permet de faire remonter les problématiques rencontrées par les agents en fonction, prévenant ainsi l'apparition de certains risques. Il est l'élément phare du modèle social européen et constitue un moteur

des réformes économiques et sociales.

- (5) Assurer un espace de sécurité requiert la protection de ceux qui protègent les citoyens européens, et notamment, lorsque ceux-ci sont victimes d'actes criminels dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions. L'employé des services publics de sécurité et de justice est d'ailleurs à ce titre, un acteur particulièrement vulnérable, car plus exposé aux risques.
- (6) La confiance mutuelle repose sur la compréhension de l'autre mais aussi sur la compréhension d'autres systèmes juridiques. Un espace de liberté, sécurité et justice n'est envisageable que si les travailleurs européens de ce secteur coopèrent entre eux. La formation linguistique associée à la création d'une culture commune reste une condition nécessaire à une meilleure coopération entre travailleurs européens.
- (7) La notion de formation recouvre des programmes de formation initiale et continue. Chaque mesure comprise dans des orientations stratégiques devra inclure un volet formation lorsqu'elle implique du personnel.
- (8) Les transformations technologiques font continuellement évoluer les besoins formatifs des employés dans le secteur de la sécurité et de la justice.
- (9) Les organisations syndicales sont un relai de diffusion essentiel auprès des travailleurs.
- (10) La sécurité des citoyens relève prioritairement des prérogatives des Etats membres et constitue une des missions régaliennes de l'Etat.
- (11) Chaque citoyen a droit à des conditions de sécurité équivalentes peu importe ses ressources.

I. Le dialogue social comme outil de mise en œuvre privilégié

La CESI invite le Conseil européen et les autres institutions de l'Union européenne:

- à intégrer dans leurs prochaines orientations stratégiques un volet consacré au dialogue social avec les organisations syndicales, à l'instar de ce qui a pu être proposé pour instaurer un dialogue avec la société civile au sein du Programme de Stockholm (Paragraphe 1.2.8)
- Dialogue avec les partenaires sociaux – Le Conseil européen encourage les institutions de l'Union et les Etats membres à organiser, dans le cadre de leurs compétences, un dialogue social transparent et régulier avec les représentants syndicaux du secteur.*

II. Protéger les travailleurs des services publics de sécurité et de justice

La CESI invite le Conseil européen et les autres institutions de l'Union européenne:

- à assurer la protection des travailleurs du secteur de la sécurité et de la justice ainsi que leur sécurité lors de l'exercice de leurs fonctions
- à étudier les moyens d'améliorer la législation et les mesures de soutien concrètes concernant la protection des travailleurs évoluant dans le secteur de la sécurité et de la justice

- à offrir un meilleur soutien aux travailleurs évoluant dans le secteur de la sécurité et de la justice lorsqu'ils sont eux-mêmes victimes, ainsi qu'une meilleure protection juridique
- à garantir des moyens et un équipement adapté à l'exercice de leur fonction, leur permettant d'évoluer dans des conditions de travail convenables et sûres et de lutter plus efficacement contre le crime.

III. Former pour permettre aux travailleurs de coopérer

La CESI rappelle l'importance des mesures concernant la formation proposée par le programme de Stockholm et estime que ces mesures devront être considérées comme prioritaires lors de l'élaboration des prochaines orientations stratégiques.

La CESI invite le Conseil européen et les autres institutions de l'Union européenne:

- à valoriser les programmes d'échange
- à renforcer les programmes linguistiques
- à poursuivre, avec une volonté accrue, la création d'une culture commune
- à considérer à la fois la formation initiale et la formation continue afin de promouvoir le cadre juridique européen en matière de Justice et Affaires Intérieures
- à intensifier la formation aux nouveaux outils de l'information et de la communication
- à développer les logiciels et réseaux informatiques communs.

IV. Communiquer pour rapprocher l'Union européenne des travailleurs

La CESI invite le Conseil européen et les autres institutions de l'Union européenne :

- à mieux anticiper le changement en informant et consultant les travailleurs en amont des décisions relatives à la Justice et aux Affaires Intérieures
- à mener des campagnes visant à faire connaître les actions menées en matière de Justice et Affaires Intérieures
- à recourir aux organisations syndicales pour relayer ces informations auprès des travailleurs.

V. Les Etats membres, garants de la sécurité

La CESI insiste sur la responsabilité des autorités publiques en matière de sécurité publique.

La CESI invite le Conseil européen et les autres institutions de l'Union européenne:

- à maintenir les attributions en matière de sécurité et de justice au sein de la sphère publique
- à délimiter clairement les espaces possibles de coopération entre le secteur public et privé sur ces questions
- à contrôler et certifier via des normes communes le secteur de la sécurité privée.

Les délégués syndicaux de la CESI, représentant le personnel évoluant dans les services de sécurité publique, se tiennent à disposition des décideurs en charge de ce dossier au sein des institutions européennes pour échanger avec eux de leur pratique et leur expérience.

CGFP
Votre assurance professionnelle

Neumitgliedschaft in der Europäischen Union der Unabhängigen Gewerkschaften

CESI baut Stellung im europäischen Sozialdialog aus

CESI-Präsident Romain Wolff vor dem Deutschen Bundeswehrverband in Berlin

Im Rahmen ihrer 19., vor kurzem in Berlin stattgefundenen Hauptversammlung haben die Delegierten des Deutschen Bundeswehrverbandes dem Beitritt zur Europäischen Union der Unabhängigen Gewerkschaften (CESI) mit breiter Mehrheit zugestimmt. Damit wird die CESI fortan gestärkt auftreten können, insbesondere als anerkannte Partnerin im europäischen Sozialdialog.

Vor dem eigentlichen Votum war es CGFP-Generalsekretär Romain Wolff, der in seiner Eigenschaft als CESI-Vorsitzender auf die Wichtigkeit der Einflussnahme in Europa hingewiesen hatte. Wer die Menschen in Europa ernst nehmen, wer kein Ausspielen der Mitarbeiter gegeneinander wolle, wer europa-gemeinsame soziale Rahmenbedingungen nicht nur auf dem kleinsten gemeinsamen Nenner gestalten wolle, der müsse Einfluss nehmen in Europa, so der Vorsitzende. Und das gehe nur durch gemeinsames Auftreten, die nationalen Interessenvertretungen einzeln würden kaum wahrgenommen.

Die CESI jedenfalls erlebe dies tagtäglich in Brüssel. Mit mehreren Millionen Mitgliedern aus über 40 Mitgliedsorganisationen aus fast sämtlichen Ländern Europas habe sie Gewicht auf dem europäischen Parkett.

Als Interessenvertretung des öffentlichen Dienstes in Europa habe die CESI die Frage, inwiefern es Sinn mache, einen Soldatenverband wie den DBwV aufzunehmen, durchaus ernsthaft diskutiert und sei zu der Erkenntnis gekommen, dass gerade Soldaten, auch wenn sie rein rechtlich gesehen keine Beamten



CESI-Präsident Romain Wolff, umgeben vom neuen Vorsitzenden des Bundeswehrverbandes André Wüstner (l.) und vom Landesvorsitzenden des Saarlandes Thomas Sohst

sein, in einem ganz besonderen Treueverhältnis stünden. Darüber hinaus hätten viele europäische Regelungen des öffentlichen Dienstes in der nationalen Umsetzung auch für Soldaten Relevanz. Und wenn die nationalen Regierungen ihren Soldaten die Rechte nicht gönnten, die sie allen anderen einräumten, gelte es, gemeinsam dagegen vorzugehen, noch bevor eine solche Regelung als geltendes Recht aus Brüssel in unseren Ländern ankomme, warnte der Vorsitzende.

Die Europäische Union der Unabhängigen Gewerkschaften, so CESI-Präsident Romain Wolff weiter, könne das tun, nicht zuletzt „weil wir im europäischen sozialen Dialog einen festen Platz

haben.“ Und wenn der Delegiertentag des Bundeswehrverbandes wolle, dass die sozialen Rahmenbedingungen für Soldaten in Deutschland in der europäischen Gesetzgebung verankert würden, dann mache es Sinn, sich der CESI als einem starken Partner, der den Zugang zum sozialen Dialog in den europäischen Gremien habe, anzuschließen.

Zuvor hatte CESI-Präsident Romain Wolff die Entwicklungen in den Beziehungen zwischen Luxemburg und Deutschland als „ein beeindruckendes Beispiel der europäischen Einigung“ geschildert. Genau wie sein Heimatland Luxemburg seine Eigenständigkeit schätze, sei ihm der europäische Gedanke kostbar. Und allein schon aus diesem Grund setze er,

Romain Wolff, sich auch sehr gerne als Gewerkschafter auf europäischer Ebene für die Interessen der Mitarbeiter im öffentlichen Dienst ein.

Gerade in einer Zeit der Neuausrichtung der Bundeswehr bei gleichzeitig hoher Intensität der Einsätze sei Gewerkschaftsarbeit eine besonders herausfordernde Aufgabe, urteilte der CESI-Präsident. Als eine von Soldaten geprägte Interessenvertretung genieße der DBwV in Deutschland hohe Bedeutung und hohe Anerkennung. Und wenn sich Soldatinnen und Soldaten für eine Mitgliedschaft entschieden, schenken sie dem Deutschen Bundeswehrverband nicht nur ihr Vertrauen, sondern gäben ihm zugleich den notwendigen Rückenwind und den erforderlichen Rückhalt.

Wenn der DBwV die Entscheidung des CESI-Beitritts in die Hände seines obersten Gremiums gelegt habe, zeuge das von der Wichtigkeit der Frage. Der Deutsche Bundeswehrverband jedenfalls sei willkommen bei der CESI, versicherte der Vorsitzende. Und Romain Wolff abschließend: „Gemeinsam können wir ein erhebliches Gewicht für die Menschen in den Sicherheitsberufen in die Waagschale werfen.“ **s.h.**

Erwähnen wir der Vollständigkeit halber, dass die Führungsgremien der CESI dem Beitragsgesuch Anfang Dezember zugestimmt haben, so dass die Mitgliedschaft des Deutschen Bundeswehrverbandes in der Europäischen Union der Unabhängigen Gewerkschaften zum 1. Januar 2014 wirksam wird.

CESI: Sozialdialog unerlässlich

Die wirtschaftlichen Entscheidungen in Europa werden immer häufiger im europäischen Hauptquartier in Brüssel als Gesamtpaket für die Mitgliedstaaten getroffen anstatt allein von den nationalen Gremien.

Nicht nur aus diesem Grund unterstrich der CESI-Vorsitzende Romain Wolff am 26. November die Wichtigkeit einer Allianz der europäischen unabhängigen Gewerkschaften, im Rahmen eines Gewerkschaftstreffens über den Europäischen Sozialdialog, das von der CESI zusammen mit der italienischen Mitgliedsorganisation CONFSA-UNSA in Rom veranstaltet wurde. Beschäftigung und Arbeitnehmerrechte wären wichtige Bestandteile des Europäischen Vertragswerks. Vollbeschäftigung, sozialer Fortschritt und der Kampf gegen gesellschaftliche Ausgrenzung müssten gefördert und sozialer Schutz garantiert werden. Diese Zielsetzungen müssten auch bei Ausarbeitung und Umsetzung der politischen Strategien der EU berücksichtigt werden.

Gleichwohl die europäischen Mitgliedstaaten ihre Vorschläge mit einbrächten, würden nahezu 80% der Gesetzgebung im Bereich Wirtschaft auf gemeinschaftlicher Ebene bestimmt. Damit müssten auch die Interessen der Arbeitnehmer nicht mehr nur auf nationalem, sondern auch auf europäischem Niveau vertreten werden.

Seit der Wirtschafts- und Finanzkrise habe sich im Übrigen ein neues Phänomen ergeben, die „wirtschaftspolitische Steuerung“ auf europäischer Ebene, so der Vorsitzende. Das sogenannte „Europäische Semester“ solle es der



Europäischen Kommission ermöglichen, in einem Jahresrhythmus die Wirtschaftspolitiken der Mitgliedstaaten zu koordinieren. Denn obschon letztere eine gemeinsame Währung hätten, ihre Wirtschaftspolitiken seien immer noch grundverschieden. Die Staaten unterbreiten der Kommission Jahrespläne für gesunde öffentliche Finanzen und schlagen Reformen bzw. Maßnahmen vor, die die Voraussetzung für ein sozial integratives Wachstum in den Bereichen Beschäftigung, Forschung, Innovation, Energie und soziale Integration schaffen. Aufgrund dieser Vorschläge legt die Europäische Kommission ihre Empfehlungen vor. Und genau hier käme die CESI ins Spiel. Diese Empfehlungen trafen häufig die öffentlichen Verwaltungen sowie die Arbeitsbedingungen der Beschäftigten im öffentlichen wie im privaten Sektor. Sozialpolitische Entscheidungen würden somit immer häufiger auf europäischem Niveau getroffen.

Das Brüsseler Generalsekretariat der CESI verfolge und analysiere die Veröffentlichungen der EU-Institutionen genauestens und nehme an verschiedenen Konferenzen und Treffen teil, um die Position der politischen Entscheidungsträger sowie die der anderen Beteiligten (Stakeholders) kennenzulernen. Anschließend gehe es darum, Lobby-Arbeit zu betreiben. Romain Wolff unterstrich, dass dieser Begriff nicht unbedingt negativ besetzt sei. Sofern gut abgesteckt, gehe es dabei schlicht darum, sich mit seinen Argumenten bei den Entscheidungsträgern Gehör zu verschaffen. Sehr wichtig sei aber auch die Unterrichtung und Anhörung der CESI-Mitglieder. Das Sekretariat bemühe sich stets, ihren Mitgliedern sachdienliche Informationen zukommen zu lassen, sei es auf schriftlichem Wege oder über sektorielle Treffen in Form von Berufsräten. Zwei Fachkommissionen – eine Kommission für Soziales und eine zum Thema Gleich-

berechtigung – ermöglichten es überdies, fachübergreifendere Fragestellungen zu erörtern und gemeinsame Stellungnahmen auszuarbeiten, ganz im Interesse der Betroffenen.

Die Berufsräte und Fachkommissionen der CESI böten außerdem eine Gelegenheit, Erfolgsmodelle auszutauschen. Eine Situation, die nun im eigenen Land erlebt würde, könne andernorts schon erfolgreich gelöst worden sein. Der Erfahrungsaustausch stelle oftmals einen Mehrwert dar.

Schließlich würden die europäischen Institutionen die bedeutende Rolle der Sozialpartner auch auf europäischer Ebene anerkennen und setzten sich dafür ein, damit Arbeitgeber und -nehmer sich in Brüssel treffen könnten. Die CESI sei, neben Lobbying-Büro, Plattform für den Austausch zwischen ihren Angehörigen, und Dienstleister für ihre Mitglieder, eben auch als anerkannte Sozialpartnerin im europäischen Sozialdialog.

Weitere Teilnehmer des Gewerkschaftstreffens übernahmen anschließend das Rednerpult, um das Thema Europäischen Sozialdialog zu beleuchten, darunter die beeindruckenden Darstellungen der Sprecher der CONFSA-UNSA zu den klaren Missständen und dem fehlenden Sozialdialog in Italien.

Im Anschluss an das Treffen fanden des weiteren Gespräche von CESI-Präsident Wolff und CESI-Generalsekretär Klaus Heeger mit zwei weiteren unabhängigen Gewerkschaften Italiens, der CISAL, Gründungsmitglied der CESI, und Beitrittskandidat CONFEDIR statt.

p.r.

Réussissons ensemble



Pour plus d'informations sur nos services bancaires, n'hésitez pas à nous appeler au (+352) 42 42-2000.

BGL BNP PARIBAS | La banque d'un monde qui change | bgl.lu

Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

A WIETOR

VIANDES EN GROS

www.wietor.lu

19A, rue de Haller
L-6312 Beaufort
Tél : 83 64 85-1
Fax : 86 90 87
e-mail : wietor@internet.lu






Schnell und übersichtlich informiert:



Unsere Webseite
www.cgfp.lu

CGFP

Vous avez un Smartphone ou Tablet Computer? Alors scannez notre code et découvrez notre site internet!



Cours de formation et d'appui scolaires



Cours d'appui, de rattrapage, de révision et de méthodologie pour les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique luxembourgeois

Inscription et informations
(du lundi au vendredi de 09h30 à 11h30): 26 77 77 77

afas@cgfp.lu
http://www.cgfp.lu/cgfp_services

AFAS **CGFP**
Association de Formation et d'Appui scolaires a.s.b.l.



B comme Bien conseiller

Chez B immobilier, notre mission va plus loin que simplement trouver le bien dont vous rêvez. Bien conseiller, c'est aussi ça notre mission. Pour qu'aujourd'hui, demain et tout au long de votre vie vos projets immobiliers correspondent vraiment à vos besoins.

ACHAT • VENTE • LOCATION
CONSEIL IMMOBILIER, FINANCIER ET FISCAL



IMMOBILIER
BINGEN & ASSOCIÉS

www.b-immobilier.lu

Stehen Sie nicht im Abseits – Werden Sie noch heute Mitglied der



Die CGFP bietet:

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ **CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)**
- ✓ **CGFP-Versicherungen (alle Sparten)**
- ✓ **Krankenzusatzversicherung**
- ✓ **CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)**
- ✓ **Zusatzpensionsversicherung**
- ✓ **Service CGFP de Placement (Geldanlage)**
- ✓ **CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)**
- ✓ **Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk**
- ✓ **CGFP-Reiseagentur Lux Voyages**
- ✓ **Kindertagesstätte „Kaweechelchen“**
- ✓ **CGFP-Nachhilfevermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“**

Und so einfach geht's:
Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:

CGFP
Boîte postale 210
L-2012 Luxembourg

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE
Boîte postale 210
L-2012 LUXEMBOURG

CGFP

Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom:

Domicile: Code postal no

Rue: no

Administration/Service:

Fonction: Date de naissance:

CCP ou
compte bancaire no: IBAN LU

....., le

.....
(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00€ (retraités/veuves: 35,00€), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.

snaidero

CUCINE PER LA VITA



Kitchen Store Déi beschte Präisser op Apparater vun de gréisste Marken.

Kitchen Store Schéinheet, Sécherheet, Soliditéit, Innovatioun.

Kitchen Store E frëndlechen Accueil vu professionnelle Beroder.

Kitchen Store Eng Equipe vun Installateuren, déi e komplette Chantier an d'Hand huele kënnen (Sanitär, Elektrésch, Plättecher...).

Kitchen Store D'Méiglechkeet, op lëtzebuergesch, franséisch, englésch oder däitsch empfangen ze gin.

Kitchen Store Kichen vun 15 000 bis 100 000 €.

Kitchen Sotre Honnerten zefridde Client'en zu Lëtzebuerg.

by **KITCHEN**
Store

204, route d'Arlon • L-8010 Strassen

Tél.: (+352) 26 11 98 50 • www.kitchenstore.lu

Snaidero Eng weltbekannte Mark.

Snaidero 10 Joer Wirksgarantie.

Snaidero Aussergewöhnlech Kichen vun de gréissten Designer kreéiert.

Snaidero Iwwert 100 verschidde Finitioune (wou aner lech e matten oder e blénkeche Lack proposéieren, bidd Snaidero 8 verschidden weiss Lacken.

Snaidero Ganz am Respekt vun eiser Ëmwelt a vun Äerer Gesondheet.

Snaidero Schéinheet, Sécherheet, Soliditéit, Innovatioun.



Ihre Treppe leicht hinauf und hinunter!

Entdecken Sie den Treppenlift von
THYSSENKRUPP Ascenseurs



Ob kostenloses Preisangebot für Treppenlifte oder Besuch,
Rufen Sie uns einfach an: 40.08.96

THYSSENKRUPP ASCENSEURS S.à r.l.
22, Rue Edmond Reuter, L-5326 Contern
Tel.: 40.08.96, E-mail: luxembourg@thyssenkrupp.com



CAMPS LINGUISTIQUES 2014 AU LUXEMBURG



- ▶ **Langue:** français, allemand et anglais
- ▶ **Âge:** pour les 7-17 ans
- ▶ **Période:** printemps, été et automne 2014

- ▶ 06.04.14 - 12.04.14
Camp allemand
(Ville de Luxembourg)
- ▶ 13.04.14 - 19.04.14
Camp français
(Vianden)
- ▶ 13.04.14 - 19.04.14
Camp anglais
(Ville de Luxembourg)
- ▶ 20.07.14 - 02.08.14
Junior Academy
(en anglais)

- ▶ 20.07.14 - 26.07.14
Camp français
(Lultzhausen)
- ▶ 27.07.14 - 02.08.14
Camp français
(Lultzhausen)
- ▶ 03.08.14 - 09.08.14
Camp français
(Lultzhausen)
- ▶ 03.08.14 - 09.08.14
Camp anglais
(Echternach)

- ▶ 10.08.14 - 16.08.14
Camp français
(Schengen)
- ▶ 17.08.14 - 23.08.14
Camp allemand
(Schengen)
- ▶ 26.10.14 - 01.11.14
Camp français
(Echternach)

Berlitz
kids & teens

Berlitz Luxembourg, Tel. +352 26 38 32 48,
89-93, Grand-Rue, 1661 Luxembourg, kids@berlitz.lu, www.berlitz.lu

Poste vacant

Administration de la navigation aérienne

L'Administration de la navigation aérienne engagera

un(e) ouvrier(e) «pompiier professionnel»

carrière C à tâche complète et à durée indéterminée pour les besoins du **service incendie et sauvetage**.

Missions

- participer aux interventions du service incendie et sauvetage
- travaux d'atelier.

Profil

- avoir le sens des responsabilités et d'organisation
- être motivé et engagé, avoir l'esprit d'équipe dans le domaine des interventions de secours
- être en bonne condition physique
- âge maximum 27 ans
- contrôle médical spécifique «sapeur-pompier professionnel»
- être en possession d'un permis de conduire classe B
- formation acquise auprès des pompiers volontaires (BAT1, BAT2) constitue un avantage
- avoir un «CATP» constitue un avantage
- être en possession d'un permis de conduire classe C constitue un avantage.

Les demandes sont à adresser **pour le 15 janvier 2014 au plus tard** à Monsieur le Directeur de l'Administration de la navigation aérienne, B.P. 273, L-2012 Luxembourg.

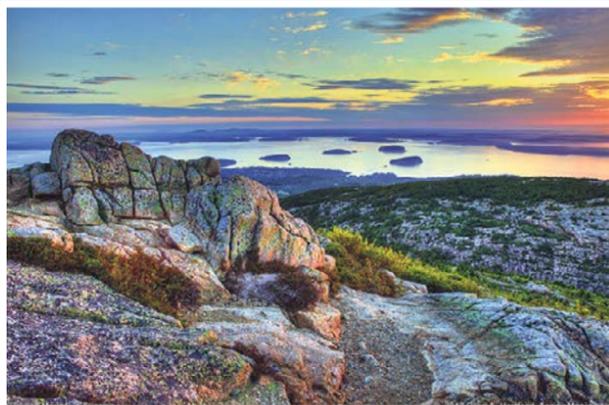
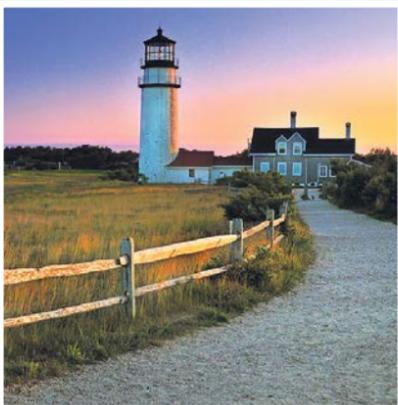
Les demandes seront accompagnées des pièces suivantes: un extrait de l'acte de naissance, un certificat d'identité, un extrait du casier judiciaire et une notice biographique.



LUX VOYAGES



Best of East



New York, die Stadt der Superlative, ist der Anfang dieser spannenden Mietwagen-Rundreise. Vom Big Apple aus geht es weiter entlang der Küste gen Norden, auf den Spuren der ersten von Kolonisten erbauten Siedlungen, u.a. veranschaulicht durch den Freedom Trail in Boston. In Kanada angekommen, erleben Sie französisches, fast bretonisches Flair in Québec, Wolkenkratzer in Toronto, die spektakuläre Küste des Sankt-Lorenz-Stroms, bei dessen Mündung sogar Buckel- oder Belugawale zum Vorschein kommen können, sowie den Rideau-Kanal (UNESCO-Kulturerbe) und den ByWard Market in der Hauptstadt Ottawa. In Richtung Süden, vorbei an den Weinbergen der Niagara-Halbinsel, führt die Fahrt zu den imposanten Niagarafällen, wo Sie bei der bekannten Bootsfahrt „Maid of the Mist“ das Naturspektakel hautnah erleben können. Nach den Schauplätzen des amerikanischen Bürgerkrieges in Gettysburg geht es nach Washington, das u.a. durch die National Mall mit den Museen der Smithsonian Institution Weltklasse zeigt. Entlang des Delaware River über Philadelphia erreichen Sie dann wieder New York.

Reisepreis: ab 2.066 € / Person im DZ für 15 Tage, inklusive

- Linienflug (eco) mit Lufthansa von Luxemburg nach New York und zurück
- 14 Übernachtungen in Budget-Hotels (Upgrade möglich)
- Mietwagen, Economy Klasse, inklusive aller Versicherungen
- TUI-Roadbook
- TUI-Reiseführer

Gerne beraten wir Sie und stellen Ihnen die ausführliche Reisebeschreibung vor. Wenden Sie sich einfach an Lux Voyages, Ihre CGFP-Reiseagentur.

LUX VOYAGES s.à r.l.
 25-A, boulevard Royal
 L-2449 Luxembourg
 Tel.: 47 00 47 • Fax: 24 15 24
 luxvoyages@cgfp.lu



Sparen mit Spielraum

Die flexible Art, für Kinder vorzusorgen

Kinder haben Ansprüche. Und auch diese wachsen. Damit Sie die kleinen und großen Wünsche finanzieren können, sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.

i BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu

BHWA